



Investir dans les jeunes chercheurs et la recherche menée par les jeunes au Sahel : Burkina Faso, Mali et Niger

Document de plaidoyer



Avec l'appui financier de



Red Barnet

A propos du Gorée Institute

Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique est né le 25 juin 1992. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance, est à l'origine du Gorée Institute qui est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique garant de son intégrité. Situé sur l'Île de Gorée, patrimoine mondial de l'humanité, la proposition de création de l'Institut est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar sur la Démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 entre le leadership de l'ANC alors en exil et 50 Afrikaners progressistes et libéraux : une solution réellement africaine à un problème africain.

Vision

Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée.

Mission

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique. L'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Programmes

Les programmes de l'Institut constituent les mécanismes de la mise en œuvre de sa Vision et de sa Mission.

Ces programmes sont :

- Gouvernance démocratique et processus politiques
- Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits
- Femme, Paix et Sécurité
- Gouvernance des Ressources Naturelles
- Power of Dialogue
- Renforcement de la Société civile de Protection des Droits de l'enfant
- Renforcement Institutionnel
- Charte de Gouvernance de l'Afrique – CADEG : Digitalisation et Démocratie

Chaque programme est doté de son mandat et de sa fonction propre, mais tous sont liés par une logique et une synergie commune. Cette logique peut s'exprimer très simplement :

La **réflexion**, qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporains.

La **recherche**, qui nous permet de soumettre à l'étude empirique les idées les plus prometteuses issues de la phase de réflexion.

L'**intervention**, qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche.

Les idées exprimées dans cette publication sont celles des contributeurs et pas nécessairement celles de Gorée Institute.

Elles s'adressent principalement aux décideurs politiques, à la société civile, aux politiciens et aux praticiens sur le terrain.

Les demandes d'autorisation de reproduction ou de traduction de tout ou partie de cette publication doivent être adressées à :

Gorée Institute
Résidence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 - Île de Gorée, Dakar, Sénégal
Téléphone: +221 33 849 48 49
E-mail: info@goreeinstitut.org

Cet ouvrage est publié avec l'appui financier de Save the Children Danemark et Save the Children International dans le cadre du Programme Shifting the Power.



Red Barnet

©Copyright, Gorée Institute • 2025

ISBN : 979-10-92136-18-0



Gorée Institute
Résidence Bibi, Rue des Gourmets
B.P.05 – Ile de Gorée
Sénégal



Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles de Gorée Institute mais celles des contributeurs. Bien que tout ait été mis en œuvre pour garantir l'exactitude des informations publiées ici, Gorée Institute n'accepte aucune responsabilité pour les problèmes qui pourraient résulter de la confiance accordée par toute personne aux informations contenues dans ce rapport. Cependant, Gorée Institute s'est assuré que tous les jeunes contributeurs adhèrent à des principes et des normes éthiques.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations.....	7
Notices biographiques des contributeurs.....	8
Résumé exécutif.....	15
Introduction.....	26
Chapitre 1 : Inclusion et intégration sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques.....	30
Utilisation des réseaux sociaux par les jeunes au Burkina Faso : Cas d'étude de Ouagadougou et de Gourcy.....	31
Insertion sociale des enfants en situation de rue au Burkina Faso	37
Optimisation de l'espace numérique pour les jeunes de 17-24 ans au Mali.....	44
Chapitre 2 : Accès aux soins et protection des populations vulnérables dans les contextes de crise et d'insécurité au Sahel : enjeux de santé publique, de genre et d'assistance humanitaire au Burkina Faso, Mali et Niger	51
Hygiène dans les hôpitaux publics à Ouagadougou : Cas des centres de santé et de promotion sociale (CSPS).....	52
Incidence de la crise multidimensionnelle sur l'accès des femmes et jeunes filles à la santé au Mali.....	60
Protection et assistance humanitaire des réfugiés dans l'espace de l'Alliance des États du Sahel au Niger : Camp des réfugiés de Ouallam	69
Genre et protection des personnes déplacées internes au Sahel : cas du Niger.....	79
Chapitre 3 : Résilience face aux crises et maintien des jeunes en parcours scolaire.....	91
Abandon du parcours scolaire au profit des petits métiers : Quelles solutions pour le maintien à l'école des jeunes au Mali ?	92

Impact des conflits armés sur l'avenir des jeunes filles : état des lieux et perspectives, cas du Niger	102
Chapitre 4: Environnement et développement durable en milieu urbain au Sahel	114
La prolifération des déchets plastiques à Tombouctou, Mali : Quelles solutions et perspectives ?	115
Conclusion	126
Annexe : Plans d'action de plaidoyer	129

Liste des sigles et abréviations

- AQMI** Al-Qaida au Maghreb Islamique
- ARCEP** Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
- BCLCC** Brigade Centrale de Lutte contre la Cybercriminalité
- CIL** Commission de l'Informatique et des Libertés
- CNE** Commission Nationale d'Eligibilité au statut des réfugiés
- CSPS** Centres de Santé et de Promotion Sociale
- DTM** Matrice de Suivi des Déplacements
- EIGS** État Islamique dans le Grand Sahara
- GANE** Groupes Armés Non Etatiques
- JNIM** Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimeen
- MAH/GC** Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes
- ODD** Objectifs de Développement Durable
- OMS** Organisation Mondiale de la Santé
- ONG** Organisation Non Gouvernementale
- OSC** Organisations de la Société Civile
- PAM** Programme Alimentaire Mondial
- PDI** Protection des Personnes Déplacées Internes
- PNUD** Programme des Nations Unies pour le Développement
- PRISMS** Prévention du Risque Infectieux et Sécurité en Milieu de Soins
- UNHCR** Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
- UNICEF** Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Notices biographiques des contributeurs



LALA DIALLO est une jeune Malienne, actrice du changement positif pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale à travers le numérique.

Certifiée en gouvernance de l'internet par l'Internet Society, une organisation renommée pour son engagement en faveur d'internet en tant qu'infrastructure technique mondiale accessible et

positive.

LALA DIALLO est également une figure influente sur ses réseaux sociaux tels que WhatsApp et LinkedIn, où elle sensibilise et éduque sa communauté sur des thèmes cruciaux tels que la paix, la cohésion sociale et l'usage responsable d'Internet. Son authenticité et sa capacité à communiquer des messages complexes de manière accessible lui ont permis de captiver un large public.

En tant que responsable de la gestion des panels et keynotes des Mali Digital Awards, LALA DIALLO partage des idées novatrices en mobilisant les jeunes autour des questions de responsabilité numérique. Ses campagnes en ligne ont eu un impact significatif, notamment sa campagne digitale contre le désordre informationnel, qui a permis de limiter les effets négatifs des informations non vérifiées en ligne. Puis son manuel d'optimisation de l'espace en ligne pour la jeunesse de 17-24 ans.

LALA DIALLO continue de travailler sans relâche pour concrétiser sa vision d'un monde où les jeunes sont des acteurs clés du changement social, où la paix et la sécurité en ligne et hors ligne sont des réalités vécues par tous. Elle rappelle constamment que chacun(e) a le pouvoir de contribuer positivement à la société et de faire une différence durable.



Maharafa Konde est titulaire d'une licence en droit public obtenue à l'Université Hassan 1er de Settat au Maroc et poursuit actuellement un Master en droit public fondamental à la Faculté de Droit Public de Bamako. Originaire du nord du Mali, une région confrontée aux conflits, Maharafa nourrit un profond intérêt pour les questions de paix et de sécurité.

Ses travaux se concentrent sur les questions de développement durable, de résilience communautaire, et de participation des jeunes dans les processus de paix. En tant que consultant junior à Doniya Conseil, il soutient les consultants seniors dans la réalisation d'études et d'évaluations pour divers projets de développement, notamment ceux visant à améliorer la condition des femmes et des jeunes dans des contextes de conflit.



Abdoul Aziz Sanogo est Assistant à l'Ecole Normale d'Enseignement Technique et professionnel (ENETP), Attaché de recherche à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs Abderhamane Baba Touré (ENI-ABT) et formateur certifié à l'Académie YELAMA, Abdoul Aziz SANOGO est fondateur de la plateforme DEV+ (Développement et Education et Virtualisation). Majors de la troisième promotion des Ecoles Politiques et

Démocratique du NIMD, Jeune chercheur inscrit en thèse à l'Université Technologique de Dalian (Chine), Abdoul Aziz est membre du réseau des jeunes chercheurs du sahel à travers le programme de formation de Gorée Institute en partenariat avec Save The Children.



Née le 7 octobre 2000 à Tombouctou/Mali, **Bintou Mahamane Dicko**, actuellement en master, est titulaire de deux licences professionnelles en Gestion de Logistique et Transport, ainsi qu'en Langue Étrangère (Anglais).

Activiste/féministe, Bintou est la coordinatrice d'une organisation féminine basée dans la région de Tombouctou, qui se consacre à la préservation de l'environnement, un combat quotidien pour elle. Munie d'une expérience professionnelle particulièrement enrichissante à travers soit des programmes de stages et des formations, ce qui lui a inculqué un fort sens des responsabilités et une détermination à défendre les droits des femmes au Mali.

Active dans plusieurs programmes de leadership féminin, Bintou est également membre de divers mouvements féministes au Mali et en Afrique. Aujourd'hui, elle s'engage quotidiennement pour la cause de la préservation de l'environnement, en mobilisant les jeunes femmes pour impacter positivement sa communauté, son pays, et l'Afrique en général. Son ambition est de contribuer au développement de son pays, en particulier par la protection de l'environnement, tout en inspirant d'autres jeunes femmes à rejoindre ce noble combat qui constitue à la fois un droit et un devoir pour tous. Avec détermination et passion, Bintou Mahamane Dicko trace la voie vers un avenir plus vert et équitable pour le Mali et l'Afrique.



ISSOUFOU ISSAKA Issoufou est né à Zinder. Il fit ses études primaires et secondaires à Niamey, il est aujourd'hui étudiant en 3^{ème} année d'étude en relations internationales et diplomatie à Swiss UMEF university of Niger, et également jeune chercheur au Sahel, ses recherches portent sur la protection et l'assistance humanitaire des réfugiés du Sahel présents au Niger.



Malika Mohamed est une étudiante en Relations Internationales, spécialisée en résolution de conflit et médiation à Swiss UmeF University of Niger. En plus de ses études, soucieuse d'une génération consciente et engagée, elle fonde le club Futurs Diplomates pour mettre en pratique les acquis théoriques. Passionnée par les relations internationales et la politique, elle porte un intérêt particulier aux affaires mondiales et développe très vite un sens d'analyse critique. Grâce à son leadership affirmé et son engagement, elle espère contribuer à un monde plus pacifique et coopératif. Jeune chercheuse, fermement préoccupée par la parité des sexes, la paix et le changement social, elle s'engage par le biais de ses actions à dénoncer les inégalités de genre pour promouvoir leurs droits, leur sécurité, leur développement et garantir un avenir radieux au Sahel.



Adamou Nana Firdaoussi est titulaire d'une licence en Droit Public, d'un Master en Droit Public parcours Droit des Collectivités Territoriales et Management Public, actuellement elle suit un autre Master en Droit International et Européen des Droits Fondamentaux à l'Université de Nantes. Elle est également Emissaire de genre auprès de l'ONG Femmes, Actions et Développement au Niger. Adamou Nana Firdaoussi se passionne pour la lutte contre le changement climatique, le développement durable, la gestion des conflits, la protection des droits humains, la paix et la sécurité.



Ouedraogo Balkiss, ingénieure des travaux en réseau et système informatique, Community manager/communication interne, sensibilisatrice en cybersécurité, coordinatrice adjointe du programme ambassadeur numérique du cyber 221 au Burkina, Créatrice de contenu, Jeune chercheuse RAP (Recherche Action Participative)

du programme « Investir dans les jeunes chercheurs au Sahel » de Gorée Institute et Save The Children Danemark. Son thème de recherche RAP est " l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes au Burkina cas de la ville de Ouagadougou et Gourcy ". Je m'intéresse aux questions de développement notamment, l'éducation numérique ethic, la cybersécurité, les droits de la femme etc... Membre de plusieurs associations, dont l'association Parlement Jeunesse Burkina (PJB), l'association Les Héroïnes du Faso, l'association de prévention de la cybercriminalité et bien d'autres, mon objectif principal à travers tous ces engagements communautaires est d'être utile à ma communauté."



Aicha Nonkane, une jeune étudiante burkinabè de 21 ans, poursuit actuellement sa troisième année d'études en communication pour le développement à l'Institut Panafricain d'Etude et de Recherche sur les Médias, l'Information et la Communication (IPERMIC). Passionnée par les questions relatives aux droits des femmes et des enfants, elle s'investit activement dans plusieurs associations au Burkina Faso qui œuvrent dans ce

domaine crucial. Son engagement ne se limite pas à ses études. Aicha est une militante infatigable, dédiée à la cause des plus vulnérables de la société. À travers son implication dans diverses initiatives locales, elle s'efforce de sensibiliser et de mobiliser la communauté sur les enjeux liés à l'égalité des genres, à l'accès à l'éducation, à la santé et à la protection de l'enfance.



Ignace KIENDREBEOGO, né le 17 décembre 2002 à Songon en Côte d'Ivoire, est un jeune ambitieux et talentueux. Il a grandi et suivi ses études en Côte d'Ivoire jusqu'à l'obtention de son baccalauréat série D en 2022. Ignace KIENDREBEOGO a fait partie du programme Jeunes Reporters Côte d'Ivoire de 2019 à 2022 en fonction à la radio amitié Yopougou où il animait régulièrement des émissions informatives sur la

santé, la protection de l'enfant, l'éducation et le changement climatique. De

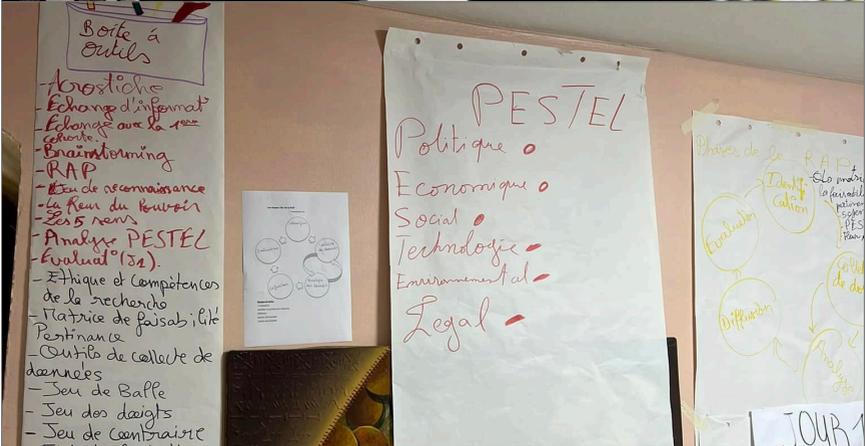
plus, il a été Jeune Blogueur UNICEF de 2020 à 2021, contribuant ainsi à la communication pour la lutte contre les fausses informations pendant la période du Covid-19 et la communication non-violente en période électorale.

Après avoir obtenu son baccalauréat, Ignace a déménagé au Burkina Faso en septembre 2022. Orienté en linguistique à l'Université Joseph Ki-Zerbo, il désire profondément faire le journalisme ou la communication. Alors, il s'inscrit et passe le test de recrutement pour intégrer l'institut de communication et de journalisme de ladite université qu'il réussit brillamment.

Actuellement en deuxième année de communication et journalisme à l'Institut Panafricain d'Etude et de Recherche sur les Médias, l'Information et la Communication (IPERMIC) à Ouagadougou, Ignace est passionné par les médias et la communication.

En plus de ses études, Ignace KIEDNDREBEOGO est présentateur et reporter bénévole à la web télé et radio des enfants et des jeunes, Dési Voice depuis juin 2023. Il occupe par ailleurs le poste de chargé de communication et des relations publiques du Club des étudiants en communication et journalisme de l'IPERMIC. Son engagement dans ce projet montre sa volonté de donner une voix aux jeunes et de promouvoir des contenus pertinents pour cette tranche d'âge.

Enfin, Ignace fait partie du programme Jeunes Chercheurs du Sahel depuis janvier 2024. Ce programme lui offre l'opportunité de contribuer à la recherche et au développement dans sa communauté.



Résumé exécutif

Inclusion et intégration sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques au Sahel :

Ce chapitre se penche sur la place centrale des réseaux sociaux dans l'intégration sociale et les dynamiques urbaines des jeunes sahéliens, en particulier au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Dans un contexte où les villes sahéliennes subissent les effets conjugués de crises sécuritaires, de pauvreté et de transformations socio-économiques, les réseaux sociaux jouent un rôle ambivalent. Ces plateformes représentent un accès aux connaissances, un espace de socialisation et un levier économique, mais elles exposent également les jeunes à des risques majeurs tels que la cybercriminalité, la désinformation, et une potentielle dégradation des valeurs sociales et éducatives.

Au Burkina Faso, et plus précisément à Ouagadougou, les jeunes investissent massivement les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook et Instagram. Ces outils sont utilisés pour la communication, l'éducation et le commerce en ligne. Cependant, une utilisation excessive et souvent peu encadrée entraîne des conséquences délétères, notamment une perte de concentration académique et une dépendance accumulée aux écrans. Les entretiens réalisés montrent une prise de conscience des risques associés à ces plateformes. Environ 97 % des jeunes fréquentés voient dans les réseaux sociaux un moyen de promouvoir la paix et la cohésion sociale, mais ils soulignent aussi la nécessité de solutions en matière de formation et de sensibilisation pour un usage plus sain et constructif.

Le Mali constitue un cas emblématique de l'influence perturbatrice du "désordre informationnel" sur les jeunes, dans un pays marqué par l'instabilité politique et la crise sécuritaire. Pour les jeunes de 17 à 24 ans, les réseaux sociaux deviennent des vecteurs de rumeurs et de fausses informations qui aggravent les tensions sociales. La fragilité institutionnelle amplifie le risque de manipulation médiatique, qui alimente la polarisation politique et met en péril les efforts de réconciliation. Les jeunes, bien qu'acteurs de ce flux d'informations, en sont aussi les premières victimes,

car les réseaux sociaux les enferment souvent dans des cercles d'auto-confirmation, notamment leur exposition à des sources d'information fiables.

Au Niger, la situation est similaire : les réseaux sociaux offrent des opportunités de développement et de participation à des initiatives citoyennes, mais l'absence de régulation efficace alimente un climat de désinformation et d'exposition à des contenus violents ou haineux. Cette ambivalence renforce la nécessité de régulations adaptées et d'une éducation numérique proactive pour guider les jeunes vers une utilisation positive des réseaux.

Pour les trois (3) pays, il y a globalement une l'urgence de mise en place de politiques publiques favorisant une éducation aux médias numériques, des campagnes de sensibilisation, et un encadrement législatif des contenus, en vue de promouvoir un développement social harmonieux et une stabilité accrue dans les espaces urbains sahéliens.

Les recommandations du premier chapitre mettent en avant plusieurs axes stratégiques. Premièrement, une régulation des contenus en ligne est nécessaire pour limiter la prolifération des informations trompeuses et des contenus nuisibles. Deuxièmement, il est crucial de renforcer les programmes d'éducation numérique, visant à sensibiliser les jeunes à une utilisation responsable et critique des réseaux sociaux. Les autorités éducatives et les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle central dans l'intégration de modules d'éducation numérique dans les programmes scolaires et universitaires. Les familles et les communautés locales sont également invitées à encourager des pratiques en ligne équilibrées et à collaborer avec les institutions pour une surveillance proactive des risques de cybercriminalité.

En somme, le chapitre appelle à une approche intégrée et intersectorielle pour encadrer l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes sahéliens. Une sensibilisation accrue, une formation systématique aux enjeux numériques et une participation active des jeunes dans le développement de politiques inclusives sont jugées essentielles pour construire un environnement numérique plus sûr et favorable à l'inclusion sociale.

Accès aux soins et protection des populations vulnérables dans les contextes de crise et d'insécurité au Sahel : enjeux de santé publique, de genre et d'assistance humanitaire au Burkina Faso, Mali et Niger :

Ce chapitre aborde la question de l'accès aux soins et de la protection des populations vulnérables dans le Sahel, région exposée à des crises multidimensionnelles combinant insécurité, instabilité politique et pauvreté endémique. Ces crises impactent directement les capacités des structures sanitaires et limitent les réponses aux besoins croissants de groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes filles et les populations déplacées internes. Dans des contextes où l'insécurité limite la mobilité et la capacité des autorités à assurer des services de santé, les populations subissent des risques accumulés de maladies infectieuses et de décès prématurés.

Au Burkina Faso, en particulier à Ouagadougou, les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) sont confrontés à des défis structurels majeurs. Les carences en matière d'hygiène hospitalière, de formation du personnel et d'équipements de base mettent en péril la santé publique, augmentant la prévalence d'infections nosocomiales. Les données de terrain montrent un taux élevé de mécontentement parmi les usagers, qui pointent l'insalubrité et les déficits d'infrastructures comme des obstacles significatifs à l'accès aux soins. L'étude identifie que le manque de coordination communautaire et les comportements irresponsables des usagers exacerbent les problèmes d'hygiène, compromettant davantage l'efficacité de ces centres de soins.

Au Mali, la crise politique et sécuritaire a gravement affecté les services de santé, notamment l'accès pour les femmes et les jeunes filles. Les restrictions de mobilité et la pression accumulée sur les infrastructures déjà limitées rendent difficile l'accès aux soins essentiels, notamment pour les services de santé reproductive. Les populations déplacées, qui représentent une large proportion des usagers, subissent les conséquences de l'insuffisance des infrastructures, aggravées par des normes socioculturelles restrictives. Cette crise sanitaire exacerbe les inégalités de genre, améliorant la précarité des femmes enceintes, des jeunes mères et des adolescentes dans des contextes déjà instables.

Au Niger, la situation des réfugiés et déplacés internes appelle également une attention urgente. Les violences intercommunautaires et les actions de groupes armés alimentent des flux migratoires vers des camps et des centres de regroupement où les conditions de vie sont extrêmement précaires. Ces populations déplacées, majoritairement composées de femmes et d'enfants, sont exposées à des risques sanitaires élevés, et les services de santé sont insuffisants pour répondre à leurs besoins. La crise sanitaire au Niger met en lumière les faiblesses structurelles du système de santé publique et la dépendance croissante vis-à-vis des organisations internationales et des ONG pour pallier les lacunes de l'État dans la prise en charge des déplacés.

La situation sanitaire au Sahel nécessite une réponse multisectorielle et intégrée, mobilisant à la fois les acteurs publics, les ONG et les communautés locales. L'enjeu est de renforcer les capacités des structures sanitaires à Ouagadougou, Bamako et Niamey en intégrant des pratiques d'hygiène efficaces, des équipements adéquats, et une éducation sanitaire adaptée aux contextes locaux. Des initiatives comme le projet PRISMS, qui vise à sécuriser les milieux de soins contre les risques infectieux, illustrent le potentiel de partenariats stratégiques entre gouvernements et organismes de santé internationaux.

Les auteurs proposent des recommandations articulées autour de trois axes principaux. D'abord, la résolution du problème passe par un renforcement des infrastructures sanitaires et de l'hygiène hospitalière. En effet, l'amélioration des CSPS de Ouagadougou passe par la mise à niveau des infrastructures d'hygiène et la formation du personnel aux normes sanitaires. Une intervention structurée, incluant des approvisionnements en eau potable, des équipements de protection, et des processus de gestion des déchets médicaux, est essentielle pour sécuriser les soins. La mise en place de campagnes de sensibilisation destinées aux usagers et à la communauté pour encourager une meilleure hygiène est également cruciale.

Ensuite, elle passe par un accès équitable aux soins pour les populations vulnérables. Au Mali, il est impératif de déployer des services de santé adaptés aux femmes et aux jeunes filles déplacées. Cela implique la création de structures mobiles ou temporaires pour atteindre les populations

déplacées dans les zones de conflit. La protection des femmes contre les violences de genre doit être une priorité, avec un accès garanti aux services de santé reproductive et aux soins de première nécessité. Une coopération entre les autorités locales, les ONG et les organisations internationales est nécessaire pour garantir un soutien durable et des interventions adaptées aux spécificités culturelles et socio-économiques.

Enfin, il faut densifier la coopération et le plaidoyer pour une réponse humanitaire durable. Au Niger, le soutien des organisations internationales est indispensable pour répondre aux besoins des populations réfugiées et déplacées. Des programmes de formation des personnels de santé, des campagnes d'éducation sanitaire et des financements pour améliorer les infrastructures sont recommandés. Un plaidoyer est également nécessaire auprès des institutions régionales et internationales pour mobiliser davantage de ressources en vue d'un soutien continu et d'une réponse aux défis sanitaires.

La mise en œuvre de ces recommandations déboucherait à la réduction des inégalités en matière d'accès aux soins dans les régions sahéliennes affectées par les crises sécuritaires. Un renforcement des capacités des infrastructures sanitaires, accompagné d'initiatives de sensibilisation communautaire et de coopération internationale, permettra d'améliorer la résilience des systèmes de santé et de promouvoir une inclusion sociale accrue des populations vulnérables. Une meilleure coordination entre les parties entraînerait locales et internationales contribuerait également à la stabilisation de la région, en atténuant les impacts négatifs des crises sur la santé publique et la sécurité des populations marginalisées.

Au total, la santé publique au Sahel représente un enjeu stratégique nécessitant des interventions ciblées et une implication de tous les acteurs, afin de bâtir des structures sanitaires robustes et inclusives, répondant aux besoins des groupes les plus exposés.

Résilience face aux crises et maintien des jeunes en parcours scolaire :

Les jeunes sahéliens, confrontés à des crises sécuritaires et socio-économiques persistantes, voient leur parcours éducatif régulièrement

interrompu, alimentant un cycle de précarité et limitant leurs perspectives de développement. Ce chapitre analyse les dynamiques d'abandon scolaire dans des contextes de crise au Mali et au Niger, mettant en lumière l'impact des conflits, de la pauvreté et des pressions socio-culturelles qui fragilisent les infrastructures éducatives et restreignent l'accès à l'éducation, en particulier pour les jeunes filles.

Les auteurs identifient des facteurs déterminants de l'abandon scolaire. Il s'agit :

1. *du contexte socio-économique* : les auteurs démontrent que la pauvreté et le besoin de soutien familial poussent de nombreux jeunes à abandonner l'école pour des activités génératrices de revenus. Ces jeunes, en particulier au Mali, se retrouvent dans des emplois informels précaires, qui compromettent leur développement et limitent leur employabilité future. Ce phénomène est aggravé par la faiblesse des infrastructures éducatives, qui peinent à offrir un cadre d'apprentissage stable, surtout dans les zones rurales et en périphérie des villes ;
2. *de l'impact des conflits armés* : les conflits au Sahel touchent les jeunes filles de manière disproportionnée. Dans des régions comme le Niger, les fermetures d'écoles dues à l'insécurité exposent ces jeunes filles à des risques accumulés de mariages précoces et forcés, de violences sexuelles, et de recrutement forcé par des groupes armés. Le danger constant pour les familles et la dégradation de la sécurité limitent encore plus l'accès à l'éducation, érodant les perspectives d'émancipation de toute une génération ;
3. *la faiblesse des infrastructures éducatives* : le manque d'infrastructures adéquates, aggravé par les attaques contre les écoles, limite les opportunités éducatives pour les jeunes dans les zones rurales et urbaines du Sahel. L'absence de structures d'accueil adaptées pour les filles expose ces dernières à des risques accumulés de violence et d'exploitation, rendant l'environnement scolaire insécurisant et peu attractif ;

4. *la pressions socio-culturelles* : les normes sociales locales valorisent souvent l'apport économique des enfants plus que leur éducation, et les filles sont les premières à en subir les conséquences. Les valeurs familiales traditionnelles orientent les jeunes vers des rôles économiques et familiaux au détriment de la poursuite de leurs études. Les auteurs montrent que cette tendance est particulièrement marquée dans les zones rurales, où les moyens éducatifs sont limités et où les influences des traditions locales sont encore plus fortes.

Le chapitre propose des stratégies pour encourager le maintien scolaire dans un environnement en crise, en identifiant des mesures concrètes pour renforcer la résilience des jeunes et leur accès à l'éducation :

1. *Soutien économique et mobilisation communautaire* : la mise en place de programmes de soutien financier pour les familles est essentielle pour atténuer les pressions économiques qui incitent les jeunes à travailler au détriment de leur scolarité. Des initiatives locales de sensibilisation, associées à des campagnes communautaires, sont recommandées pour promouvoir la valeur de l'éducation et mobiliser les dirigeants locaux en faveur du maintien scolaire ;
2. *Création de programmes éducatifs flexibles et sécurisés* : des alternatives éducatives, telles que des cours modulaires, des classes à distance et des écoles mobiles, devraient être introduites pour maintenir l'éducation accessible dans les zones de conflit. Ces programmes doivent intégrer des solutions adaptées pour les jeunes filles, qui font face à des risques spécifiques. La création d'environnements sécurisés dans les écoles, avec un soutien psychosocial et une sensibilisation aux traumatismes, est essentielle pour répondre aux besoins de cette population vulnérable ;
3. *Partenariats multisectoriels et renforcement des infrastructures éducatives* : les collaborations entre le gouvernement, les ONG, et les organisations internationales sont nécessaires pour pallier les déficiences des infrastructures éducatives ;
4. *Formation au leadership et à l'autonomisation* : le chapitre propose des programmes d'éducation au leadership et des formations de

compétences de vie pour renforcer la résilience personnelle des jeunes. Ces initiatives, notamment pour les jeunes filles, sont envisagées comme des moyens d'autonomisation pour leur permettre de surmonter les pressions socio-culturelles et de contribuer activement à leur communauté. Ces programmes doivent inclure des modules sur la gestion des traumatismes et des séances d'accompagnement pour renforcer la confiance en soi et encourager l'engagement des jeunes dans le développement communautaire.

Au total, la situation éducative au Sahel exige une réponse structurée, intégrant les spécificités locales et répondant aux vulnérabilités des jeunes dans les zones de conflit. La pérennité des systèmes éducatifs dans ces régions nécessitant des investissements s'accumule dans les infrastructures, des programmes d'accompagnement social, et une mobilisation collective des parties prenantes locales et internationales. Les jeunes sahéliens, et particulièrement les jeunes filles, doivent bénéficier d'un accès à une éducation résiliente qui permette une continuité d'apprentissage et une stabilité malgré les crises environnantes. La mise en œuvre de programmes d'éducation sécurisés et de formations adaptatives constitue un pilier fondamental pour l'avenir de la région, favorisant une génération plus autonome et apte à contribuer au développement socio-économique et à la paix durable.

Environnement et développement durable en milieu urbain au Sahel :

Ce dernier chapitre aborde les problématiques de gestion des déchets plastiques et d'hygiène urbaine, en se focalisant sur les effets environnementaux et sociaux qui en découlent à Tombouctou, au Mali. La prolifération des déchets plastiques dans cette ville sahélienne constitue un enjeu critique, exacerbant les risques sanitaires locaux et environnementaux pour les populations, notamment les jeunes et les personnes vulnérables. Cette analyse met en évidence les lacunes institutionnelles, le manque de sensibilisation, et la faible efficacité des infrastructures de gestion des déchets, tout en explorant des pistes de solutions durables et inclusives pour améliorer la qualité de vie urbaine.

L'auteure pose les problématiques de la prolifération des déchets plastiques à Tombouctou. Il s'agit :

1. *de l'accumulation des déchets plastiques* : À Tombouctou, les déchets plastiques envahissent les espaces publics et résidentiels, obstruent les caniveaux, et polluent les cours d'eau. Ce phénomène est aggravé par des systèmes de gestion des déchets inadéquats, l'absence de décharges finales fonctionnelles, et une infrastructure de collecte déficiente. La plupart des dépôts transitaires ne sont pas dégagés régulièrement, ce qui engendre des nuisances pour les résidents et limite l'accès des jeunes aux espaces de loisirs sains, notamment les terrains de sport jouxtant ces dépôts ;
2. *de l'insuffisance des politiques locales et manque de volonté politique*: les autorités locales, contraintes par des ressources insuffisantes et un manque de coordination, peinent à instaurer un système efficace de collecte et de traitement des déchets. Bien que la pollution plastique soit un problème systémique nécessitant des interventions étendues, la gouvernance actuelle n'a pas les moyens de s'attaquer durablement à ce défi ;
3. *des initiatives communautaires isolées* : bien que diverses initiatives, telles que les campagnes de nettoyage et les ateliers de sensibilisation, soient organisées par des associations locales, leur impact est limité par l'absence de soutien logistique et financier des autorités. L'environnementaliste Hawa Touré, responsable d'un site de recyclage, témoigne du manque de ressources et de soutien des autorités pour accompagner les efforts communautaires, signalant que les actions locales demeurent insuffisantes face à l'ampleur du problème ;
4. *des défaillances dans la gestion des déchets* : le manque de coordination et de soutien des autorités locales entrave les efforts de gestion des déchets. Les municipalités manquent de ressources financières et logistiques pour organiser des opérations efficaces de collecte et de traitement. Cette faiblesse structurelle empêche la mise en place d'un cadre réglementaire efficace et durable, nécessaire pour inciter la population

à adopter des comportements responsables en matière de gestion des déchets.

5. *de l'Impact sur les groupes vulnérables* : les déchets plastiques présentent des risques accumulés pour les enfants, les personnes handicapées, les femmes et les animaux. Les enfants, souvent exposés aux zones polluées, subissent les effets néfastes de cette pollution sur leur santé, avec des risques d'infections et de maladies respiratoires. De même, les femmes, majoritairement impliquées dans la gestion des déchets ménagers, supportent les risques courus de maladies et de blessures. Par ailleurs, les animaux, en ingérant des plastiques, contribuent à la dégradation de l'écosystème local, affectant ainsi les pressions environnementales.

L'étude propose des solutions pragmatiques pour lutter contre la prolifération des déchets plastiques et encourager une gestion plus durable dans les zones urbaines du Sahel, en particulier à Tombouctou. Les recommandations incluent des mesures de sensibilisation, d'infrastructure et de réglementation pour promouvoir un environnement urbain plus sain. Il s'agit :

1. *de la promotion de la sensibilisation communautaire* : la sensibilisation de la population est essentielle pour modifier les comportements en matière de gestion des déchets. En mobilisant les communautés locales, les autorités et les ONG peuvent mieux éduquer les résidents sur les effets néfastes de la pollution plastique et les encourager à réduire leur consommation de plastiques à usage unique. Les témoignages de citoyens engagés, comme Mme Hawa Touré, une environnementaliste de Tombouctou, illustrent l'importance de l'engagement communautaire pour changer les comportements ;
2. *du renforcement des infrastructures de gestion des déchets* : il est recommandé de créer un système de gestion des déchets plus structuré, incluant des installations de collecte et des centres de recyclage des plastiques. La mise en place des dépotoirs adéquats, loin des zones résidentielles et des espaces publics, ainsi qu'une révision des dépotoirs transitoires actuels sont des actions prioritaires. Ces infrastructures devraient être

soutenues par un financement adéquat des pouvoirs publics pour garantir une collecte efficace et régulière des déchets dans tous les quartiers de la ville.

3. *de l'encouragement des initiatives de recyclage et de revalorisation* : les efforts de recyclage menés par les organisations locales de femmes et de jeunes doivent être intensifiés et soutenus par des moyens logistiques et financiers. La création de sites de transformation des déchets plastiques en matériaux réutilisables permet non seulement de réduire l'accumulation de plastiques dans les rues, mais aussi de créer des opportunités économiques pour les jeunes et les groupes marginalisés, favorisant ainsi une économie circulaire.
4. *du plaidoyer pour une politique environnementale rigoureuse* : un cadre législatif solide est crucial pour instaurer des pratiques durables de gestion des déchets plastiques. L'étude plaide pour un engagement accumulé des autorités locales et nationales dans la mise en œuvre de réglementations restrictives sur les plastiques à usage unique et le soutien à des alternatives écologiques. Une collaboration entre les autorités de Tombouctou, les organisations de la société civile et les acteurs économiques permettra d'intégrer une perspective durable dans la gestion urbaine.

Les objectifs de ce plaidoyer visent à réduire significativement la pollution plastique à Tombouctou et à instaurer une meilleure gestion de l'hygiène urbaine pour améliorer la qualité de vie des résidents.

En définitive, la crise des déchets plastiques à Tombouctou exige une réponse globale qui associe des mesures institutionnelles, des infrastructures adéquates et une sensibilisation accrue. L'étude appelle à une mobilisation collective pour restaurer un environnement urbain sain, essentiel au bien-être des habitants et au développement durable de la ville. La mise en œuvre de solutions durables pourrait transformer les pratiques de gestion des déchets au Mali et servir de modèle pour d'autres villes sahéliennes confrontées à des défis similaires.

Introduction

L'inclusion et l'intégration sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques au Sahel représentent un défi fondamental pour les sociétés de cette région, où la jeunesse constitue une large majorité démographique. Dans un contexte marqué par de profonds bouleversements socio-économiques, sécuritaires et technologiques, cette question revêt une importance stratégique pour le développement et la stabilité de pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ces sociétés, confrontées aux séquelles de crises politiques, de conflits armés et de l'instabilité institutionnelle quasi chronique, observent une évolution rapide des pratiques sociales et culturelles des jeunes, en particulier dans leur appropriation des réseaux sociaux et des espaces numériques. Face à une urbanisation croissante et une connectivité numérique en expansion, les jeunes des espaces urbains du Sahel se trouvent au cœur de nouvelles dynamiques d'intégration et d'exclusion sociale, qui influent directement sur la cohésion et la stabilité de leurs sociétés.

Les réseaux sociaux, tels que WhatsApp, Facebook et Instagram, jouent un rôle central dans la vie des jeunes, en servant non seulement d'outils de communication et de divertissement, mais aussi de vecteurs d'information et d'opportunités économiques. Cependant, dans des pays où la régulation numérique est souvent embryonnaire, voire inexistante, cette ouverture vers le monde s'accompagne de risques non négligeables. Les cybercriminalités, la désinformation, la manipulation de l'information et le cyberharcèlement deviennent des réalités quotidiennes auxquelles les jeunes sont exposés, impactant leur perception du monde et leur rapport à la citoyenneté. Ce phénomène est particulièrement visible à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, où l'adoption rapide des réseaux sociaux par une jeunesse urbaine de plus en plus connectée génère une réalité contrastée. D'un côté, les plateformes numériques sont devenues des espaces de création et de diffusion de contenus éducatifs et professionnels ; de l'autre, elles alimentent une perte d'intérêt pour les études, accroissent l'isolement social et font apparaître une exposition accumulée aux discours haineux et contenus inappropriés.

Le Mali offre un autre exemple de cette réalité complexe. Dans un contexte de crise sécuritaire prolongée, les jeunes maliens, particulièrement ceux âgés de 17 à 24 ans, se retrouvent à la fois acteurs et victimes du « désordre informationnel ». Cette génération, qui a grandi avec une omniprésence des médias sociaux, est exposée quotidiennement à des flux d'informations souvent non vérifiées, parfois manipulées, qui alimentent les tensions sociales et fragilisent les efforts de paix. Les réseaux sociaux, bien que peu régulés, constituent une opportunité de socialisation et de mobilisation communautaire, mais ils participent aussi à une polarisation des opinions et à l'émergence de nouvelles formes de conflictualité. L'ampleur de cette problématique nécessite une attention particulière de la part des chercheurs et des décideurs, car elle révèle une crise informationnelle qui affecte directement la jeunesse malienne dans son développement social et intellectuel. L'instabilité politique et la précarité économique qui touchent le Mali exacerbent par ailleurs les inégalités dans l'accès à une éducation de qualité, privant une partie de la jeunesse d'un bagage essentiel pour naviguer de manière critique dans l'espace numérique.

Au Niger, la situation est similaire, bien que les enjeux y soient parfois distincts. Le pays, confronté à des défis sécuritaires croissants liés à la présence de groupes armés, voit sa jeunesse évoluer dans un contexte où les réseaux sociaux deviennent à la fois des outils d'émancipation et des lieux de polarisation sociale. Dans un environnement numérique peu encadré, les jeunes nigériens exploitent les plateformes pour créer des réseaux de solidarité, partager des connaissances et promouvoir des initiatives citoyennes en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Cependant, comme au Burkina Faso et au Mali, cette réalité numérique n'est pas sans effets pervers. L'accès à des contenus violents ou radicalisants, la prolifération de fausses informations et la fragilité des infrastructures éducatives et économiques creusent les écarts au sein de la population jeune, aggravant le sentiment d'exclusion et de marginalisation d'une partie d'entre eux. La situation appelle ainsi à la mise en place de régulations adaptées et de politiques inclusives capables d'encadrer l'utilisation des réseaux sociaux tout en favorisant leur potentiel éducatif et économique pour une jeunesse souvent en quête de repères et d'opportunités.

Face à ces complexes dynamiques, la question de l'inclusion et de l'intégration des jeunes dans les espaces numériques et urbains se pose avec acuité. Dans un contexte où les villes de la région sahélienne connaissent une croissance démographique rapide, accentuée par les migrations internes et les déplacements forcés dus aux conflits, les pouvoirs publics peinent à répondre aux besoins croissants des jeunes en matière d'emploi, d'éducation, et d'accès aux infrastructures sociales de base. Cette situation accentue le risque de marginalisation sociale et de dérive violente, en particulier dans les périphéries urbaines où les opportunités sont souvent rares et les frustrations grandes. La jeunesse sahélienne, bien que majoritairement connectée, reste en proie à des défis multiples qui fragilisent sa capacité à s'intégrer pleinement dans la société et à participer activement au développement de sa région.

Les enjeux liés à l'inclusion numérique, à la régulation des contenus et à la formation à un usage responsable des réseaux sociaux revêtent donc une importance pour le futur de cette région. La compréhension de l'impact des espaces numériques dans ces contextes urbains vulnérables met en exergue le besoin de politiques inclusives, de régulations adaptées et d'une sensibilisation accrue aux risques, visant une utilisation équilibrée et sécurisée de ces outils numériques. En outre, il apparaît crucial de doter les jeunes de compétences numériques critiques, capables de leur permettre de discerner les sources d'information et d'interagir de manière constructive dans ces espaces. Cette sensibilisation, en plus d'une formation adaptée, est d'autant plus indispensable que les réseaux sociaux constituant aujourd'hui une porte d'accès majeure au monde, une source d'inspiration et de transformation pour une jeunesse sahélienne dont le potentiel de développement reste largement inexploité.

Par ailleurs, la région du Sahel est aujourd'hui le théâtre de crises humanitaires et sécuritaires qui fragilisent profondément les conditions de vie des populations locales. Dans un contexte de vulnérabilités accumulées, ces pays sont confrontés à des défis multiples qui impactent directement l'accès aux soins et la protection des populations les plus marginalisées, en particulier les femmes, les jeunes filles et les personnes déplacées internes. Les insécurités de toutes sortes – sociales, sanitaires, et politiques – imposent

des contraintes sévères sur les infrastructures de santé déjà défailtantes, posant des défis quasi insurmontables pour les acteurs locaux et les organisations humanitaires.

Les conflits armés, la violence endémique et les déplacements massifs qui en résultent exposent de plus en plus de personnes aux risques de maladies, d'infections, et de privation de soins médicaux de base. Au Burkina Faso, par exemple, les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) de Ouagadougou se voient submergés par des demandes croissantes tout en luttant contre des problèmes d'hygiène et de gestion des infections, exacerbant ainsi le risque de propagation des maladies transmissibles. Au Mali, l'instabilité politique et l'insécurité des zones de conflit restreignent considérablement l'accès aux services de santé pour les femmes et les jeunes filles, exacerbant leur exposition aux violences basées sur le genre et les privés de soins de santé reproductive. Quant au Niger, les camps de réfugiés et les abris temporaires abritant des populations déplacées internes deviennent des foyers de souffrances sociales et sanitaires, où les femmes et les jeunes filles subissent directement les impacts de cette situation désastreuse, souvent sans accès aux services essentiels.

Les monographies des jeunes chercheurs regroupées dans ce rapport explorent ainsi des problématiques actuelles au Sahel à travers quatre (4) axes de recherche : Inclusion et intégration sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques (Chapitre 1), Accès aux soins et protection des populations vulnérables dans les contextes de crise et d'insécurité au Sahel : enjeux de santé publique, de genre et d'assistance humanitaire au Burkina Faso, Mali et Niger (Chapitre 2), Résilience face aux crises et maintien des jeunes en parcours scolaire (Chapitre 3) et, enfin, Environnement et développement durable en milieu urbain au Sahel (Chapitre 4).

Chapitre 1 : Inclusion et intégration sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques

L'inclusion sociale des jeunes dans les espaces urbains et numériques au Sahel revêt une importance cruciale face aux défis socio-économiques et sécuritaires qui touchent cette région. Au Burkina Faso, par exemple, les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la vie des jeunes, à la fois comme outils de communication et d'acquisition de connaissances. Cependant, leur usage incontrôlé expose cette population à divers risques, dont la cybercriminalité, la désinformation, et une perte d'intérêt pour les études, engendrant des répercussions sur la cohésion sociale. La ville de Ouagadougou, avec sa forte concentration de jeunes, illustre bien cette double réalité : un espace numérique aux multiples opportunités de développement mais également un foyer de dangers pour la jeunesse.

De même, au Mali, l'accès au numérique se révèle être un enjeu stratégique. Dans un contexte de crise multidimensionnelle, les jeunes maliens âgés de 17 à 24 ans sont à la fois acteurs et victimes du désordre informationnel, exposés à des informations non vérifiées qui compromettent la paix et la stabilité sociale. Ces dynamiques se retrouvent également au Niger, où les réseaux sociaux, bien que peu régulés, constituent une opportunité pour les jeunes d'interagir et de promouvoir la cohésion sociale. Ainsi, la compréhension de l'impact des espaces numériques dans ces contextes urbains vulnérables met en exergue le besoin de politiques inclusives, de régulations adaptées, et d'une sensibilisation accrue à travers une utilisation responsable de ces outils pour soutenir un développement social équilibré et sécurisé au Sahel.

Ce chapitre examine l'impact des espaces numériques et des dynamiques urbaines sur l'inclusion sociale des jeunes, en se concentrant sur l'usage des réseaux sociaux et les stratégies d'intégration sociale dans des contextes de précarité ou d'isolement.

Utilisation des réseaux sociaux par les jeunes au Burkina Faso : Cas d'étude de Ouagadougou et de Gourcy

Par Balkiss OUEDRAOGO

Introduction

L'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes burkinabè ne présente pas que des avantages. Elle suscite fréquemment de réels problèmes dans la société. Les problèmes identifiés incluent plusieurs aspects, notamment l'abrutissement, la cybercriminalité, la diminution de la concentration dans les études et au travail, le manque de sociabilité, la dépendance, la désinformation. Il est possible de tomber sur des contenus non éducatifs, haineux, à caractère sexuel, ou mensongers à caractère diffamatoire.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons procédé à une collecte de données en mode hybride (en ligne et sur le terrain) à Ouagadougou et Gourcy en impliquant les jeunes sur la thématique via des entretiens semi-structurés. Au total, nous avons recueilli une soixantaine de réponses, toutes différentes mais convergeant dans la même direction. Cette enquête a révélé que les jeunes burkinabè utilisent principalement WhatsApp, Facebook, LinkedIn, Snapchat, TikTok, et Instagram. Les réseaux sociaux les plus populaires sont Facebook et WhatsApp. En moyenne, ils passent une heure par jour sur ces plateformes, pour des objectifs variés tels que la communication, l'information, le divertissement, le commerce en ligne, et la recherche d'opportunités.

Selon les données que nous avons collectées, sur 62 jeunes interrogés, 15 jeunes (filles et garçon confondus) ont déjà été victimes de cyberharcèlement. Sur 62 personnes interrogées, 42 jeunes ont répondu « oui » à la question de savoir s'ils utilisent les réseaux sociaux à des fins éducatives. Par exemple, un jeune a déclaré : « Oui, à travers certains canaux digitaux, je lis des romans. Sur certaines plateformes, j'apprends à faire des recettes culinaires. J'apprends aussi des langues, telles que l'Anglais et l'Italien, grâce aux réseaux sociaux. ». La majorité, soit 97 % des jeunes sont d'accord pour promouvoir la paix et valoriser la cohésion sociale à travers

les réseaux sociaux. A l'unanimité des jeunes, les réseaux sociaux ont des avantages et des inconvénients et des solutions liées à la formation et la sensibilisation ont été proposées.

Selon les Nations Unies, la définition des jeunes varie en fonction du contexte et de l'objectif. Cependant l'ONU considère qu'une personne est jeune si elle a entre 15 et 24 ans. La grande partie de la population mondiale est composée de jeunes. Selon les statistiques démographiques du 5e recensement général de la population et de l'habitation du Burkina Faso du 22 décembre 2020, la population du Burkina Faso est majoritairement jeune, plus de 77,9 % de la population a moins de 35 ans. Pour atteindre donc le développement de la société, il faut que les jeunes s'impliquent activement aujourd'hui, surtout dans le domaine du numérique mais de façon responsable car le numérique ouvre les portes des opportunités et de développement.

I. Analyse contextuelle

Le Burkina Faso, malgré son contexte sécuritaire instable, reconnaît le numérique comme un élément majeur de croissance exponentielle. Il contribue au développement des nations et surtout au processus de paix et de cohésion sociale à travers des outils tels que les réseaux sociaux.

La majorité des jeunes reconnaît l'impact significatif des réseaux sociaux sur leur vie quotidienne, incluant des effets négatifs tels que la perte de temps, la distraction inutile, la propagation et la consommation des fausses informations. Selon l'article Réseaux sociaux au Burkina Faso : Une utilisation sans modération qui nuit aux relations humaines- 27 septembre 2017 « Les jeunes enquêtés dans la présente étude ont relevé plusieurs cas d'usages abusifs des réseaux sociaux. L'utilisation de ceux-ci est en effet multiforme et variée. Certains jeunes passent par ce canal pour faire circuler dans un temps record des rumeurs, communément appelées fakes news dans le but de diffamer et de manipuler ainsi l'opinion. A titre d'exemple, dans la période de tentative de coup d'État de septembre 2015 au Burkina Faso, des rumeurs et accusations non fondées propagées par des usagers des réseaux sociaux, ont présenté un des candidats à l'élection présidentielle d'alors, feu Jean-Baptiste Natama, comme étant un complice des putschistes

et se serait vu proposer le poste de Premier ministre. C'est sur la base de ces ragots, que le domicile du candidat a fait l'objet d'une attaque de la part de manifestants qui l'ont pillé, incendié et saccagé. De nombreuses publications sur les réseaux sociaux sont conçues dans le but de faire du sensationnel, du buzz et de rechercher un nombre important de vues et de « j'aime » et non pas dans le but de donner une information vraie. »

Cependant on note aussi des effets positifs comme l'acquisition de connaissances et d'opportunités. Les jeunes utilisent les réseaux sociaux pour apprendre de nouvelles compétences, créer du contenu éducatif et saisir des opportunités de formation et de carrière à l'international. Il est donc impératif de promouvoir une utilisation responsable et éthique des réseaux sociaux, ce qui nous a conduit à nous intéresser particulièrement à la manière dont les jeunes utilisent ces réseaux sociaux au Burkina Faso.

Les jeunes, les éducateurs, les parents, et les autorités locales ont tous des rôles à jouer pour surveiller, éduquer et améliorer l'utilisation des réseaux sociaux. Les jeunes eux-mêmes (la cible principale) reconnaissent la nécessité de meilleures pratiques et de sensibilisation afin de garantir une utilisation saine et responsable. L'amélioration de l'utilisation des réseaux sociaux est cruciale pour minimiser les effets négatifs tout en maximisant les avantages, tels que l'éducation à la culture numérique saine et la cohésion sociale. Une régulation appropriée, rigoureuse et une éducation aux médias sont nécessaires pour atteindre ces objectifs.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif Principal

Promouvoir une utilisation responsable et bénéfique des réseaux sociaux chez les jeunes burkinabé dans les villes de Ouagadougou et de Gourcy.

II.2. Objectifs spécifiques

- Sensibiliser les jeunes aux dangers et aux avantages des réseaux sociaux ;

- Encourager l'éducation aux médias et à la protection des données personnelles ;
- Promouvoir la paix et la cohésion sociale via les réseaux sociaux.

II.3. Résultats et changements attendus :

- Les comportements abusifs et amoraux en ligne sont réduits ;
- L'utilisation éducative et professionnelle des réseaux sociaux a augmenté ;
- La connaissance de la réglementation et des pratiques de protection en ligne sont promues et renforcées.

III. Approche

III.1. Méthodologie à adopter :

- Sensibilisation via des campagnes digitales (en ligne avec des messages) et éducatives (dans les écoles) en impliquant les jeunes comme des ambassadeurs qui vont à leur tour sensibiliser leurs camarades ;
- Formation sur la sécurité en ligne et la protection des données à travers des modules attrayants et compréhensibles ;
- Collaboration avec les autorités pour renforcer la prise de conscience ou la formation sur les réglementations liées à l'usage des réseaux sociaux.

III.2. Autorités ciblées :

- Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

- Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques ;
- Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
- Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) ;
- Brigade Centrale de Lutte contre la Cybercriminalité (BCLCC).

III.3. Populations (bénéficiaires) ciblées :

- Jeunes burkinabé de Ouagadougou et de Gourcy ;
- Parents et éducateurs ;
- Communauté éducative.

IV. Recommandations actionnelles

Messages clés du plaidoyer

- *L'éducation aux médias pour tous les jeunes est importante et capitale pour un meilleur développement numérique ;*
- *La protection des données et de la sécurité en ligne est nécessaire ;*
- *Les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour la promotion de la paix et la cohésion social ;*
- *Les réseaux sociaux apportent beaucoup d'avantage (éducation, opportunités, carrières) pour les jeunes.*

Recommandations pour les parties prenantes

- Mettre en place des programmes de sensibilisation et de formation sur l'utilisation responsable des réseaux sociaux (les associations, ONG) ;

- Encourager la collaboration entre parents, éducateurs, et autorités pour surveiller et guider l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes adolescents (les éducateurs et les parents) ;
- Renforcer et faire connaître les lois et réglementations sur la cybercriminalité et la protection des données personnelles (la CIL et la BCLCC) ;
- Enseigner dès l'enfance (lycée) à la sécurité en ligne, aux gestes responsables (les enseignants et éducateurs).

Références Bibliographiques

1) Nations Unies, « Question thématique Jeune », article disponible sur <https://www.un.org/fr/global-issues/youth>, consulté le 07/08/2024 à 23h20

2) Radio pulsar, « Burkina Faso : la population est très jeune selon les statistiques », article disponible sur https://www.monpulsar.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=3408:burkina-faso-la-population-est-tres-jeune-selon-les-statistiques, consulté le 07/08/2024 à 23h 25

3) Abdoul Karim Saidou « Jeunes et réseaux sociaux au Burkina Faso », article disponible sur <https://www.grip.org/jeunes-et-reseaux-sociaux-au-burkina-faso/> consulté le 07/08/2024 à 23h 30.

Insertion sociale des enfants en situation de rue au Burkina Faso

Par Aicha Nonkane

Introduction

La loi N°015-2014/AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger définit en son article2 l'enfant comme tout être humain âgé de moins de 18 ans. Selon HUMANIUM, les enfants en situation de rue sont des mineurs dont la vie et la survie se déroulent dans la rue, souvent en rupture avec leur famille. Nous nous sommes intéressés à trois types d'enfants en situation de rue dans nos recherches :

- Les mendiants, qui sont des enfants qui demandent publiquement de l'aide, sous la forme de charité, comme de l'argent, de la nourriture ou d'autres objets matériels de grande ou petite valeur ;
- Les enfants déplacés internes sont des enfants qui se sont déplacés à cause de l'insécurité pour s'abriter dans les villes les plus sécurisées ;
- Les enfants en transition, qui sont des enfants qui sont en train de voyager et font un arrêt pour mieux se préparer.

Lors de nos recherches terrain dans les villes de Ouagadougou et de Tenkodogo nous avons pu enquêter 130 enfants en situation de rue dont la majorité sont des garçons (63,1%). Leur âge moyen se situe entre 8 et 15 ans (49,2%). Près de 60% (59,2%) sont orphelins de l'un ou des deux parents. Les parents de plus de la moitié (62,3%) de ces enfants ne résident pas dans la ville où nous les avons trouvés. Ces données recueillies expliquent la situation préoccupante des enfants en situation de rue dans ces deux villes. Ces enfants sont particulièrement vulnérables et exposés à de nombreux dangers. Ils manquent d'accès aux soins de santé et à une protection adéquate.

Les principales raisons pour lesquelles ces enfants vivent dans la rue sont la religion (32,5%), la pauvreté familiale (31,5%), les problèmes familiaux (20,8%) et la recherche d'aventure (15,4%). Ces enfants font face à de nombreux dangers et problèmes dans la rue, notamment les accidents (39,5%), les problèmes avec la police (11,8%), la colère des passants (59,7%) et les maladies (36,1%). Certains de ces enfants (16,2%) consomment des stupéfiants, principalement du dissolvant et de la chicha.

Malgré les difficultés qu'ils rencontrent ces enfants ont des aspirations et des rêves. Ils souhaitent en grande majorité 95,4% quitter la rue et avoir une vie meilleure. Les principales solutions qu'ils proposent à leur situation sont d'aller à l'école (32,3%), d'apprendre un métier (28,2%), de rejoindre un centre d'accueil (22,6%) ou de retourner dans leur familles (16,9%).

I. Analyse contextuelle

De nombreux enfants se retrouvent en situation de rue dans le monde. En Afrique le nombre des enfants en situation de rue est estimé à environ 30 millions. Au Burkina Faso, le recensement de 2016 estime un total d'environ 9313 enfants en situation de rue. Ces chiffres ont explosé avec l'avènement de la crise sécuritaire et humanitaire depuis le 15 janvier 2016 qui a occasionné un déplacement massif des populations. A la date du 31 octobre 2022, sur un effectif de 1 761 915 personnes déplacées internes enregistrées, 60,34% sont des enfants selon le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (Conasur). Selon les statistiques disponibles, les plus grandes concentrations d'enfants en situation de rue se retrouvent dans la commune de Ouagadougou. La tranche d'âge des 14 à 16 ans représente la majorité de garçons en situation de rue.

Depuis plusieurs années le gouvernement burkinabè, les ONG comme Médecins du Monde, Aid & Save etc., les agences onusiennes telle que l'Unicef et les associations telles que Keoogo, Taab Yinga, etc., mènent des actions pour retirer des enfants en situation rue et leur garantir un meilleur avenir.

En août 2018, le ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille a lancé une opération de retrait des enfants et femmes en situation

de rue. Cette opération visait à les placer dans des centres d'accueil, à élaborer des projets de vie pour eux et à prendre en charge les questions alimentaires et sanitaires.

Malgré les multiples actions entreprises pour enrayer cette situation de rue des enfants le phénomène persiste au Burkina Faso, ce qui suscite des interrogations légitimes sur les causes de leur présence continue dans la rue, l'efficacité des activités entreprises pour leur insertion sociale ainsi que les perspectives pour de meilleures solutions à leur angoissante situation.

Les différents acteurs impliqués dans la problématique des enfants en situation de rue ont des positions et des perspectives divergentes. Les gouvernements ont souvent du mal à mettre en place des politiques efficaces de protection et de réinsertion de ces enfants.

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial dans la prise en charge des enfants en situation de rue, mais elles manquent souvent de ressources suffisantes. Les familles des enfants touchés sont souvent elles-mêmes confrontées à des difficultés économiques et sociales, ce qui limite leur capacité à s'en occuper adéquatement.

Le sujet est d'autant plus préoccupant que les enfants en situation de rue constituent une couche vulnérable exclue de la société. Le Burkina Faso, en tant que signataire de la convention relative aux droits des enfants de 1989 et celle de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 est lié par des obligations à l'égard de ces enfants et doit mettre en œuvre diverses actions et politiques axées sur la promotion et la protection des droits des enfants.

« Il faut noter que c'est une ressource humaine que l'État perd si on n'arrive pas à mettre les moyens pour les rendre utiles de façon générale » d'après Dr Honorine OUEDRAOGO spécialiste des questions des enfants en situation de rue et de la mendicité des mères des jumeaux. En offrant un environnement protecteur à ces enfants et en leur permettant de s'épanouir, le pays investit dans son avenir et contribue à la construction d'une société plus juste, plus équitable et développée.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif principal

Promouvoir l'insertion sociale des enfants en situation de rue au Burkina Faso d'ici à 2030.

II.1. Objectifs spécifiques

- Identifier les raisons de la présence de ces enfants dans la rue ;
- Déterminer les attentes des enfants en situation de rue en termes d'insertion sociale ;
- Identifier les actions d'insertion sociale des enfants en situation de rue au Burkina Faso.

II.3. Résultats et changements attendus

- Le nombre d'enfants en situation de rue au Burkina Faso est réduit ;
- Le taux de scolarisation des enfants en situation de rue a augmenté ;
- Le banditisme, le vol, la délinquance juvénile ... a baissé.

III. Approche

L'étude a concerné les enfants (0-18 ans) en situation de rue dans les villes de Ouagadougou et Tenkodogo. Le choix de ces villes s'explique par le nombre élevé des enfants de rue dans ces villes. Pour ce faire nous avons utilisé la technique de l'enquête et l'entretien semi-structuré.

Pour approcher notre cible nous avons fait des sorties terrains afin de nous imprégner de leur milieu, de créer une certaine confiance avant de passer à la phase des collectes de données et les faire participer à l'étude. Pour finir le traitement des données s'est fait avec l'outil google Forms.

- Autorités ciblées :
 - Le gouvernement du Burkina Faso, en particulier les ministères de l'Action sociale, de l'Éducation et de la Justice, les collectivités locales ;
 - Les organisations internationales (UNICEF, SOS Village d'enfants, Save the Children...).
- Populations (bénéficiaires) ciblées :
 - Les enfants en situation de rue.

IV. Recommandations

Messages clés du plaidoyer :

- *Les enfants en situation de rue ont des droits fondamentaux qui doivent être respectés ;*
- *L'insertion sociale des enfants en situation de rue est un investissement pour l'avenir du Burkina Faso ;*
- *Tous les acteurs de la société ont un rôle à jouer dans la protection et la réinsertion des enfants en situation de rue.*

Recommandations pour les parties prenantes :

Au gouvernement :

- Renforcer et appliquer rigoureusement la politique nationale de protection et de réinsertion des enfants en situation de rue ;
- Allouer des ressources suffisantes aux programmes de protection et de réinsertion des enfants en situation de rue.

Aux collectivités locales :

- Créer des centres d'accueil et de transit pour les enfants en situation de rue et réhabiliter ceux qui sont déjà en situation de rue ;
- Soutenir les initiatives locales de sensibilisation et de réinsertion socioprofessionnelle des enfants en situation de rue.

Aux (ONG) et aux OSC :

- Renforcer leurs programmes sensibilisation et de prise en charge des enfants en situation de rue ;
- Organiser des causeries-débats pour sensibiliser les enfants en situation de rue.

Références bibliographiques

1. Agence française de développement et Samu social international, « Les enfants des rues : de la prise en charge individuelle à la mise en place de politiques sociales », savoirs commun n° 12, 2010, 92 p ;
2. NABA Jérémie WANGRE et alkassoum MAIGA, Enfants de rue en Afrique, le cas du Burkina Faso, Paris, L'Harmattan, 2008, 218 p.
3. Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale, Annuaire statistique 2022 de l'action sociale, Ouagadougou, 2022 ,131p ;
4. Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale, Répertoire des acteurs ouvrant en faveur des droits de l'enfant, Ouagadougou, 2009,146 p.
5. KABORE Inoussa, L'opération de retrait des enfants de la rue dans la commune de Ouagadougou : genèse d'une politique publique, Mémoire de Master recherche en science politique, Université Ouaga 2, 2019, 79 p.

6. Convention relative aux droits de l'enfant du 20 juin 1989 ;
7. Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 ;
8. Constitution du 2 juin 1991 ;
9. Code des personnes et de la famille de 1989.
10. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-pr%C3%A8s-de-5-mille-enfants-priv%C3%A9s-de-leurs-familles-en-2021-officiel/2743264#> consulté le 30 mars 2024 à 14h25
11. <https://lefaso.net/spip.php?article116754> ,consulté le 02 avril 2024 à 13h32

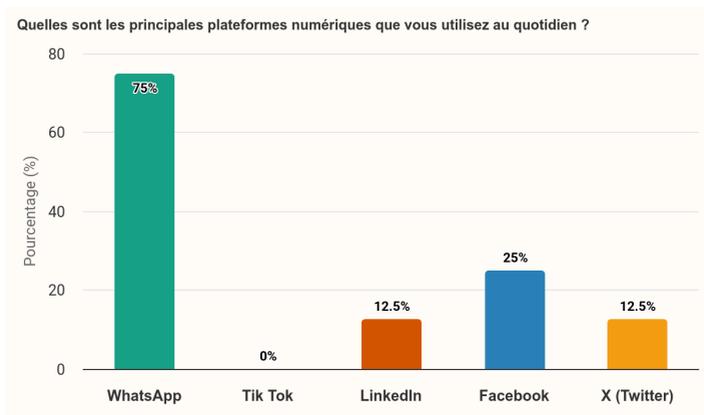
Optimisation de l'espace numérique pour les jeunes de 17-24 ans au Mali

Par Lala DIALLO

Introduction

Le Mali, avec une population jeune majoritaire (Données démographiques du Mali, 2023), est profondément impacté par le désordre informationnel. Ce phénomène, caractérisé par la diffusion de fausses informations et de contenus trompeurs, crée un climat de pollution sociale exacerbé par la période de transition institutionnelle due à la crise multidimensionnelle que traverse le pays. Les jeunes âgés de 17 à 24 ans, en particulier ceux inscrits dans les cycles universitaires, sont à la fois acteurs et victimes de ce désordre informationnel. En conséquence, des aspects cruciaux comme la paix, la cohésion sociale et un usage sain de l'internet sont compromis.

Cette situation nécessite une campagne d'éducation à l'usage d'Internet, menée en ligne, est une approche pertinente. Pour atteindre efficacement cette tranche d'âge, il est essentiel d'intervenir sur les plateformes numériques qu'ils utilisent quotidiennement. Selon les enquêtes que nous avons, WhatsApp, par exemple, est une plateforme majeure où se propage le désordre informationnel en raison de son accessibilité et de sa popularité. Les réponses à notre question ci-dessous corroborent cet avis :



Résumé des résultats de la recherche

Les résultats de l'analyse de nos études empiriques données collectées sur le terrain (données des structures de formations et au sein de la société malienne auprès des cibles) attestent que le désordre informationnel touche gravement les jeunes Maliens de 17 à 24 ans. Ces résultats interpellent tous face au danger cela représente pour la société malienne, déjà, éprouvé par une crise multidimensionnelle. Aussi, ils appellent à une action immédiate pour éduquer, informer, sensibiliser et former, cette population sur les dangers des fausses informations et sur les bonnes pratiques en ligne.

Brève des implications :

Face au danger lié ce phénomène, les risques d'un embarrasement général, exacerbant la crise et compromettant d'avantage toute chance de retour à la paix et à la stabilité restent grands. Les conséquences d'une telle intervention sont vastes. Une action urgente est plus que jamais nécessaire afin d'assurer une amélioration de l'esprit critique des jeunes face aux informations et la protection des données numériques à caractère personnel, adoption d'inculquer de bons comportements en ligne pour une utilisation judicieuse du numérique et une contribution en tant que jeune en faveur de la paix et de la cohésion sociale.

I. Analyse contextuelle

I.1. État des lieux de la situation

Historiquement, le Mali a subi diverses crises qui ont accentué le déséquilibre informationnel. Les jeunes, en quête de réponses et d'informations, se tournent souvent vers des sources non vérifiées, exacerbant ainsi la situation. À l'ère numérique, où chaque internaute, chaque usager de smartphone reçoit, diffuse et rediffuse le plus souvent à la vitesse de l'éclair, l'enjeu dépasse de beaucoup l'infox. Une mauvaise information peut être un acte malveillant (désinformation), un manque de professionnalisme (mal information en analogie avec la malbouffe) et plus simplement la rumeur, le « plus vieux média du monde », selon la formule malicieuse de Jean-François Revel. La rumeur est une source de

déstabilisation majeure, surtout dans les pays fragiles, en crise ou en sortie de crise, comme le Mali.

I.2. Problématique

Le problème majeur est la prolifération de fausses informations et de contenus trompeurs sur des plateformes facile d'accès et d'utilisation, ce qui affecte la stabilité sociale et la qualité de l'information accessible aux jeunes. Cela a des implications directes sur la paix sociale, la sécurité et l'éducation.

I.3. Positions des différentes parties prenantes

- **Gouvernement** : Soucieux des effets de ce phénomène sur l'équilibre social dans le futur.
- **Éducateurs** : Conscients des besoins d'une éducation au numérique pour les jeunes.

Les données ci-après collectées auprès des cibles attestent bien cela :

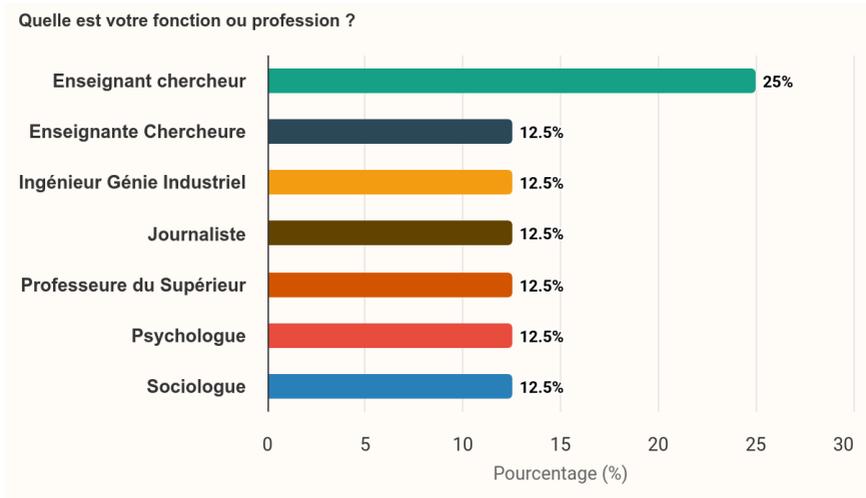


Figure 1: Collecte des données auprès des éducateurs/trices des jeunes de 17-24 ans au MALI

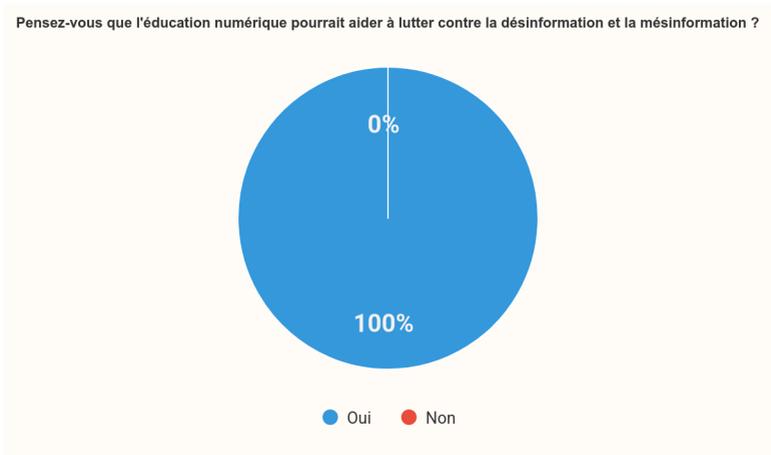


Figure 2: Collecte des données auprès des éducateurs/trices des jeunes de 17-24 ans au MALI

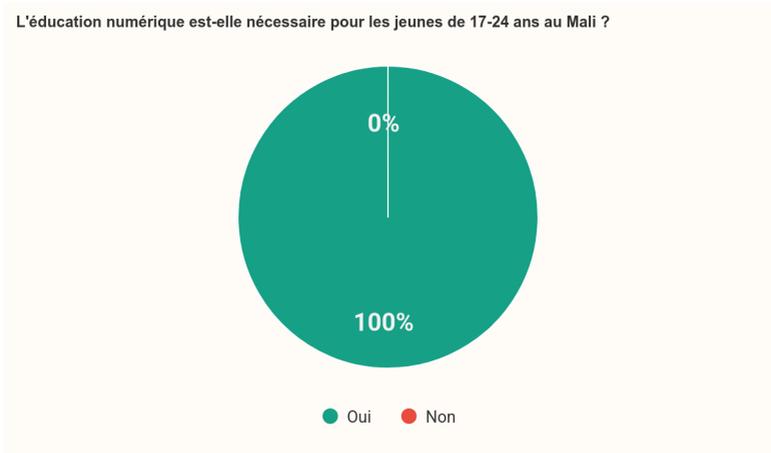


Figure 3 Collecte des données auprès des éducateurs/trices des jeunes de 17-24 ans au MALI

- **Jeunes** : Acteurs principaux et victimes, souvent inconscients et ou conscients des dangers du désordre informationnelle.

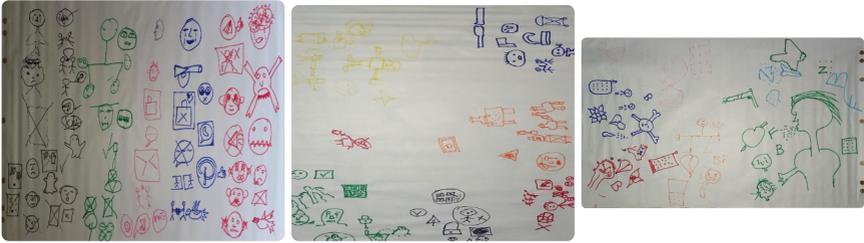


Figure 4: Collecte des données auprès des Jeunes de 17-24 ans sur la Problématique

I.4. Justification

Il est crucial d'intervenir pour corriger cette tendance de désinformation, mésinformation et d'insécurité des données numériques à caractère personnel. Une campagne d'éducation à l'usage du numérique offrirait aux jeunes les outils nécessaires pour naviguer de manière responsable et sûre sur Internet, réduisant ainsi le risque de manipulation et de divers troubles liés à ce phénomène.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif Principal

Optimiser l'espace en ligne pour les jeunes de 17 à 24 ans au Mali.

II.2. Objectifs spécifiques

- Sensibiliser les jeunes sur l'adoption des bons comportements en ligne ;
- Fournir des astuces pour limiter les effets des informations douteuses en ligne et la protection des données numérique à caractère personnel pour les jeunes de 17 à 24 ans au Mali ;
- Encourager une culture de partage responsable sur les réseaux sociaux et une connaissance des lois en lien avec le désordre informationnel et les données numérique à caractère personnel.

II.3. Résultats et changements attendus

- les jeunes sont sensibilisés sur l'adoption des bons comportements en ligne par une prise de conscience sur les bons comportements à adopter en ligne ;
- des astuces pour limiter les effets des informations douteuses en ligne et la protection des données numérique à caractère personnel pour les jeunes de 17 à 24 ans au Mali sont fournis afin de favoriser un internet sain par les jeunes et pour les jeunes de 17-24 ans au Mali ;
- une culture de partage responsable sur les réseaux sociaux et une connaissance des lois en lien avec le désordre informationnel et les données numérique à caractère personnel est instaurée pour une promotion de la cohésion sociale et de la paix à travers un internet sain.

III. Approche

Méthodologie à adopter

- **Campagne Digitale** : Utilisation de réseaux sociaux et de plateformes populaires pour diffuser des messages éducatifs (WhatsApp, LinkedIn).
- **Autorités ciblées** : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Mali.
- **Populations** : (bénéficiaires) ; cibles (Jeunes de 17 à 24 ans, principalement les étudiants universitaires)

IV. Recommandations

- **Clés du plaidoyer**
 - La responsabilité numérique est une obligation pour tous.
 - Vérifie avant de partager : limiter les effets du désordre informationnel.

- Un internet sain pour une jeunesse informée positivement.

- **Recommandations**

Pour les parties prenantes, les recommandations doivent être bien décrites tout en mettant en exergue les finalités recherchées :

- **Gouvernement** : Intégrer l'éducation à l'usage responsable en ligne dans les programmes universitaires.
- **Éducateurs** : s'inspirer du manuel d'optimisation de l'espace en ligne pour les jeunes de 17-24 ans au Mali, afin d'en tirer une source de connaissance à transmettre aux jeunes de façon simple et efficace.
- **Jeunes** : Adopter une attitude critique et responsable en ligne, s'abstenir au partage d'information non vérifiée, et protéger les données personnelles en ligne.

Références bibliographiques

1. Loi 056 sur la Cybercriminalité au Mali
2. Rapports sur l'utilisation d'Internet par les jeunes et l'impact des technologies de l'information sur leur développement UNICEF ;
3. Rapports sur l'espace en ligne : Rapports nationaux : Les Journées Nationales de la Cybersécurité Mali 2023, Mali Numérique 2020
4. Rapports internationaux : Étude Analytique des Politiques Nationales sur l'Usage de l'Internet et des Réseaux Sociaux au Mali 2021 , Global Digital Report, We Are Social

Chapitre 2 : Accès aux soins et protection des populations vulnérables dans les contextes de crise et d'insécurité au Sahel : enjeux de santé publique, de genre et d'assistance humanitaire au Burkina Faso, Mali et Niger

Les crises multidimensionnelles au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) exposent les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes filles, et les personnes déplacées internes, à des risques en matière de santé et de sécurité. Ce contexte d'insécurité engendre des obstacles importants à l'accès aux soins dans les structures sanitaires souvent insuffisamment équipées. Au Burkina Faso, les Centres de santé de Ouagadougou, par exemple, font face à des défis majeurs liés à l'hygiène, nuisant aux risques d'infections et d'insatisfaction des usagers. Au Mali, les conflits et l'instabilité limitent encore davantage l'accès des femmes et des jeunes filles aux services de santé, accentuant leur vulnérabilité dans des régions où les infrastructures sont déjà insuffisantes et dysfonctionnelles.

Au Niger, la situation des réfugiés et des déplacés internes est particulièrement préoccupante, les violences exacerbant la nécessité de protection et d'assistance sanitaire. Les femmes et jeunes filles déplacées subissent de plein fouet les effets de la crise, se retrouvant ainsi exposées aux violences de genre et aux privations de services essentiels. Dans ce contexte, une réponse humanitaire intégrant des approches de genre et de santé publique est cruciale pour atténuer les souffrances et restaurer un minimum de résilience.

Ce chapitre explore les défis liés à l'accès aux soins de santé dans des contextes marqués par la vulnérabilité et l'instabilité, en mettant en relief les conditions d'hygiène, les obstacles à l'accès aux soins pour les populations vulnérables, et l'assistance sanitaire en situation de crise.

Hygiène dans les hôpitaux publics à Ouagadougou : Cas des centres de santé et de promotion sociale (CSPS)

Par Ignace KIENDREBEOGO

Introduction

L'hygiène dans les structures sanitaires est devenue un problème à prendre en compte pour la prévention des infections et la qualité des soins. Au Burkina Faso, et particulièrement à Ouagadougou, les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) sont confrontés à des défis importants en matière d'hygiène, qui constituent une préoccupation majeure pour la santé publique. Selon le rapport du PNUD, 2013, les carences d'assainissement, d'hygiène et l'eau insalubre font partie des dix premières causes de maladies à travers le monde. De ce fait, le manque d'hygiène dans les CSPS entraîne des maladies telles que le paludisme, l'intoxication, etc. Cette situation expose les populations à des risques sanitaires accrus, notamment dans les zones urbaines densément peuplées comme Ouagadougou.

Cette recherche, menée à la fois en ligne et sur le terrain, a permis de mettre en lumière la situation préoccupante de l'hygiène dans les centres de santé et de promotion sociale (CSPS) à Ouagadougou. Les enquêtes en ligne ont permis de recueillir les perceptions globales des habitants de Ouagadougou sur l'hygiène dans les CSPS, tandis que les enquêtes de terrain ont fourni des informations spécifiques sur la perception des populations locales concernant l'hygiène dans leurs propres CSPS, notamment ceux de Woyalghin et du secteur 30 de la Trame d'accueil.

Tableau récapitulatif des données

Catégorie	Femmes	Hommes	Total
Enquête en ligne	43 (53,8%)	40 (46,2%)	83
Enquête de terrain	24 (40,68%)	35 (59,32%)	59
Total des répondants	67 (47,18%)	75 (52,82%)	142

Personnes fréquentant les CSPS	90
Satisfaits de l'hygiène des CSPS	21
Insatisfaits de l'hygiène des CSPS	121

Des entretiens menés auprès de huit (08) professionnels de santé travaillant dans les CSPS de Ouagadougou ont permis d'identifier les principaux défis liés à l'hygiène hospitalière :

- **Non implication de la communauté** : La communauté ne contribue pas au changement de comportement en matière du respect de l'hygiène dans les CSPS.
- **Le comportement irresponsable des patients** : Les patients connaissent les mesures d'hygiène basique mais ne les appliquent pas.

Les implications de ce problème sont vastes et profondes. D'une part, l'absence d'hygiène dans les CSPS entraîne des infections nosocomiales et d'autre part, l'absence d'hygiène dans les CSPS renvoie une mauvaise image des centres hospitaliers, ce qui explique le désintéressement des populations à chercher les soins nécessaires dans les CSPS. Il est donc essentiel de renforcer les mesures d'hygiène dans les CSPS pour garantir la sécurité des patients et du personnel soignant, et pour réduire les risques liés aux contaminations. Cela passe par une meilleure éducation à l'hygiène, l'amélioration des infrastructures sanitaires, et l'accès à l'eau potable et aux équipements de protection individuelle.

I. Analyse contextuelle

L'hygiène dans les hôpitaux publics de Ouagadougou, et particulièrement dans les centres de santé et de promotion sociale (CSPS), demeure un enjeu majeur. Selon l'exposé des motifs de la loi n°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'hygiène publique au Burkina Faso, « il ressort des statistiques que la faible performance de notre système de santé et la persistance de certaines maladies sont entretenues par l'état de salubrité de notre environnement. En 2002, les dix principaux motifs de consultation étaient dominés par des maladies liées à l'hygiène personnelle et collective:

- **Paludisme, toutes formes confondues (37,26 %) ;**
- **Infections respiratoires aiguës, notamment la bronchopneumonie (12,81 %) ;**
- **Maladies diarrhéiques, notamment les dysenteries, les parasitoses intestinales et autres diarrhées (12,07 %).**

À ces maladies s'ajoutent des épidémies cycliques de choléra et l'apparition de la leishmaniose, une nouvelle maladie liée à l'insalubrité du cadre de vie. » C'est dans l'optique de promouvoir de meilleurs cadres de santé que cette loi a été adoptée. Malgré cela, les centres hospitaliers sont encore confrontés à des défis récurrents liés à :

- **La difficulté du respect de la loi n°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'hygiène publique au Burkina Faso ;**
- **Le manque d'équipement et de matériels d'hygiène ;**
- **Le manque de ressources financières pour améliorer les conditions d'hygiène ;**
- **Les crises sanitaires, comme les épidémies de dengue ou les pandémies comme la COVID-19, qui ont révélé les limites en matière d'hygiène dans les centres de santé.**

Actuellement, il n'existe pas de statistiques spécifiques sur l'hygiène dans les CSPS au Burkina Faso. Cependant, des efforts ont été entrepris pour améliorer la situation. Par exemple, le projet PRISMS (Prévention du risque infectieux et sécurité en milieu de soins), mis en œuvre de 2017 à 2019, a permis d'améliorer la protection des patients et des soignants face aux infections en milieu hospitalier. Des associations et des structures œuvrent également pour améliorer les conditions d'hygiène dans les CSPS. Malgré ces efforts, le problème persiste. On observe souvent des pratiques inadéquates comme la combustion des déchets biomédicaux à l'intérieur des CSPS, entraînant des problèmes respiratoires, des toilettes sales, des bâtiments délabrés, un manque de personnel qualifié pour le nettoyage, et

une faible implication du personnel soignant et de la communauté. Tout cela peut provoquer des maladies chez les individus.

Les mauvaises pratiques d'hygiène nuisent à la réputation des CSPS et peuvent dissuader la communauté de rechercher des soins dans ces établissements. Les infections minimes pourraient se propager à l'ensemble de la communauté.

Plusieurs acteurs jouent un rôle primordial dans l'amélioration des conditions d'hygiène dans les CSPS :

- **Le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique** : responsable de la réglementation et du financement des CSPS ;
- **Le personnel de santé** : les médecins, infirmiers et le personnel de nettoyage travaillant directement dans les CSPS ;
- **Les patients et les communautés** : utilisateurs des services de santé fournis par les CSPS;
- **Les associations et ONG** : qui fournissent des financements et de l'assistance technique pour l'amélioration des conditions d'hygiène.

Ces acteurs doivent collaborer pour créer des environnements plus sains et sécurisés, assurant ainsi une meilleure santé publique pour tous.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif principal

L'objectif principal est d'améliorer l'hygiène dans trois CSPS (CSPS secteur 21 (ex. 27) de Wayalghin, CSPA Trame d'accueil du secteur 30 Karpala et le CSPA de Dassasgho secteur 21)

II.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont de :

- Doter les CSPS en matériels et produits d'hygiène ;
- Transporter les déchets aux poubelles appropriées hors de l'hôpital ;
- Former le personnel soignant aux bonnes pratiques d'hygiène ;
- Impliquer les patients et la communauté dans la promotion de l'hygiène à travers des affiches, des spots radio et télé ;
- Mettre en place une bonne gestion des incinérateurs pour les déchets biomédicaux.

II.3. Résultats et changements attendus

- Des initiatives concrètes sont mises en œuvre en faveur de l'amélioration de l'hygiène dans les CSPS de Ouagadougou ;
- La communauté est impliquée dans les pratiques d'hygiène responsable dans les CSPS ;
- Les connaissances du personnel soignant en matière d'hygiène sont renforcées ;
- Réduction de 50% des déchets biomédicaux non traités dans les centres de santé assurant une élimination sécurisée et écologique, et améliorant la santé publique et la sécurité du personnel, des patients et de la communauté.

III. Approche

Pour aborder efficacement les défis liés à l'hygiène dans les CSPS de Ouagadougou, il est essentiel de mettre en œuvre des tactiques et stratégies bien définies. Voici une méthodologie détaillée pour toucher les cibles identifiées :

III.1. Identification des acteurs concernés

Autorités ciblées :

- Le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ;
- Les autorités régionales et locales, y compris la direction générale de la santé et de l'hygiène publique du centre, qui peuvent influencer les politiques sanitaires au niveau régional et local ;
- Les premiers responsables (Major) des CSPS ;
- L'Organisation Mondiale de la Santé : fournir du financement.

Parties prenantes :

La population des trois CSPS :

-
- | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">• CSPS secteur 21 (ex. 27) de Wayalghin• CSPS Trame d'accueil du secteur 30 Karpala• CSPS de Dassasgho secteur 22 |  | <ul style="list-style-type: none">• Personnel Soignant• Patients• Communauté |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

III.2. Implication

Personnel soignant :

- Organiser des ateliers de formation réguliers sur l'hygiène pour le personnel soignant ;
- Créer un système de surveillance interne pour assurer le respect des normes d'hygiène.

Patients :

- Sensibiliser les patients sur l'importance de l'hygiène à travers des affiches, des brochures et des séances d'information ;

- Encourager les patients à signaler toute infraction aux normes d'hygiène.

Communauté :

- Impliquer la communauté dans des journées de nettoyage mensuelles des CSPS ;
- Former des groupes de travail composés de membres de la communauté pour surveiller et améliorer les pratiques d'hygiène.

Les autorités :

- Impliquer les autorités dans les journées de sensibilisation et les initiatives de nettoyage pour montrer l'exemple ;
- Créer des partenariats avec les autorités locales pour assurer un suivi régulier des conditions d'hygiène dans les CSPS ;
- Organiser des réunions régulières avec les responsables du ministère pour discuter des problèmes d'hygiène spécifiques aux CSPS de Ouagadougou.

IV. Recommandations

- **Messages clés du plaidoyer**
 - Les conséquences sanitaires : Décrire les maladies infectieuses pouvant être transmises dans un environnement insalubre, ainsi que les complications potentielles pour la santé des patients ;
 - L'amélioration de l'image des centres de santé et de promotion sociale : Souligner que des centres de santé propres et hygiéniques renforcent la confiance de la population et encouragent une plus grande fréquentation ;
 - Renforcement des matériels et des infrastructures : Mettre en avant la nécessité d'investir dans des équipements adaptés et dans la rénovation des locaux pour une meilleure qualité de soins ;

- Mobilisation des décideurs régionaux et locaux : Demander aux autorités de prendre des mesures concrètes en finançant et évaluant les actions prises pour améliorer l'hygiène dans les centres de santé.

- **Recommandations pour les parties prenantes**

Mettre en place des activités de sensibilisation sur les pratiques d'hygiène trimestrielles :

- Organiser des ateliers pratiques sur la propreté avec le personnel ;
- Organiser des ateliers d'informations avec la population tous les trois mois, couvrant des sujets tels que la gestion des déchets, le maintien des toilettes propres, l'utilisation des poubelles ;
- Impliquer la communauté dans le nettoyage de leur CSPS une fois par mois.

Finalités recherchées : Améliorer les compétences hygiéniques du personnel de santé, renforcer les connaissances des populations sur l'importance de maintenir le centre de santé propre.

Références bibliographiques

1. Assemblée Nationale du Burkina Faso, Loi n°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'hygiène publique au Burkina Faso.
2. Ministère de la Santé, Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Profil sanitaire complet du Burkina Faso, 2017, 31p.
3. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport de 2013 sur les carences d'assainissement, d'hygiène et l'eau insalubre, 2013, 56 p.
4. Expertise France, « Projet PRISMS (Prévention du risque infectieux et sécurité en milieu de soins) », 2017-2019. (<https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=627663>, consulté le 15 juin à 18h00).

Incidence de la crise multidimensionnelle sur l'accès des femmes et jeunes filles à la santé au Mali

Par Maharafa KONDE

Introduction

Le Mali, pays enclavé du Sahel, traverse une crise multidimensionnelle aux conséquences profondes sur sa population, en particulier les femmes et les jeunes filles. Classé parmi les pays les moins avancés en termes de développement humain et d'égalité de genre, le Mali se trouve confronté à des défis majeurs, exacerbés par des tensions politiques, des conflits ethniques, une insécurité grandissante, et des difficultés économiques et environnementales. Cette crise a entraîné des déplacements massifs de populations, augmentant la vulnérabilité des femmes qui représentent une majorité des déplacés internes.

Dans ce contexte complexe, l'accès aux services sociaux de base, notamment en matière de santé, est particulièrement compromis pour les femmes et les jeunes filles. Notre étude se concentre sur cette problématique, en examinant l'incidence de la crise sur leur accès à la santé dans le district de Bamako et la région de Bandiagara. En se basant sur des recherches approfondies, cette étude vise à formuler des recommandations pour améliorer la situation de ces groupes vulnérables, en apportant des réponses adaptées et fondées sur des données probantes pour atténuer les effets dévastateurs de la crise sur leur accès aux soins de santé.

Définition du problème

Le problème réside dans la conjugaison de plusieurs facteurs qui exacerbent la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles. D'une part, l'insécurité et les conflits entravent leur mobilité et leur accès aux centres de santé. D'autre part, les déplacements massifs de populations augmentent la pression sur les infrastructures existantes, déjà insuffisantes, et réduisent la disponibilité

des soins, en particulier pour les femmes enceintes, les jeunes mères, et les adolescentes. De plus, les normes socioculturelles restrictives et les inégalités de genre renforcent les obstacles à l'accès aux soins, rendant les femmes et les jeunes filles encore plus dépendantes des services de santé dont elles sont privées.

Cette situation crée un cercle vicieux où la précarité économique, l'insécurité, et les limitations d'accès aux soins se renforcent mutuellement, aggravant les inégalités et les souffrances des femmes et des jeunes filles dans ces régions en crise. Notre étude cherche à identifier précisément ces obstacles, à en mesurer l'impact, et à proposer des solutions pour améliorer l'accès à la santé pour ces populations particulièrement vulnérables.

Résumé des résultats de la recherche et de votre position :

Notre recherche révèle que les femmes déplacées au Mali, en particulier dans les sites de Bamako (Niamana et Faladiè) et dans la région de Koro (Bandiagara), se trouvent dans une situation de précarité alarmante en matière de santé. Voici un résumé des principaux résultats :

Activités des femmes déplacées : La majorité des femmes déplacées sont des ménagères (36,62%) ou se livrent au ramassage de déchets plastiques pour les revendre (35,21%). Un autre groupe significatif (28,17%) est constitué de femmes au foyer.

Tranche d'âge des femmes déplacées : Les femmes déplacées se répartissent principalement dans la tranche d'âge de 30 à 40 ans (30,99%), suivies de celles âgées de 25 à 30 ans (21,13%), et de celles entre 16 et 25 ans (16,9%). Les tranches d'âge plus avancées, comme celles de 40 à 50 ans et de 50 à 60 ans, représentent respectivement 16,9% et 14,08%.

Répartition des déplacées par site : À Bamako, 29,58% des femmes déplacées se trouvent sur le site de Niamana, et 33,8% sur celui de Faladiè. De manière similaire, le site de Koro (région de Badiangara) abrite 33,8% des femmes déplacées.

Difficultés d'accès aux soins de santé : Les résultats indiquent que 54,93% des femmes déplacées n'ont pas bénéficié d'une prise en charge gratuite. Un pourcentage identique rencontre des difficultés pour accéder aux médicaments, et pour recevoir des soins adéquats dans les centres de santé.

Ces résultats mettent en lumière une situation critique qui appelle à une réponse urgente et coordonnée. Le fait que plus de la moitié des femmes déplacées ne bénéficient pas de soins de santé adéquats est un indicateur clair de l'échec des systèmes actuels à répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Cette situation ne fait qu'aggraver les inégalités existantes, augmentant la marginalisation des femmes dans un contexte déjà marqué par la pauvreté et l'insécurité. Seule une approche intégrée, tenant compte des multiples dimensions de cette crise, permettra d'atténuer les souffrances des femmes et de garantir leur droit à la santé.

Brève des implications :

Les résultats de cette recherche ont des implications significatives pour les politiques publiques et les interventions humanitaires au Mali. L'incapacité des femmes déplacées d'accéder à des soins de santé adéquats exacerbe leur vulnérabilité, créant un cycle de précarité qui menace leur bien-être à long terme. Cette situation nécessite une reconfiguration des priorités dans les réponses humanitaires, en plaçant l'accès aux soins de santé des femmes déplacées au centre des interventions.

I. Analyse contextuelle

Le Mali, situé au cœur du Sahel et enclavé, est un pays à faible revenu. Il se classe au 184^e rang sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain, et au 158^e rang sur 162 pour l'Indice d'Inégalité de Genre (0.676 en 2018)¹. Le taux de pauvreté multidimensionnel y atteint des niveaux très élevés, s'élevant à environ 84%².

Le Mali fait face à une situation de crise caractérisée par des tensions politiques, des conflits ethniques, et une insécurité persistante, notamment

¹ Mali UN,

² Ibid

dans les régions du nord et du centre. Cette crise a été exacerbée par l'émergence de groupes armés, des défis économiques et environnementaux, ainsi que des problèmes de gouvernance. Au cœur de cette crise, les femmes et les jeunes filles sont particulièrement vulnérables. La crise au Mali a engendré d'importants déplacements de population à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Ces déplacements sont motivés par la recherche de refuges dans des zones plus calmes et moins exposées aux tensions. Toutefois, l'installation de ces personnes déplacées nécessite une réponse humanitaire appropriée afin de soulager leurs souffrances et de préserver l'environnement dans les zones d'accueil. Une attention particulière doit être accordée aux femmes et aux jeunes filles, car elles sont les plus exposées et les plus vulnérables pendant les conflits.

Selon la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM), en décembre 2023, 57%³ de la population déplacée était composée de femmes. Bien que le nombre de personnes déplacées ait légèrement diminué, passant de 391961 en septembre à 354739 en décembre 2023⁴, il est notable que les femmes demeurent en première ligne de cette crise.

Les positions des différentes parties prenantes montrent une reconnaissance générale du problème, mais des divergences dans la capacité et la priorité accordée à sa résolution. Tandis que les ONG et les agences internationales plaident pour des interventions immédiates et ciblées, le gouvernement et les communautés locales font face à des contraintes structurelles qui compliquent l'implémentation de solutions durables. Une coordination renforcée entre ces acteurs est essentielle pour répondre de manière efficace à cette crise et atténuer ses impacts sur les femmes et les jeunes filles au Mali.

³ International Organization for Migration (IOM), Feb 02 2024. DTM Mali - Rapport sur les Mouvements de Populations (Décembre 2023). IOM, Mali.

⁴ Ibid,

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif Principal

Cette recherche vise à analyser l'impact de la crise multidimensionnelle sur les femmes au Mali, en mettant l'accent sur leur droit d'accès à la santé

II.2. Objectifs spécifiques

- Examiner les tendances d'accès à la santé parmi les femmes et les jeunes filles dans les régions de Bandiagara et de Bamako ;
- Analyser les facteurs socio-économiques et culturels qui influent sur l'accès des femmes et les jeunes filles à la santé ;
- Explorer les perceptions et les expériences des femmes, ainsi que des acteurs institutionnels et professionnels, concernant l'accès aux services de santé ;
- Identifier les bonnes pratiques et les initiatives locales visant à améliorer l'accès des femmes à la santé.

II.3. Résultats et changements attendus

- Un rapport détaillé sur les différentes dimensions de la crise (sociales, économiques, sanitaires) et leur influence sur l'accès des femmes aux services de santé est rédigé ;
- Une compréhension approfondie de l'impact de la crise multidimensionnelle sur l'accès des femmes et des jeunes filles aux services de santé est faite ;
- Des recommandations politiques et des interventions pratiques pour renforcer l'accès des femmes et des jeunes à la santé sont proposées ;
- Un document de plaidoyer efficace en faveur de politiques et de programmes visant à réduire les disparités de genre dans l'accès aux services de santé est présenté.

III. Approche

Pour répondre efficacement aux besoins des femmes déplacées au Mali, une approche méthodologique intégrée est essentielle. Voici les tactiques et stratégies à mettre en œuvre :

- Conduire des enquêtes approfondies pour recueillir des données sur les besoins spécifiques des femmes déplacées en matière de santé, en utilisant des méthodes quantitatives et qualitatives ;
- Identifier et analyser les services de santé disponibles, leur accessibilité, et les lacunes existantes ;
- Former le personnel de santé local sur les besoins spécifiques des femmes déplacées et les meilleures pratiques pour fournir des soins adaptés ;
- Fournir un soutien technique et matériel aux structures de santé locales pour améliorer leur capacité à répondre aux besoins des déplacés ;
- Travailler en collaboration avec les ONG, les agences internationales et les acteurs humanitaires pour garantir une réponse coordonnée et efficace ;
- Identifier et mobiliser des ressources financières et matérielles nécessaires pour améliorer les services de santé pour les femmes déplacées ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les parties prenantes et le grand public sur les besoins urgents des femmes déplacées et les actions nécessaires ;
- Utiliser les médias locaux et internationaux pour attirer l'attention sur la situation des femmes déplacées et promouvoir les actions nécessaires ;
- Établir des mécanismes de suivi pour évaluer l'efficacité des

interventions mises en place et ajuster les stratégies en fonction des résultats ;

- Effectuer des évaluations régulières pour mesurer les progrès réalisés et identifier les ajustements nécessaires.

Autorités ciblées :

Pour influencer les politiques et les actions en faveur des femmes déplacées, il est crucial de cibler les autorités suivantes :

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales : Plaider pour une révision des politiques de santé afin de garantir un accès équitable aux soins pour les femmes déplacées. Travailler sur des initiatives qui intègrent les besoins des déplacées dans les programmes sociaux et humanitaires.

Départements Locaux : Impliquer les autorités locales dans la coordination et l'amélioration des services de santé aux niveaux régionaux et communautaires.

ONU et ses Agences (UNICEF, OMS, UNHCR) : Plaider pour une augmentation des financements et des ressources pour les programmes de santé ciblant les femmes déplacées.

Banque Mondiale et Autres Partenaires Financiers : Rechercher un soutien financier pour les projets d'amélioration des infrastructures de santé.

ONG Humanitaires : Collaborer pour développer des programmes spécifiques et coordonner les efforts de réponse.

Populations :

Les bénéficiaires directs du plaidoyer sont les femmes déplacées au Mali, en particulier celles vivant dans les sites de Bamako (Niamana et Faladiè) et dans la région de Koro (Badiangara). Les sous-groupes suivants nécessitent une attention particulière :

Femmes Enceintes et Post-Natales : Assurer leur accès à des soins prénatals et postnatals pour prévenir les complications et améliorer les issues de grossesse.

Jeunes Filles : Protéger les jeunes filles des violences sexuelles et fournir des services de santé reproductive adaptés.

Femmes Âgées : Adresser les besoins spécifiques des femmes âgées, qui peuvent rencontrer des défis particuliers liés à la santé.

Groupes Vulnérables : Identifier et soutenir les femmes en situation particulièrement précaire, telles que celles souffrant de maladies chroniques ou de handicaps.

IV. Recommandations

Partie Prenante	Recommandations	Description	Finalités Recherchées
Gouvernement Malien	Renforcement des Programmes de Santé	Développer des programmes de soins gratuits pour les femmes déplacées, incluant soins prénatals, postnatals et santé reproductive.	Assurer un accès équitable aux soins de santé, réduire les inégalités de santé, améliorer le bien-être des femmes déplacées.
	Amélioration des Infrastructures Sanitaires	Investir dans la construction et la rénovation des centres de santé dans les zones de déplacement.	Augmenter la capacité des infrastructures sanitaires pour mieux répondre aux besoins des déplacés.
Organisations Non Gouvernementales (ONG)	Mise en Place de Programmes Ciblés	Élaborer des programmes spécifiques pour les femmes et jeunes filles, incluant services de santé, soutien psychologique et protection contre les violences.	Répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables, améliorer leur santé et sécurité.
	Renforcement de la Sensibilisation et du Soutien Communautaire	Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour encourager la participation et l'engagement local dans les programmes de santé.	Mobiliser les communautés pour soutenir les interventions humanitaires, favoriser une approche inclusive et durable.
Communautés Locales	Renforcement de l'Accueil des Déplacés	Collaborer avec les autorités et les ONG pour améliorer les conditions de vie des déplacés, fournir ressources et soutien communautaire.	Faciliter l'intégration des déplacés, réduire les tensions liées aux ressources limitées.
	Promotion des Initiatives Locales	Encourager les initiatives locales répondant aux besoins des femmes et jeunes filles déplacées, comme les groupes de soutien et services communautaires.	Renforcer les capacités locales, garantir des réponses adaptées aux réalités locales.
Agences Internationales et Partenaires au Développement	Support Financier et Technique	Fournir des financements et une assistance technique pour les projets de santé et de protection des femmes déplacées.	Assurer que les interventions humanitaires disposent des ressources nécessaires pour être efficaces et durables.
	Coordination des Interventions Humanitaires	Faciliter la coordination entre les différents acteurs humanitaires pour éviter les duplications et garantir une couverture complète des besoins.	Améliorer l'efficacité des interventions, assurer une réponse humanitaire cohérente et intégrée.

Protection et assistance humanitaire des réfugiés dans l'espace de l'Alliance des États du Sahel au Niger : Camp des réfugiés de Ouallam

Par Issoufou Issaka Issoufou

Introduction

Le Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso) est depuis plusieurs années le théâtre de violences terroristes, les perpétuelles attaques de groupes armés contre les civils, les exactions, le recours généralisé au viol contre les femmes, ainsi que les attaques contre les institutions étatiques, notamment les écoles et les établissements de santé, affectant une région déjà confrontée au changement climatique, à l'extrême pauvreté, au manque d'opportunités économiques et à la rareté des services de base sont les différents facteurs des déplacements forcés de populations touchées par ce fléau. En quête d'un lieu stable, ces populations se déplacent dans toutes les directions, franchissant même des frontières. Cette situation rend leur vie extrêmement difficile, car elles doivent abandonner leurs maisons, leurs bétails et leurs champs, se retrouvant sans issue, perdues dans la nature, sans protection ni assistance et ainsi les enfants n'ont plus accès à une éducation de qualité. Cette étude s'appuie sur l'analyse de la situation des réfugiés maliens présents dans le camp de réfugiés de Ouallam et les différents défis auxquels ils font face sur le plan de l'éducation des enfants.

En effet, le site urbanisé de Ouallam héberge 1 443 ménages composés de 6 479 individus répartis par zone sur le site. Parmi ces réfugiés, 2 584 ont un âge compris entre 5 et 15 ans, c'est-à-dire qu'ils devraient être inscrits à l'école. Cependant, la majeure partie de ces enfants ne fréquente pas l'école : seulement 1 414 sont officiellement inscrits, soit un taux de 54,72 % des enfants en âge scolaire. C'est une situation assez préoccupante concernant l'éducation des enfants réfugiés sur ce site. Avec un peu plus de la moitié des enfants en âge scolaire inscrits à l'école, on constate un problème d'accès ou de participation à l'éducation. Le taux de scolarisation de 54,72 % est

relativement bas et indique qu'environ 45 % des enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés. Cela représente une perte significative en termes de développement humain et social pour ces enfants, qui risquent de voir leurs opportunités futures limitées.

I. Analyse contextuelle

La situation sécuritaire au Sahel central reste complexe et multiforme, en l'absence d'une présence effective de l'Etat. Cette région trifrontière est le théâtre de banditisme et de pillages accrus, de violences intercommunautaires et d'attaques perpétrées par d'organisations extrémistes violentes. Le paysage sécuritaire de cette zone est caractérisé par la prolifération des groupes armés non étatiques tels que l'EIGS (État islamique dans le Grand Sahara), l'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique), JNIM (Jama't Nusrat al-Islam wal-Muslimeen).

Le conflit actuel remonte à 2012, lorsque les organisations extrémistes violentes ont pris le contrôle du Nord Mali exploitant le chaos causé à la fois par la rébellion touarègue et la crise politique qui s'en est suivie. Le conflit s'est progressivement étendu à certaines parties de la région du Liptako-Gourma, au Niger et au Burkina Faso, ce qui a occasionné le déplacement des populations des zones affectées vers des lieux sûrs notamment dans la partie Ouest du Niger.

Spécifiquement, l'impact des conflits armés et de la propagation de l'insécurité sur l'éducation dans la région du Sahel central est dévastateur : des milliers d'écoles sont détruites, fermées et utilisées à des fins militaires; des enseignants sont menacés, enlevés, assassinés ; et des enfants sont privés de leur droit à l'éducation et exposés à des risques accrus d'abus, de violence et d'exploitation. Le conflit nuit de manière disproportionnée à l'accès des filles à l'éducation et aggrave la situation déjà défavorisée des jeunes filles et femmes qui sont davantage touchées par les mariages forcés, les grossesses précoces, le travail des enfants et d'autres types de violence, d'abus, d'exploitation et de violence fondée sur le genre.

L'éducation est sans aucun doute l'outil le plus puissant pour : **(i) protéger les enfants et les jeunes touchés par les conflits armés contre la mort,**

les blessures et l'exploitation ; (ii) atténuer l'impact psychologique des conflits en offrant une routine, une stabilité et un soutien psychosocial ; (iii) éviter de contribuer aux conflits et concourir à la restauration de la paix à travers un programme d'études sensible au conflit.

On ne cesserait d'évoquer le terrorisme comme la base du déplacement forcé bien qu'il ait d'autres facteurs qui déterminent cela. Au Niger, l'Etat s'est montré inquiet et coopératif quant à cette préoccupation, en internalisant la convention de Genève relative au statut des réfugiés⁵ et a adopté un certain nombre de textes pour traiter de la question, c'est le cas en janvier 2012 avec l'arrivée massif des réfugiés maliens qui ont été poussés et contraints à quitter leur domicile du fait de la rébellion, à ce titre le gouvernement nigérien a décidé par Arrêté ministériel, accordé le bénéfice du statut de réfugiés *prima facies*, aux Maliens victimes du conflit armé au Nord du Mali. L'article premier de cet arrêté stipule « Les Maliens rentrés au Niger suite au conflit armé qui a éclaté en janvier 2012 dans le Nord du Mali, sont admis au bénéfice du statut de réfugié *prima facies*, conformément aux dispositions de l'article 1er, alinéa 2 de la Convention de l'OUA de 1969, régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et de l'article 14 du Décret n° 98-382/PRN/MI/AT du 24 décembre 1998, déterminant les modalités d'application de la Loi n° 97-016 du 20 juin 1997, portant statut des réfugiés au Niger. ». A cet effet, ces réfugiés maliens se sont installés principalement dans des régions comme Tillabéry et Niamey dans des camps de réfugiés et parfois même ils s'installent dans les villes, vivants en parfaite harmonie avec les populations et cela facilite leur insertion dans la société.

Le thème sur la protection et l'assistance humanitaire des réfugiés s'articule autour des obstacles liés à l'éducation des enfants réfugiés et les différents mécanismes qui devraient être mis en œuvre pour gérer efficacement cette controverse. Il nous donne une ouverture sur deux hypothèses complémentaires :

Primo, en regardant d'un œil critique la situation on constate que le manque d'infrastructures éducatives adéquates et de ressources matérielles empêche une scolarisation optimale des enfants réfugiés à Ouallam.

⁵ la Loi n° 97-016 du 20 juin 1997, portant statut des réfugiés au Niger

Secundo, Les contraintes économiques et socioculturelles, telles que la nécessité pour les enfants de travailler, limitent l'accès à l'éducation.

Pour mieux explorer ce thème, on se pose alors la question à savoir : Comment surmonter les obstacles liés à l'insuffisance des infrastructures éducatives et aux contraintes socioculturelles et économiques pour améliorer l'accès et la participation à l'éducation des enfants réfugiés sur le site de Ouallam, afin d'assurer leur développement éducatif et social ?

Les parties prenantes :

Les parties prenantes en ce qui concerne la question des réfugiés sont ; le gouvernement nigérien qui en tant qu'autorité centrale a la responsabilité de créer le cadre légal et opérationnel favorable à l'éducation des réfugiés, ensuite le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) qui a pour mandat de diriger et coordonner l'action internationale pour protéger les réfugiés, il travaille de concert avec l'Etat du Niger pour assurer la mobilisation de fonds et l'implémentation de projets éducatifs sur le terrain. Et aussi des ONG nationales et internationales pour la mise en œuvre des programmes éducatifs, la sensibilisation des communautés sur l'importance de l'éducation, les ONG jouent aussi le rôle d'intermédiaires entre les réfugiés et les autorités et entrent en jeu dans la facilitation de l'accès à l'éducation et la mise en œuvre de programmes spécifiques. Le dernier point concerne les familles des réfugiés qui sont même au cœur du problème, ils doivent inscrire les enfants à l'école, encourager la participation scolaire et collaborer avec les autorités et partenaires pour la réussite du projet éducatif.

Justification :

L'éducation est un droit fondamental, essentiel pour le développement individuel et la stabilité sociale, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant. Pourtant, de nombreux enfants réfugiés n'ont pas accès à l'école en raison d'infrastructures insuffisantes, de contraintes économiques et d'obstacles socioculturels. L'éducation offre aux enfants réfugiés une source d'espoir et de résilience, et contribue à briser le cycle de la pauvreté et de l'exclusion.

Elle favorise également la cohésion sociale et la prévention des conflits en encourageant la compréhension mutuelle.

Investir dans l'éducation des enfants réfugiés est donc crucial. En garantissant leur droit à une éducation de qualité, nous permettons à ces enfants de développer leur potentiel et de contribuer positivement à la société. Toutes les parties prenantes doivent collaborer pour surmonter les obstacles et offrir à chaque enfant réfugié une chance équitable de réussir.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif principal

L'objectif principal est de garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants réfugiés de Ouallam. Comme il est mentionné à l'article 22⁶ de la convention de Genève relative au statut de réfugiés en surmontant les obstacles liés aux infrastructures, aux ressources matérielles, et aux contraintes socioculturelles et économiques.

II.2. Les objectifs spécifiques

Améliorer les infrastructures éducatives : cela inclut la construction et la rénovation des salles de classes pour offrir un environnement d'apprentissage sûr et propice. Fournir également des équipements pédagogiques et du matériel scolaire adéquats pour répondre aux besoins des enfants réfugiés.

La construction d'une cantine scolaire : Mettre en place une cantine permettrait de maintenir les enfants à l'école. "ce sont les cantines même qui maintiennent les enfants à l'école, sans cantine vraiment on n'aura pas d'élèves " c'est le témoignage d'un agent sur le site. Cela prouve à suffisance l'importance des cantines, en leur garantissant la nourriture, les élèves

⁶ Art. 22. Education publique 1. Les États contractants accorderont aux réfugiés le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne l'enseignement primaire. 2. Les États contractants accorderont aux réfugiés un traitement aussi favorable que possible, et en tout cas non moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général dans les mêmes circonstances quant aux catégories d'enseignement autre que l'enseignement primaire et notamment en ce qui concerne l'accès aux études, la reconnaissance de certificats d'études, de diplômes et de titres universitaires délivrés à l'étranger, la remise des droits et taxes et l'attribution de bourses d'études.

seront beaucoup plus incités à venir à l'école. Cela encouragerait les parents à envoyer davantage les enfants à l'école, pour le simple fait qu'ils s'assurent que leurs enfants vont bien manger et apprendre efficacement. Un enfant bien nourri a toutes les chances pour cerner et comprendre ce qui est enseigné

Promouvoir la cohésion sociale et l'inclusion : Nous développerons des initiatives de sensibilisation pour réduire les obstacles socioculturels à la scolarisation des enfants réfugiés. En encourageant la participation active des communautés locales dans les initiatives éducatives, nous favoriserons un environnement scolaire inclusif et solidaire.

Sensibiliser sur l'importance de l'éducation : Nous mènerons des campagnes de sensibilisation au sein des communautés réfugiées et locales pour souligner l'importance de l'éducation. En expliquant les avantages à long terme de l'éducation pour les enfants et leurs familles, nous encouragerons une plus grande participation scolaire.

Ces objectifs, intégrés de manière cohérente et coordonnée, permettront d'assurer un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants réfugiés de Ouallam, leur offrant ainsi l'opportunité de construire un avenir prometteur.

II.3. Résultats attendus

Une fois le problème posé venait à être résolu, on s'attend à une augmentation significative du taux de scolarisation des enfants réfugiés à Ouallam, avec une participation scolaire proche de 100 %. Les performances académiques des élèves s'amélioreront grâce à un enseignement de qualité dispensé par des enseignants qualifiés, permettant aux enfants de développer leur potentiel et d'ouvrir des perspectives d'avenir meilleures.

La construction et la rénovation des salles de classe créeront un environnement d'apprentissage sûr et bien équipé. Le matériel pédagogique sera disponible en quantité suffisante pour tous les élèves, enrichissant ainsi leur expérience éducative.

L'établissement d'une cantine scolaire garantira un repas équilibré par jour pour chaque enfant. D'ores et déjà parmi les 4 écoles qu'il y'a dans le camp 3 en dispose déjà de cantine scolaire, donc il serait là question de ravitailler en nourriture les 3 et d'en construire une dans l'autre école qui manque. Ce résultat une fois atteint réduira considérablement l'absentéisme et améliorant la concentration des élèves. Cette initiative créera également des emplois pour les membres de la communauté locale.

Des campagnes de sensibilisation mettront en lumière les avantages de l'éducation, engageant davantage les parents à inscrire et maintenir leurs enfants à l'école et permettront aussi de lutter contre le mariage précoce qui est aussi un frein à l'éducation. Ces initiatives contribueront à réduire les obstacles socioculturels à la scolarisation, favorisant un environnement éducatif inclusif. En réalisant ces résultats, nous transformerons le paysage éducatif dans le camp de Ouallam, offrant aux enfants réfugiés une chance équitable de réussir et de s'épanouir.

III. Approche

III.1. Méthodologie

Toute recherche nécessite un ensemble de méthodes pour mener à bien la recherche, l'étude de ce thème n'en fait pas une exception. La première phase qui est la plus importante est la revue documentaire qui consiste à la lecture des documents en lien avec la thématique, tels que des articles, des livres ou des rapports pour en extraire des informations pertinentes. Elle nous a permis d'obtenir une compréhension approfondie sur le sujet.

Autre méthode utilisée c'est l'observation qui est une technique fréquemment utilisée pour mener une étude qualitative. Elle permet de recueillir des données verbales et surtout non verbales. Cette technique propose à l'enquêteur de se focaliser sur le comportement d'une personne, plutôt que sur ses déclarations. Ensuite, nous avons fait des entretiens personnels et de groupe (Focus group)⁷ avec des experts dans le domaine qui sont aux cotés de ces populations et aussi avec la cible même (entrevues

⁷ Le focus group est une méthode d'entretien de recherche utilisée pour mener une étude qualitative, donc un type d'entretien auquel plusieurs personnes participent en même temps. Le chercheur pose des questions au groupe et facilite la discussion.

dans les camps de réfugiés), les enquêtes par questionnaire sont également mises en œuvre pour avoir des données de qualité.

III.2. Les autorités ciblées

Dans le cadre de cette recherche, les autorités sont ciblées en fonction des objectifs spécifiques du projet. C'est entre autres, le gouvernement du Niger par le biais du ministère de l'Intérieur sous la commission nationale d'éligibilité au statut des réfugiés (CNE) , le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui est un partenaire stratégique pour les Etats sur la question des réfugiés, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) qui est aussi un partenaire agissant dans le sens de la protection des droits de l'enfant partout à travers le monde, jouent un rôle crucial dans la coordination de l'aide humanitaire et la fourniture de services aux réfugiés au Niger. Le programme alimentaire mondial (PAM) pourrait aussi intervenir pour la construction de la cantine et le ravitaillement des autres existantes.

En plus, Les ONG internationales et locales qui agissent dans le sens de garantir une éducation de qualité aux enfants impliqués dans l'aide humanitaire et le développement on peut citer Save the Children. Elles fournissent une assistance directe aux réfugiés, soutiennent les communautés d'accueil, et plaident en faveur des droits des réfugiés.

III.3. Populations ciblées

Les populations ciblées sont les enfants des réfugiés âgés de 5 à 15 ans présents sur le site urbanisé de Ouallam, principalement ceux qui devraient être inscrits à l'école, en mettant un accent particulier sur ceux qui ne sont pas encore scolarisés. Les Familles et Parents Réfugiés pour les sensibiliser sur l'importance de l'éducation et les encourager à inscrire et maintenir leurs enfants à l'école. Surtout les Femmes et Mères qui sont les principales responsables de l'éducation des enfants, elles joueront un rôle clé dans le soutien des initiatives éducatives.

IV. Recommandations

- **Message clé du plaidoyer**

Chaque enfant a le droit fondamental à une éducation de qualité, quel que soit son statut ou ses origines comme le reconnaissent l'Article 28⁸ de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Article 26⁹ de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les principes de l'UNICEF. Les enfants réfugiés de Ouallam méritent les mêmes opportunités d'apprentissage et de développement que tous les autres enfants. En fournissant des infrastructures scolaires adéquates, des enseignants bien formés et un soutien complet à leurs familles, nous pouvons garantir qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Ensemble, engageons-nous à respecter ce droit et à construire un avenir où chaque enfant peut s'épanouir, réussir et contribuer positivement à la société. Investir dans l'éducation des enfants réfugiés, c'est investir dans notre avenir commun.

- **Recommandation pour les parties prenantes**

- Pour le Gouvernement du Niger : c'est de mettre en place des politiques et des cadres juridiques solides pour protéger les droits des réfugiés, en garantissant leur accès à une éducation de qualité.
- Pour ce qui est des Agences des Nations Unies et organisations internationales : c'est de coordonner les efforts pour fournir une assistance humanitaire efficace, coordonnée et adaptée aux besoins des réfugiés de Ouallam en termes d'éducation, d'enseignement scolaire. Il faut investir en ce sens. Surtout la construction et le ravitaillement des cantines, on ne cesserait de l'évoquer c'est ce qui maintient les enfants à l'école.
- Pour les Organisations non gouvernementales (ONG) : l'essentiel serait de mobiliser les ressources nécessaires pour fournir une assistance directe aux réfugiés de Ouallam pour éradiquer l'extrême pauvreté dans laquelle ils vivent, cela les met dans une position à user des enfants comme main d'œuvre et cela les empêche d'avoir suffisamment de temps à consacrer à l'école. Sensibiliser les parents

⁸ Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances : article 28 de la convention relative au droit de l'Enfant.

⁹ Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. Article 26 de la DUDH.

sur l'importance d'une éducation de qualité gage d'un avenir radieux.

Références bibliographiques

1. Chiffres CNE ; Statistiques globales désagrégées par sexe et tranches d'âges site urbanisé de Ouallam
2. Liste des élèves réfugiés de Ouallam ADES 24
3. Mobilité et conflit dans le Liptako-Gourma Conflict Research Unit at Clingendael
4. Par Rida Lyammouri | Mars 2020 page 13
5. Crise au Sahel : réponse d'urgence et de protection du HCR ; Février 2022
6. Décret n° 98-382/PRN/MI/AT du 24 décembre 1998, déterminant les modalités d'application de la Loi n° 97-016 du 20 juin 1997, portant statut des réfugiés au Niger.
7. <https://www.scribbr.fr/methodologie/focus-group/>

Genre et protection des personnes déplacées internes au Sahel : cas du Niger

Par Nana Firdaoussi Adamou

Introduction

Au Sahel et plus particulièrement au Niger, les conflits armés, les violences intercommunautaires et les impacts du changement climatique ont engendré un déplacement massif de populations internes. Les femmes et les enfants, qui représentent une part significative de ces personnes déplacées¹⁰, sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation.

En effet, la question de la protection des personnes déplacées internes (PDI) est cruciale, mais les besoins spécifiques des femmes et des filles ne sont souvent pas suffisamment pris en compte dans les stratégies de réponse. Cette négligence crée un environnement où les violences basées sur le genre prolifèrent, compromettant la sécurité et la dignité des plus vulnérables.

Cependant, des études récentes montrent qu'il y a un nombre important de déplacées internes au Niger avec environ 407 400 personnes à la fin du mois de mai 2024, 80% de femmes et enfants, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) mais aussi le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC) a fait état de plus de 170 858 personnes sinistrées à la date du 6 novembre 2023 (85 258 femmes, 85 560 hommes, 47 840 filles, 47 669 garçons, 7 005 personnes âgées, 75 349 adultes). Ainsi, pour ce qui est de la circonscription territoriale de notre étude qui se limite à la région de Tillabéri (déplacées internes pour cas de conflits armés) et de Niamey (sinistrés/relocalisés pour

¹⁰ L'expression « déplacement interne » désigne « le mouvement, l'évacuation ou la réinstallation involontaires ou forcés des personnes ou groupes de personnes à l'intérieur des frontières internationalement reconnues d'un État ». Voir Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), 52 I.L.M. 400, 22 octobre 2009, (entrée en vigueur le 6 décembre 2012) (Convention de Kampala), art. 1, par. 1, disponible sur : https://au.int/sites/default/files/treaties/36846-treaty-0039_kampala_convention_african_union_convention_for_the_protection_and_assistance_of_internally_displaced_persons_in_africa_f.pdf.

cas d'inondations) il y a respectivement 223 950 et 4917 déplacées internes. Il faut retenir que le déplacement interne peut survenir à la suite de la liste non exhaustive de causes suivantes : Un conflit armé, catastrophes, violence généralisée, atteintes aux droits de l'Homme...¹¹

Ainsi, le Niger fait face à une menace terroriste persistante, notamment de la part de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Les attaques armées, les enlèvements et les actes de banditisme sont fréquents dans ces régions, entraînant des déplacements de populations et des perturbations sociales.

Le changement climatique et ses effets, comme les inondations au Niger, ont entraîné des déplacements internes massifs des populations également. Ces phénomènes climatiques extrêmes détruisent des habitations et des infrastructures essentielles, forçant des milliers de personnes à quitter leurs foyers, dans la majorité des cas relocalisés sur de nouveaux sites ou s'installent dans les écoles en attendant le retrait des eaux. Notre position est claire : la protection des femmes et des filles doit être au cœur des stratégies de réponse humanitaire.

L'absence de prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des filles dans les réponses humanitaires non seulement aggrave leur vulnérabilité, mais compromet également la stabilité et la résilience des communautés déplacées. Une approche inclusive est essentielle pour une protection holistique et durable des PDI. Cette approche doit inclure des mesures spécifiques pour prévenir les violences basées sur le genre, garantir l'accès aux services essentiels, et promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

I. Analyse contextuelle

Le Niger, au cœur du Sahel, est confronté à une crise humanitaire prolongée due à une combinaison de conflits armés, d'extrémisme violent, et de catastrophes climatiques. En effet, jadis les conflits armés, la rébellion touarègue dans les années 1990 et les tensions intercommunautaires, ont

¹¹ Protéger les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'attention des Institutions Nationales des Droits de l'Homme.

entraîné des déplacements internes de populations, notamment dans les régions du nord du Niger. L'opinion publique nationale et internationale a été ainsi inondée d'informations catastrophistes relatives à des « massacres de populations touarègues », au « génocide d'un peuple fier et noble persécuté par les régimes du Niger... »¹²

Vers 2015, les attaques du groupe militant Boko Haram au Nigeria voisin ont également provoqué des déplacements internes au Niger, en particulier dans les régions frontalières du sud-est du pays, où les populations ont fui les violences et les persécutions. Car Initialement, face à Boko Haram, le Niger a d'abord opté dans un premier temps pour une « relative tolérance, surveillance des prêches et actions ponctuelles de fermeté ».¹³

Récemment, la zone du Liptako-Gourma, ou la zone des trois frontières, entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso fait face à des attaques multiples de la part des Groupes Armés Non Etatiques (GANES). Ils mènent des attaques contre les forces de sécurité nigériennes, et les populations civiles ce qui a fait de la région de Tillabéri en raison de sa proximité avec des zones instables l'une des régions du Niger ayant le plus de PDI et de réfugiés.

Cependant, le Niger, situé au cœur du Sahel, désertique aux trois quarts, est fréquemment exposé et affecté par des sécheresses.¹⁴ Il est confronté à des défis environnementaux, notamment la désertification, la dégradation des terres, les inondations, qui ont entraîné des déplacements internes de populations rurales à la recherche de terres arables et de pâturages pour leur bétail.

Dans le moyen Niger depuis les années 2000, les inondations sont de plus en plus fréquentes et dramatiques. Ces dernières années, les principales

¹² Patrick Poivre d'Arvor, recevant Mano Dayak dans une de ses émissions *Ex libris*, en 1992.

¹³ Le Niger avait adopté une attitude similaire face au mouvement religieux Maitatsine dans les années 1980, à la communauté nigérienne des « talibans » inspirée par Yusuf à Kannama en 2003 ou au mouvement *Sake guere haram*. Rapport de Crisis Group, Niger : un autre maillon faible ..., op. cit., p. 44.

¹⁴ MOT DE MADAME GARAMA SARATOU RABION INOUSSA, MINISTRE de l'environnement et de la lutte contre la désertification à l'occasion de la conférence des nations unies sur l'eau l'Eau pour le climat, la résilience et l'environnement New York, états unis d'Amérique 23 mars 2023

viles riveraines du fleuve Niger ont connu des inondations historiques, avec d'importants dégâts matériels et humains. Les inondations saisonnières et les catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les tempêtes de sable ont également provoquer des déplacements internes de populations, en particulier dans les régions agricoles et pastorales du Niger.

Les impacts du déplacement sont profondément genrés. Les femmes et les filles font face à des risques accrus de violence sexuelle et sexiste, de mariages forcés et de privation de services essentiels tels que la santé reproductive et l'éducation. De plus, les structures de soutien communautaire traditionnelles, souvent fragmentées par le déplacement, ne peuvent plus jouer leur rôle de protection et d'assistance. Cette situation crée un cycle de vulnérabilité où les femmes et les filles déplacées sont continuellement exposées à des abus sans mécanismes efficaces de protection.

Les acteurs humanitaires, y compris les agences de l'ONU et les ONG internationales, reconnaissent de plus en plus la nécessité d'intégrer une perspective de genre dans leurs interventions. Cependant, les ressources et la coordination restent insuffisantes surtout avec la situation du pays sous embargo depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023. Le gouvernement nigérien, bien que conscient des enjeux, manque souvent de capacités pour répondre efficacement aux besoins spécifiques des femmes déplacées. Les communautés locales, quant à elles, jouent un rôle clé mais nécessitent un soutien renforcé pour protéger et autonomiser les femmes et les filles déplacées.

L'intégration d'une perspective de genre dans les interventions de protection des PDI est non seulement une obligation morale mais également une exigence légale au regard des conventions internationales. Cela permet d'assurer une réponse humanitaire plus efficace, en ciblant les besoins réels et en renforçant la résilience des communautés. De plus, la protection des femmes et des filles est essentielle pour la paix et la sécurité durables dans la région. Ignorer cette dimension compromet la durabilité des efforts humanitaires et peut prolonger les crises humanitaires.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

Notre objectif est de promouvoir une approche inclusive et sensible au genre dans les stratégies de protection des personnes déplacées internes au Niger.

- Renforcer les capacités des acteurs locaux et internationaux pour intégrer/respecter la dimension genre dans leurs interventions. Organiser des sessions de formation et des ateliers de sensibilisation pour les acteurs humanitaires, les autorités locales et les membres de la communauté ;
- Sensibiliser les autorités nationales et locales sur les besoins spécifiques des femmes et des filles déplacées. Mettre en place des campagnes de plaidoyer et des forums de discussion avec les décideurs politiques et les leaders communautaires ;
- Assurer l'accès des femmes et des filles déplacées à des services essentiels et adaptés à leurs besoins et à leur autonomisation. Développer des programmes de santé reproductive, de soutien psychosocial et d'éducation spécifiques pour les femmes et les filles déplacées.

Il est important de savoir que l'atteinte de ses objectifs contribuera à une amélioration significative de la sécurité et du bien-être des femmes et des filles déplacées, en favorisant une réduction des incidents de violence basée sur le genre et augmentation de l'accès aux services de protection et de soutien. Mais aussi une meilleure coordination entre les différents acteurs humanitaires et les autorités locales à travers une création de mécanismes de coordination efficaces et de partage d'informations entre les différents acteurs impliqués dans la protection des PDI. Enfin, un accès accru aux services de santé reproductive, de soutien psychosocial et d'éducation pour les femmes et les filles déplacées, en vue de l'augmentation du nombre de femmes et de filles bénéficiant de ces services et amélioration de leur qualité de vie.

III. Approche

Dans l'optique de comprendre les réalités du terrain nous avons effectué une sortie sur le terrain dans la région de Niamey au niveau du 5eme arrondissement ce qui n'a pas été possible pour la région de Tillabéri qui est confrontée à des défis d'accès humanitaire en raison de l'insécurité provoquée par les GANE qui opèrent dans plusieurs localités de la région. Les acteurs humanitaires font face à des risques liés aux déplacements sur le terrain. Les incidents tels que le vol de véhicules et de matériel, les enlèvements, se poursuivent, en raison de la situation sécuritaire précaire¹⁵. Mais quand même des points de vu ont été recueillis pour avoir une idée de la vie des PDI.

En effet, cela vise à analyser les conditions de vie et les perceptions des sinistrés relocalisés du quartier Gaweye vers Seno, ainsi que ceux qui sont retournés dans les anciens endroits inondés de Gaweye.



Zone inondée du quartier Gaweye, source : Adamou Nana Firdaoussi

Cette étude est basée sur des interviews de 30 ménages (15 ménages relocalisés à Seno, 15 ménages retournés dans les anciens endroits inondés de Gaweye). L'objectif principal est de comprendre les impacts de la relocalisation sur ces populations, leurs niveaux de satisfaction et les défis

¹⁵ OCHA : Tillabéri : Analyse situationnelle trimestrielle au 30 juin 2023

qu'ils rencontrent. La collecte de données s'est faite à travers des interviews semi-structurées.



Les familles retournées sur les zones inondables de Gaweye, source Adamou Nana Firdaoussi

Les déplacées sur le site de Seno pour diverses raisons retournent sur les lieux inondables après le retrait des eaux.



Site des sinistrés de Séno à Niamey, source : Adamou Nana Firdaoussi

Par exemple certains pères de famille du fait de la distance avec leurs lieux de travaux choisissent de revenir, d'autres parce qu'ils n'arrivent pas à s'adapter ou même parce qu'ils sont encore dans des tentes, les femmes n'arrivent plus à faire leurs activités génératrices de revenus du fait de la distance avec les autres quartiers, les enfants surtout les jeunes filles ne partent presque plus à l'école parce qu'ils doivent aller chercher de l'eau au niveau du forage...

Alors pour mieux prendre en compte le genre dans la protection des personnes déplacées internes nous pouvons organiser des ateliers et des sessions de formation pour les acteurs humanitaires et les autorités locales sur l'intégration de la dimension de genre. Ainsi, ces sessions couvriront des sujets tels que la reconnaissance et la réponse aux violences basées sur le genre, l'importance de la santé reproductive, et les méthodes pour créer des environnements sécurisés pour les femmes et les filles déplacées.

Cependant, nous allons également renforcer les collaborations entre les agences de l'ONU, les ONG locales et internationales, et les groupes de femmes pour une réponse coordonnée et efficace. « L'aide qui n'aide pas à se départir de l'aide n'est pas une aide » dicit Thomas Noël Isidore Sankara. Il faut aider ces populations à être autonome. Il est donc impératif de mener des programmes de formation professionnelle et de développement des compétences adaptés aux besoins du marché du travail local, en offrant aux femmes déplacées internes des opportunités d'apprentissage dans des domaines tels que l'agriculture, l'artisanat, le commerce et les services.

Cependant, surtout faciliter l'accès des femmes déplacées internes aux services financiers, tels que les microcrédits, les groupes d'épargne et de crédit, et les programmes d'inclusion financière, pour leur permettre de démarrer ou de développer leurs propres entreprises et activités génératrices de revenus.

- **Autorités ciblées**

- Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
- Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes
- Gouverneurs et autorités locales des régions affectées

- **Populations (bénéficiaires) ciblées**

- Femmes et filles déplacées internes
- Communautés hôtes

- Acteurs locaux de la société civile

IV. Recommandations

- L'intégration de la dimension genre est cruciale pour une réponse humanitaire efficace et durable ;
- La protection des femmes et des filles déplacées est essentielle pour la stabilité et la résilience des communautés ;
- Les ressources et les efforts doivent être concentrés sur la création de services adaptés et accessibles pour les femmes déplacées.

Recommandations pour les parties prenantes

• Gouvernement

- Renforcer les cadres législatifs et les politiques de protection des PDI en intégrant une perspective de genre ;
- Amender les lois existantes pour inclure des dispositions spécifiques à la protection des femmes et des filles déplacées. Allouer des ressources budgétaires spécifiques pour les programmes de protection basés sur le genre ;
- Développer des programmes spécifiques pour l'autonomisation économique des femmes déplacées ;
- Mettre en place des formations professionnelles et des initiatives de microcrédit pour aider les femmes à développer des compétences et des moyens de subsistance durables.

• Agences humanitaires

- Adopter des stratégies et des programmes sensibles au genre, et assurer une formation continue des équipes sur le terrain ;
- Intégrer des évaluations de genre dans toutes les phases des projets humanitaires, de la conception à l'évaluation. Former régulièrement le personnel sur les questions de genre et les techniques de protection ;

- Collaborer avec les organisations locales pour une réponse plus efficace et adaptée aux contextes spécifiques ;
 - Établir des partenariats avec des groupes locaux de femmes et des organisations communautaires pour assurer que les interventions sont culturellement appropriées et répondent aux besoins réels des bénéficiaires.
- **Communautés locales**
 - Sensibiliser les leaders communautaires et les impliquer dans la protection et l'autonomisation des femmes et des filles déplacées ;
 - Organiser des sessions de sensibilisation avec les leaders traditionnels et religieux pour discuter des impacts du déplacement sur les femmes et promouvoir des pratiques protectrices ;
 - Encourager la participation des femmes dans les processus décisionnels communautaires ;
 - Créer des plateformes et des comités où les femmes peuvent exprimer leurs préoccupations et participer activement à la planification et à la mise en œuvre des initiatives communautaires.

REFERENCES

1. L'expression « déplacement interne » désigne « le mouvement, l'évacuation ou la réinstallation involontaires ou forcés des personnes ou groupes de personnes à l'intérieur des frontières internationalement reconnues d'un État ». Voir Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), 52 ILM. 400, 22 octobre 2009, (entrée en vigueur le 6 décembre 2012) (Convention de Kampala), art. 1, par. 1, disponible sur : https://au.int/sites/default/files/treaties/36846-treaty-0039__kampala_convention_african_union_convention_for_the_protection_and_assistance_of_internally_displaced_persons_in_africa_f.pdf.

2. Protéger les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'attention des Institutions Nationales des Droits de l'Homme
3. NIGER- DEPLACEMENTS INTERNES, RAPPORT SUR L'EVALUATION DES VILLAGES, OIM, AVRIL 2023
4. Patrick Poivre d'Arvor, recevant Mano Dayak dans une de ses émissions Ex libris, en 1992. Le Niger avait adopté une attitude similaire face au mouvement religieux Maitatsine dans les années 1980, à la communauté nigérienne des « talibans » inspirée par Yusuf à Kannama en 2003 ou au mouvement Sake guere haram. Rapport de Crisis Group, Niger : un autre maillon faible ..., op. cit., p. 44.
5. Mot de Madame Garama Saratou Rabion Inoussa, Ministre de l'environnement et de la lutte contre la désertification, à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur l'eau pour le climat, la résilience et l'environnement, New York, Etats Unis d'Amérique, 23 Mars 2023
6. Évolution des caractéristiques pluviométriques et recrudescence des inondations dans les localités riveraines du fleuve Niger : Bahari Ibrahim Mahamadou, Ibrahim Bouzou Moussa et Oumarou Faran Maiga, 2018. <https://doi.org/10.4000/vertigo.19891>
7. Chatgpt pour la mise en forme et correction des fautes.
8. Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (2024). Rapport sur les déplacés internes au Niger.
9. Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC). (2023). Rapport sur les personnes sinistrées au Niger.
10. International Crisis Group. (2019). Niger : un autre maillon faible. Rapport de Crisis Group.
11. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). (2020). Niger : Crise humanitaire prolongée.

12. Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2021). Climate Change 2021: The Physical Science Basis.
13. United Nations Environment Programme (UNEP). (2020). Climate Change and Displacement in Africa.
14. ONU Femmes. (2022). Rapport sur la violence basée sur le genre dans les situations de déplacement.
15. Human Rights Watch. (2021). Niger: Addressing Gender-Based Violence.
16. World Bank. (2021). Empowering Women in Conflict-Affected Areas: A Guide for Practitioners.
17. International Labour Organization (ILO). (2019). Training and Employment Opportunities for Women in Niger.
18. African Union. (2009). Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala).
19. United Nations. (1998). Guiding Principles on Internal Displacement.

Chapitre 3 : Résilience face aux crises et maintien des jeunes en parcours scolaire

Face aux crises multidimensionnelles qui secouent la région sahélienne, les jeunes se retrouvent confrontés à des défis majeurs pour poursuivre leurs parcours éducatifs. Au Mali, le phénomène de l'abandon scolaire, accentué par des conditions socio-économiques précaires, pousse de nombreux enfants et adolescents à retarder les bancs de l'école pour s'engager dans de petits métiers afin de subvenir aux besoins de leurs familles. En parallèle, le contexte de conflits armés et d'insécurité affecte particulièrement les jeunes filles au Niger, les exposant non seulement à l'abandon scolaire mais aussi aux risques de violences et de mariages forcés. Les crises sécuritaires aggravent la précarité des infrastructures éducatives, limitant encore davantage l'accès à une éducation continue des enfants et des jeunes.

Les solutions envisagées pour renforcer la résilience et favoriser le maintien scolaire mettent en avant l'importance d'une réponse multisectorielle impliquant les communautés locales, les ONG et les pouvoirs publics. Il s'agit notamment d'initiatives de soutien financier pour les familles, de programmes éducatifs flexibles, et de mesures de sensibilisation visant à encourager les familles à prioriser l'éducation malgré les contraintes économiques. Par ailleurs, au-delà des interventions éducatives, une approche inclusive et de protection est essentielle pour garantir aux jeunes, en particulier aux filles dans les zones de conflit, un environnement d'apprentissage sécurisé qui leur permet de construire un avenir plus stable.

Ce chapitre 3 se concentre sur les défis éducatifs et les facteurs d'abandon scolaire dans un contexte de crise et de conflits armés, tout en explorant des stratégies de résilience pour maintenir les jeunes dans le système éducatif et favoriser leur avenir dans des contextes sécuritaires instables.

Abandon du parcours scolaire au profit des petits métiers : Quelles solutions pour le maintien à l'école des jeunes au Mali ?

Par Abdoul Aziz SANOGO

Préambule

L'alphabétisation et la formation académique sont cruciales pour le développement d'une nation. Malgré plusieurs programmes, l'abandon précoce des parcours scolaires par les enfants et les jeunes persiste. Ce projet de recherche action participative, dans le cadre du Programme de renforcement de capacité du Gorée Institute, s'aligne avec les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Cette action de recherche menée dans un cadre local, couplé avec les rapports nationaux d'évaluation et de statistique, a permis le développement et la formulation d'un certain nombre d'action qui peuvent être traduites de façon subséquente en document de plaidoyer pour une améliorer croissante des politiques publiques dans le secteur de l'éducation.

Introduction

Le Mali a vu une hausse du taux d'instruction depuis 1960, mais les taux de scolarisation restent préoccupants, particulièrement au second cycle de l'enseignement fondamental. L'enquête de 2022 révèle que 60,4 % de la population n'a aucun niveau d'instruction, et seulement 13 % ont atteint le niveau universitaire. Ces chiffres soulignent la nécessité de solutions pour améliorer la rétention scolaire.

1. Diagnostic du problème

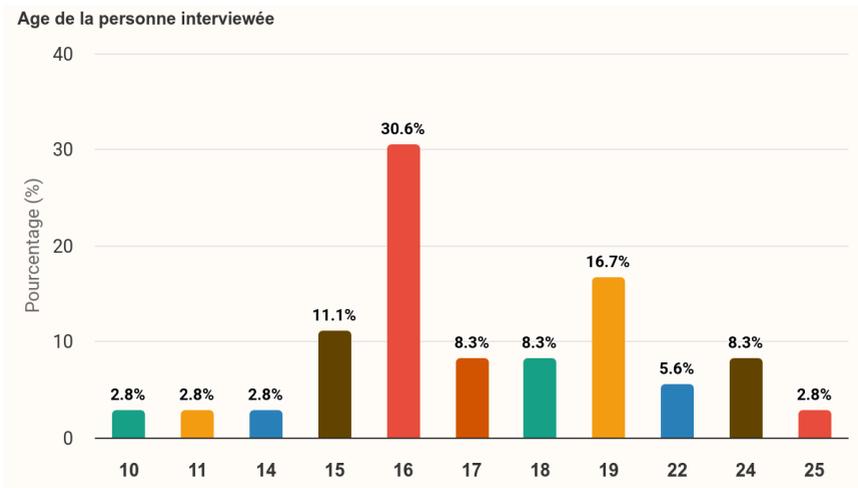
Le Mali connaît une forte tentation des jeunes et des enfants pour les petits métiers, souvent due à des difficultés financières, familiales et

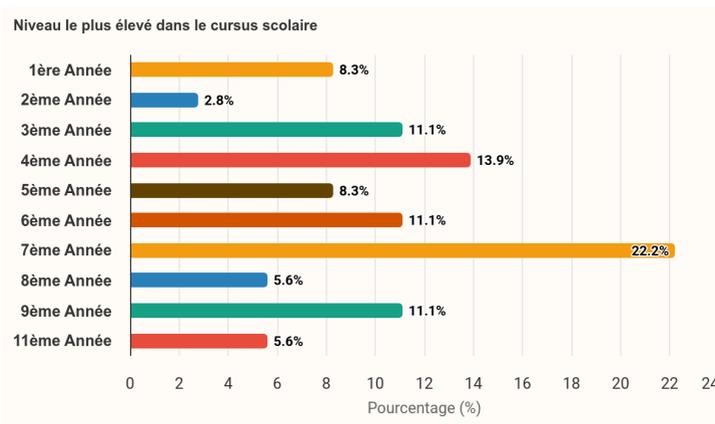
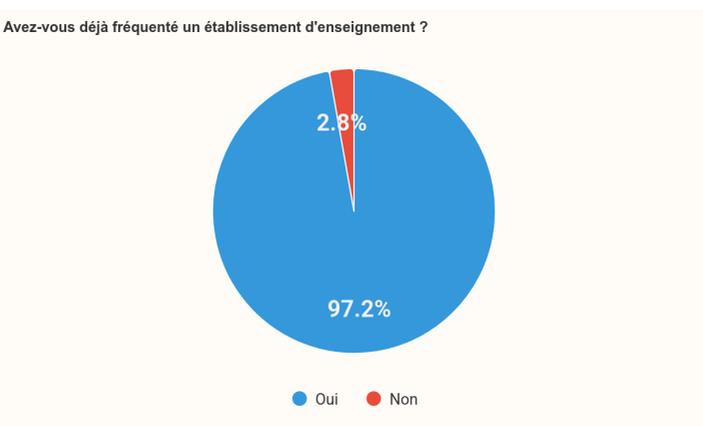
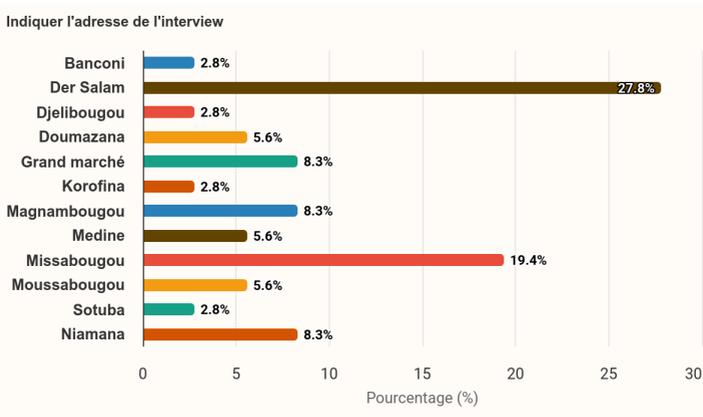
environnementales. L'enquête menée dans le district de Bamako a révélé que 97,2 % des jeunes interrogés avaient fréquenté une école avant d'abandonner.

Une nécessité de recherche de solutions s'est imposée sur cet aspect qui impacte non seulement le cadre de développement social mais également affecte les politiques publiques d'atteinte des objectifs du développement durable. Ces recherches ont décelé des raisons qui incluent : des difficultés financières, un manque de soutien familial, et des problèmes liés aux conditions d'études.

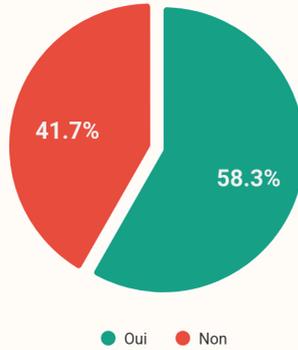
2) Recherches & Résultats

L'enquête a touché 36 enfants et jeunes de 10 à 25 ans dans 18 quartiers de Bamako. Les résultats montrent une forte tentation pour les petits métiers, surtout chez les garçons. Les filles sont moins représentées dans l'abandon scolaire. La majorité des jeunes interrogés n'ont pas de notion claire de l'importance de l'éducation. Les difficultés rencontrées incluent des problèmes financiers, un manque de soutien familial, et des conditions d'études difficiles.

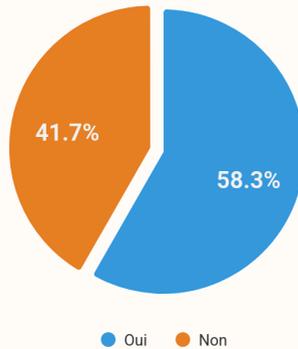




Estimez-vous être dans un environnement propice pour faire des études ?



Aimeriez-vous reprendre le cursus scolaire ?



3) Implications dans la problématique

L'abandon scolaire a des conséquences majeures sur le développement personnel des jeunes et sur le développement économique national. Le système éducatif malien est géré par plusieurs ministères, et bien que des efforts soient faits pour améliorer l'éducation, de nombreux défis subsistent.

- l'Education préscolaire ;
- l'Enseignement fondamental ;

- l'Enseignement secondaire ;
- l'Enseignement supérieur.

Le système éducatif malien comprend les types d'enseignement suivants :

- l'Education non formelle ;
- l'Education spéciale ;
- l'Enseignement normal ;
- la Formation technique et professionnelle.

Ainsi une analyse du curriculum national nous permet d'établir les implications suivantes :



I. Analyse contextuelle

I.1. Etat des lieux de la situation

L'abandon scolaire au Mali est influencé par la pauvreté, le manque d'infrastructures éducatives, et des réalités socio-culturelles. Les jeunes

quittent souvent l'école pour aider financièrement leur famille et pour d'autres motifs.

I.2. Problématique

L'abandon scolaire limite les opportunités de développement des jeunes, réduit leur employabilité, et affecte la productivité nationale. Il renforce également les cycles de pauvreté et les inégalités sociales.

I.3. Positions des différentes parties prenantes

- **Gouvernement** : Conscient de l'importance de l'éducation, mais confronté à des défis de financement et de gestion.
- **Communautés locales et familles** : Préfèrent souvent que les enfants travaillent pour contribuer aux revenus familiaux.
- **ONG et organisations internationales** : Soutiennent les initiatives éducatives et plaident pour des approches intégrées tenant compte des réalités socio-économiques.
- **Enseignants et personnel éducatif** : Essentiels à la mise en œuvre des programmes éducatifs, mais souvent confrontés à des conditions difficiles.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif Principal

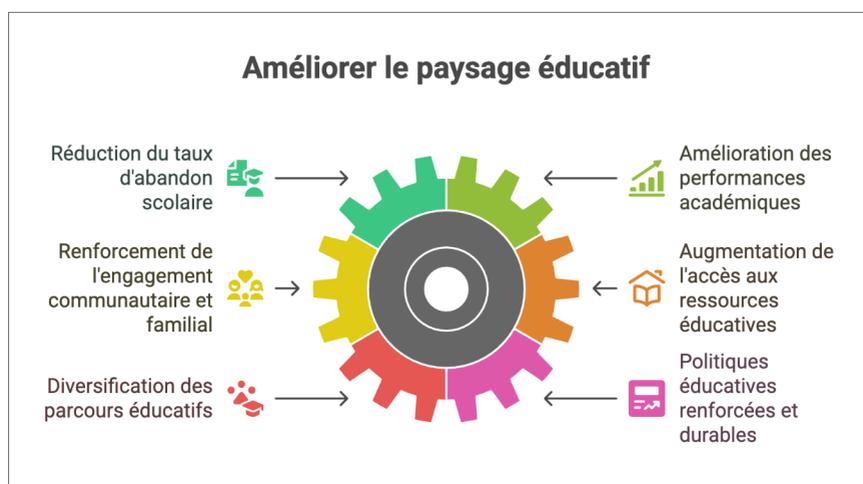
Réduire significativement le taux d'abandon scolaire et académique chez les jeunes et les enfants en mettant en place des mesures soutenables qui favorisent leur maintien à l'école et leur épanouissement éducatif.

II.2. Objectifs Spécifiques

- Sensibiliser et mobiliser les communautés et les familles sur l'importance de l'éducation ;

- Améliorer la qualité de l'enseignement et des infrastructures éducatives ;
- Mettre en place des mécanismes de soutien financier et matériel pour les familles défavorisées ;
- Développer des alternatives éducatives flexibles et adaptées ;
- Renforcer les politiques éducatives inclusives et les partenariats multi-sectoriels ;

II.3. Résultats et Changements Attendus



En mettant en œuvre ces objectifs et en atteignant ces résultats, le plaidoyer vise à créer un environnement où chaque enfant a la possibilité de recevoir une éducation de qualité, de réaliser son potentiel et de contribuer positivement à la société.

III. Approche

Pour développer une approche méthodologique efficace pour le plaidoyer sur la question de l'abandon scolaire en faveur des petits métiers, nous proposons les éléments clés suivants :

III.1. Méthodologie à Adopter

- Sensibilisation et Mobilisation Communautaire ;
- Etablir un programme de Plaidoyer Politique ;
- Etablir un partenariat Multi-sectoriel ;
- Formation et Renforcement de Capacités ;
- Suivi et Évaluation.

III.2. Autorités Ciblées

- Le Gouvernement à travers le Ministère en charges des questions éducationnelles ;
- L'administration Locale ;
- Leaders Communautaires.

III.3. Populations Bénéficiaires Ciblées

- Enfants et Jeunes ;
- Familles et Communautés ;
- Groupes Vulnérables ;

En adoptant cette méthodologie, nous estimons possible de créer un cadre efficace qui adresse les défis spécifiques liés à l'abandon scolaire en faveur

des petits métiers, tout en promouvant une éducation de qualité et inclusive pour tous.

IV. Recommandation

Ensemble véhiculons ce message :

L'éducation est la clé du développement durable. Investir dans l'éducation des enfants et des jeunes non seulement améliore leurs perspectives d'avenir mais renforce également la productivité nationale et réduit les inégalités sociales.

Recommandations & finalités

Pour les parties prenantes à savoir :

1. Gouvernement :

- **Finalité** : Garantir un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants et jeunes.
- **Recommandation** : Augmenter l'allocation budgétaire pour l'éducation afin de soutenir l'amélioration des infrastructures scolaires, la formation des enseignants et l'accès aux ressources éducatives.

2. Communautés et Familles :

- **Finalité** : Renforcer le soutien familial et communautaire à la scolarisation des enfants.
- **Recommandation** : Sensibiliser les familles sur les avantages à long terme de l'éducation et encourager leur implication active dans la gestion des écoles et le suivi du parcours scolaire des enfants.

3. Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Organisations Internationales :

- **Finalité** : Renforcer les initiatives éducatives et promouvoir des approches inclusives.
- **Recommandation** : Collaborer avec les gouvernements et les communautés pour développer des programmes éducatifs adaptés aux besoins locaux, soutenir les enfants vulnérables et promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation.

4. Entreprises et Secteur Privé :

- **Finalité** : Contribuer au développement de compétences et à l'employabilité des jeunes.
- **Recommandation** : Établir des partenariats avec les écoles et les programmes de formation professionnelle pour offrir des stages, des bourses et des opportunités d'apprentissage pratique aux jeunes.

Références bibliographiques

1. Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). -Enquête Modulaire Et Permanente Auprès Des Ménages (EMOP), Rapport D'analyse Premier Passage 2016 - Août 2016.
2. Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). -Enquête Modulaire Et Permanente Auprès Des Ménages (EMOP), Rapport d'Analyse de Synthèse du Premier Passage (Janvier - Mars 2021) - Juillet 2022.
3. Présidence de la République -Loi N°99 - 046/ DU 28 DEC. 1999, Portant Loi d'Orientation sur l'Éducation.
4. Ministère en Charge du Secteur de l'Éducation et de la Formation Professionnelle -Etats Généraux de l'Éducation (EGE), Rapport de Synthèse des Etats Généraux de l'Éducation - Aout 2023-Fevrier 2024

Impact des conflits armés sur l'avenir des jeunes filles : état des lieux et perspectives, cas du Niger

Par Malika Mohamed Yahaya Baaré

Introduction

Au cours des cinq dernières années, la région du Liptako-Gourma (Niger, Mali et Burkina Faso) a connu une hausse des violences plus rapide comparativement aux autres régions en Afrique. Comme ses régions frontalières, le Niger, est malheureusement touché par des conflits armés et des crises sécuritaires. Les groupes armés et les mouvements terroristes ciblent des communautés vulnérables et mènent des attaques qui ont entraîné des déplacements massifs, des pertes en vies humaines et des traumatismes profonds.

Depuis de nombreuses années, la zone sahélienne rongée par une instabilité liée aux conflits armés et au terrorisme, constitue une menace grave pour la région et ses habitants. Ces conflits ont un impact profond et dévastateur sur des groupes spécifiques, en particulier les jeunes filles qui sont vulnérables. Face aux actes de violence et aux attaques indiscriminées, elles sont souvent victimes d'enlèvement, exposées à des abus, mariages forcés et sont privées de leurs droits fondamentaux. Cette présence constante de l'activité terroriste dans la région menace aussi bien la sécurité et la stabilité du pays, mais également le bien être de sa population.

Dans un tel contexte de conflit, les besoins spécifiques des adolescentes sont insatisfaits voire ignorés. La situation déjà instable, la présence des hommes armés et l'insécurité omniprésente ont un impact sur l'accès aux besoins essentiels. Dans certaines zones, les aliments sont plutôt inaccessibles que rares : il est dangereux d'aller dans les champs ou au marché. Étant donné que les points d'eau proches des habitations sont détruits, les filles sont exposées à davantage de risques quand elles vont chercher de l'eau.

La violence et la crainte de la violence font partie du quotidien des adolescentes et elles doivent également affronter leur vulnérabilité face à « la violence quotidienne fondée sur le genre », dont les mariages forcés, le viol, la violence physique et sexuelle ou encore l'exploitation sexuelle, qui augmente dans les situations de crise. Pendant ces conflits, plusieurs formes de violence sont perpétrées contre la population dans son ensemble, et les filles et les femmes les ont subies comme tout le monde. On peut citer, à titre illustratif, la perte des membres de la famille, le nombre élevé d'enfants devenus orphelins, les attaques des groupes de milices armées infligées aux populations, le déplacement forcé, la destruction de la propriété familiale.

Ces attaques ont créé un climat d'insécurité et de peur, affectant profondément la vie quotidienne des jeunes filles, limitant ainsi leur accès à l'éducation et à la santé. Les familles contraintes de fuir, laissant derrière elles leurs biens et leurs moyens de subsistance. Cependant, outre ces violences d'ordre général, plusieurs autres formes de violence ont été particulièrement dirigées contre les filles. Elles sont groupées en trois catégories : l'enlèvement par les combattants, les violences sexuelles, la stigmatisation et la discrimination.

A l'issue de la collecte de données, les résultats se sont avérés particulièrement satisfaisants. Les hypothèses posées ont pu être largement confirmées. L'étude menée sur trois groupes âgés de 10 à 14 ans, de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans a mis en lumière l'aventure des déplacés internes ainsi que des réfugiés depuis le début des hostilités, les obstacles rencontrés lors du parcours, l'accès aux services sociaux de base avant et après le déplacement, ainsi que leurs aspirations. Prime abord, s'agissant des déplacés internes ou des émigrés, le motif de déplacement pour la majorité reste l'insécurité. En effet, la revue documentaire a démontré que l'instabilité causée par la persistance des conflits armés était à l'origine des fuites domiciliaires. Cependant, les conflits intercommunautaires provoqués par les différents acteurs sont devenus une source de déplacement.

Dans des zones déclarées dangereuses et vulnérables, des précautions doivent être prises pour assurer la survie des populations fragiles et exposer. Les différents groupes abordés ont énuméré les difficultés et les obstacles

rencontrés lors de leur déplacement. On constate un manque de moyens de déplacement, qui découle de la responsabilité du gouvernement, d'un manque de moyens de subsistance dû à leur situation critique, d'un manque de protection dont le principal fautif n'est ni l'État ni les différents organismes. Par ailleurs, les jeunes filles âgées de 15 à 19 ans, constituant la souche la plus vulnérable et la plus fragile ont affirmé qu'elles ont été victimes de viols pendant le déplacement.

Outre, les violences subit, la perte de plusieurs compagnons, les cadavres rencontrés, ainsi que les blessés tout au long du trajet ont laissé des séquelles dans la vie des jeunes filles. Toutefois, le voyage qui peut durer des jours voire des semaines en raison des épreuves, des dangers et des risques, les jeunes filles démunis ont besoin d'une assistance immédiate, vitale pour leur survie. Une fois dans les sites d'accueil, l'objectif est de trouver refuge, parallèlement d'intégrer un cadre pouvant porter assistance et surtout contenant des approvisionnements convoités par les victimes. Elles témoignent n'avoir pas eu accès aux sources d'eau pendant leur périple, ce qui à causer la mort de plusieurs individus.

Nonobstant, accueillant différentes tranches d'âges, différents profils, différents sexes, les besoins sont spécifiques à chaque jeune. Malgré les conditions et l'harmonie dans lesquelles elles séjournent, les jeunes filles déclarent être isolées de toute initiative les concernant. Elles prétendent peu voire l'absence d'opportunités d'apprentissage en vue d'une autonomisation. Certaines étudient, d'autres pratiquent la couture, la coiffure ou encore le maquillage. Puisque les besoins des jeunes filles sont atypiques compte tenu de leur personnalité, les attentes vont également être spécifiques. C'est pourquoi certaines affirment ne pas être satisfaites. Il s'agit ici de considérer toutes les différentes souches et à cet effet adopter des initiatives, des décisions adaptées à chaque catégorie.

Aussi, un élément très important qui a été relevé est qu'elles sont généralement privées du droit d'expression et que la négation de ce droit est indéniablement un des facteurs à l'origine de leur manque d'ambition. Elles ont donc besoin d'être plus impliquées et de prendre la parole dans les prises de décisions. Cependant, en vue des circonstances et des évènements antérieures, certaines veulent retourner sur les bancs à condition que la

situation le permette alors que d'autres espèrent un appui financier et un accompagnement de la part des organismes. Naturellement, d'autres couches sont pessimistes et préfèrent laisser la nature déterminer leur sort.

I. Analyse contextuelle

Depuis les années 2000, le Sahel est confronté à une insurrection djihadiste rythmée par de nombreuses attaques terroristes meurtrières. Vaste territoire aride s'étendant de l'Atlantique à la mer Rouge, le Sahel est le théâtre d'une guerre qui oppose de nombreux protagonistes. Cette crise trouve son origine dans la guerre civile algérienne, avec l'implantation dans la région de rebelles djihadistes algériens. « En 2003, ces derniers s'installent notamment au Mali, où ils s'allient avec des tribus locales et commettent des attaques terroristes. La situation s'aggrave avec l'arrivée de djihadistes et de rebelles Touaregs, pour donner suite à la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 ».

Depuis, les groupes armés se sont multipliés, la présence dans la région de l'opération française Barkhane, mais aussi de la mission de l'ONU au Mali (Minusma) ou encore la lente mise en place du G5 Sahel, ne semblent pas endiguer le phénomène. Région désertique et très convoitée, les frontières poreuses entre les Etats, permet aux terroristes de s'installer et d'exploiter confortablement les caractéristiques du Sahel. Échappant au contrôle des autorités locales, c'est dans ce lieu de transition idéal pour le trafic d'armes, de drogue, de migrants et de matières premières, qu'ils y trouvent refuge tout en exploitant la pauvreté, l'instabilité politique et les rivalités entre les différentes communautés.

Ces djihadistes sont motivés par une idéologie extrémiste qui interprète l'islam de manière radicale. Ils cherchent à imposer leur vision de la charia et à établir un Etat islamique dans la région. Leur idéologie justifie souvent l'utilisation de la violence et de la terreur pour atteindre leurs objectifs. « Diffusant un islam radical, le but des djihadistes est d'établir un califat, c'est-à-dire un système de gouvernance basé sur la charia (loi islamique). Dans ce califat, débarrassé de toute influence occidentale, la musique, la vente et la consommation d'alcool, de drogues et de cigarettes sont interdites et les femmes doivent porter le voile. Les crimes et les délits sont

jugés par des tribunaux islamiques ; les peines appliquées sont les coups de fouet, l'amputation, la lapidation et la mort ».

Ces groupes djihadistes ont malheureusement ciblé et affecté de nombreuses jeunes filles dans la région. Leurs tactiques consistent à enlever les jeunes filles, à abuser d'elles et à les endoctriner de sorte à les faire adhérer. Cette privation des droits a eu un impact dévastateur sur leur vie et leur avenir. « L'Unicef rappelle qu'en 2020, dans la région du Sahel, plus de huit millions d'enfants de 6 à 14 ans ne sont pas scolarisés, soit près de 55 % de cette tranche d'âge et que la destruction des écoles ne fait qu'accentuer un problème structurel de fond. Au Mali, l'agence de l'ONU estime à 1 664 le nombre d'écoles fermées, privant 500 000 élèves de classe, et plus de 700 au Niger. Dans ce pays, la plupart des écoles fermées sont dans la région de Tillabéri, dans le Liptako-Gourma, entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, où l'implantation de l'EIGS est très forte ».

De nombreux observateurs soulignent que l'éducation est le principal enjeu dans la guerre d'une compétition idéologique ; donc pour les djihadistes, l'enseignement du français doit être remplacé par celui de l'arabe et du Coran. Les filles et les garçons doivent être séparés et les enseignantes voilées : « Ils disent que l'école des Blancs est haram. Ils préfèrent l'école coranique », témoigne un habitant dans le journal *Le Sahélien*. Au milieu des instabilités régionales, tous les individus sont victimes de violations des droits humains, aussi bien les populations civiles et les chefs locaux que le personnel administratif et humanitaire.

Malheureusement, les jeunes filles impliquées jouent un rôle différent, bien que ces cas restent minoritaires par rapport aux hommes. Enlevées pour servir d'esclaves sexuelles ou encore de servantes, elles se retrouvent priver d'éducation, contraintes à endurer de graves souffrances physiques et psychologiques. Face à ces attaques terroristes répétées et souvent meurtrières, plusieurs acteurs sont impliqués. D'abord les groupes djihadistes, tels que Boko Haram, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), qui sont les principaux protagonistes.

Ils mènent des attaques terroristes, cherchent à étendre leur influence et imposer leur idéologie extrémiste dans la région. Ensuite les forces de sécurité des pays concernés, comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ainsi que les forces internationales, telles que la Force conjointe du G5 Sahel, l'opération Barkhane, AFRICOM et les casques bleus de la MINUSMA qui sont engagées dans la lutte contre ces groupes. Elles travaillent pour protéger les populations, maintenir la sécurité et soutenir les efforts de stabilisation. Enfin, les communautés locales et les organisations internationales qui jouent également un rôle important dans la promotion de la paix, en fournissant une aide humanitaire et en soutenant le développement socio-économique de la région.

L'étude explorera deux principales hypothèses qui ont été largement confirmées. La première hypothèse est qu'elles sont exposées à des risques d'enlèvements, à un abandon scolaire, mais surtout à des violences sexuelles, des grossesses non désirées et des mariages forcés. La deuxième hypothèse est qu'il y a une absence déplorable d'initiatives d'après-conflit axées sur les besoins des jeunes et plus particulièrement les besoins des jeunes filles. Toutefois, il convient de savoir dans quelle mesure les conflits armés ont un impact négatif sur l'éducation des jeunes filles ? Comment peuvent-elles s'épanouir et évoluer normalement dans ce contexte de violence permanente ? Quelles sont les mécanismes mis en place pour aider ces jeunes filles ? Ces différents questionnements posent la problématique suivante : « Quelles sont les conséquences néfastes des conflits armés sur la vie des jeunes filles au Niger ? »

Au sahel, la guerre a causé une violence généralisée pendant une longue période et continue d'avoir des répercussions massives et diversifiées sur la population, la société et l'économie nationale. En effet, les conséquences de cette instabilité n'ont pas les mêmes effets sur les différents acteurs de la société. C'est pourquoi la phase de reconstruction et de restauration de la paix doit être basée sur des principes de justice sociale, propres à garantir des réponses appropriées à chaque catégorie. Les besoins humanitaires au Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger) ont atteint des niveaux records : plus de 13,4 millions de personnes, dont 7,2 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Les violences de genre, les mariages

d'enfants et les grossesses précoces menacent gravement les filles et les adolescentes qui se retrouvent déscolarisées et traumatisées par la crise. Quatre millions d'entre elles sont contraintes d'abandonner l'école en raison des attaques de groupes terroristes.

C'est justement cette approche qui pénalise généralement les femmes et les jeunes et renforce ainsi les inégalités entre les sexes au fil du temps, tout en reléguant les besoins des jeunes filles au second plan. Outre la violence généralisée qui était monnaie courante pendant les attaques et perpétrée contre toute la population, les filles et les femmes ont subi les violences traditionnelles liées au sexe qui ont pris différentes formes dans le cas des filles. Elles peuvent néanmoins subir des impacts à long terme différents, voire disproportionnés, tels que les mariages forcés, les grossesses précoces et les études perdues.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

L'objectif principal est donc de permettre à toutes les jeunes filles de pouvoir se reconstruire après la crise. Pour y parvenir, il faut au préalable une prise en charge effective des victimes. C'est-à-dire créer un cadre d'accueil et d'écoute afin d'offrir un soutien psychologique et émotionnel aux jeunes filles qui ont été exposées à des situations traumatisantes. Ensuite, il faut offrir aux jeunes filles l'opportunité de développer leurs compétences pour qu'elles puissent regagner confiance en elles. Enfin, mettre en place des formations qui renforcent l'estime de soi, les compétences en leadership et l'autonomie des jeunes filles, pour qu'elles parviennent à prendre des décisions éclairées et devenir des agents de changement dans leur communauté.

A cet effet, plusieurs changements sont attendus. En premier lieu, l'émancipation des jeunes filles : qu'elles soient plus autonomes et en mesure de faire des choix importants. En second lieu, un changement social et culturel est attendu : l'idée étant de promouvoir des changements positifs dans les normes sociales et culturelles en lien avec la parité des sexes et l'inclusion sociale, le but est d'assurer un changement à 100%. Également, le renforcement des communautés est souhaitable bien que fragilisé par les déplacements et les conflits intercommunautaires.

III. Méthodologie

Ce document tire des conclusions sur l'impact négatif des conflits armés sur l'éducation et la santé des jeunes filles. A partir des recherches menées, nous avons montré que les attaques, les enlèvements, les abus sexuels, affectent les jeunes filles de façon différente par rapport aux garçons et peuvent nécessiter des réponses différentes pour soutenir leur rétablissement et leur retour vers une éducation de base. Cette étude a permis de contribuer à une meilleure compréhension des implications lorsque leurs droits sont menacés, mais aussi en vue de les protéger, de prévenir les actes violents et d'atténuer les conséquences néfastes pour les filles en particulier. Elle s'appuie sur des entretiens menés auprès des victimes pour recueillir des témoignages et sur un examen approfondi de sources de données secondaires, notamment des rapports publiés par des agences, des guides pratiques, des organisations de défense des droits humains, et des groupes de réflexion.

Dans cette optique, il s'est avéré nécessaire de mettre en évidence les témoignages récoltés du terrain et par le biais d'un processus de recherche de permettre aux jeunes filles d'exprimer la façon dont elles conçoivent leur situation. Cette démarche va contribuer à la transformation des conflits, dans la mesure où les populations des zones marginalisées sont généralement privées du droit d'expression et que la négation de ce droit est indéniablement un des facteurs à l'origine de la perpétuation des conflits.

Pour cette collecte de donnée effectuée dans la région de Tillabéri, département de Ouallam, le focus group a été la méthode-clé de recherche et de fondement des arguments de plaidoyer. Pour toucher efficacement les jeunes filles ciblées, une stratégie personnalisée a été adoptée, ainsi qu'une approche holistique. Chaque individu étant unique, il est donc essentiel d'adapter la méthodologie en fonction des besoins et des circonstances spécifiques aux jeunes. De ce fait, une série de stratégies ont été mises en œuvre afin de parvenir au résultat escompté. Premièrement un contact a été établi avant de passer à la collecte de donnée (aborder, se présenter, aider si possible).

Ensuite, lors des échanges, un climat de confiance a été instauré afin de permettre aux jeunes filles de se sentir à l'aise et de s'exprimer librement (raconter quelques anecdotes). Troisièmement, elles ont pris connaissance de l'intérêt pour elles de témoigner pour comprendre que les perspectives à entreprendre répondront à leurs attentes. Ces stratégies ont permis d'effectuer une recherche approfondie pour comprendre les besoins, les défis et les aspirations des jeunes filles dans le but de réaliser des interventions adaptées et pertinentes.

Lorsqu'il s'agit de faire un plaidoyer en faveur des jeunes filles, il est essentiel de cibler les autorités qui ont le pouvoir d'influencer les politiques et les actions en considération de l'égalité des genres et de l'autonomisation des jeunes filles. Ces autorités cibles potentielles sont classées en trois catégories : D'abord les autorités gouvernementales, telles que le ministère de l'Intérieur, de l'Éducation, de la Santé, des Affaires Sociales et de la Protection de l'Enfance, qui peuvent mettre en place des politiques et des programmes visant à promouvoir l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection et à l'autonomisation des jeunes filles. Ensuite, les Organisations internationales et non gouvernementales tels que l'UNICEF, ONU Femmes et d'autres organisations internationales peuvent jouer un rôle clé dans le plaidoyer en faveur des jeunes filles, en promouvant des politiques et des programmes mondiaux visant à garantir leurs droits et leur bien-être. Ils peuvent également mener des actions de plaidoyer auprès des autorités nationales et internationales pour défendre les droits des femmes et l'égalité des genres. Enfin, les établissements scolaires et les centres professionnels à travers la formation jouent un rôle important dans la l'autonomisation des jeunes filles, en fournissant une éducation de qualité et en offrant des opportunités de leadership et de développement personnel. Dans la même optique, les médias qui ont une portée considérable peuvent contribuer à sensibiliser le public et à influencer les attitudes et les comportements en faveur des jeunes filles par une reconversion rigoureuse des mentalités. Les plaidoyers peuvent être dirigés vers les médias et les personnalités influentes pour promouvoir des messages positifs et inclusifs. Il est important de travailler avec ces autorités et de les sensibiliser aux besoins et aux droits spécifiques des jeunes filles afin de créer un changement durable et significatif.

Le présent document de plaidoyer est rédigé en faveur des jeunes filles issue des zones de conflit, confrontées à de nombreux défis, notamment l'accès limité voire impossible à l'éducation, les mariages précoces et forcés, la violence basée sur le genre, les inégalités économiques et les stéréotypes du genre. Ces défis entravent leur développement, leur autonomie et leurs opportunités futures. Il est donc important de sensibiliser les populations quant à ces défis, afin de promouvoir la parité des sexes, combattre les discriminations et encourager l'autonomisation des jeunes filles. En partageant des faits, des exemples, des témoignages, le document le plaidoyer peut contribuer à changer les mentalités et influencer les politiques en faveur des jeunes filles, surtout dans un contexte aussi singulier que celui du Niger. C'est par là une manière forte de faire entendre leur voix et de garantir leurs droits.

IV. Recommandations

- Fournir des exemples de femmes inspirantes et réussies dans divers domaines, tels que la science, la politique, les arts, le sport, etc., afin d'élargir leurs perspectives et de nourrir leurs ambitions ;
- Informer les jeunes filles sur leurs droits fondamentaux, notamment en matière de parité des sexes, de liberté d'expression et de choix personnel ;
- Éliminer les obstacles qui empêchent les jeunes filles d'accéder à l'éducation, tels que les frais de scolarité, les distances à parcourir et les normes culturelles discriminatoires ;
- Recruter des enseignants, construire des classes en matériaux définitifs et élargir les programmes de formation ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité afin que les victimes regagnent leurs domiciles ;
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des interventions et apporter les ajustements nécessaires.

S'assurer que les efforts déployés sont efficaces et identifier les domaines qui nécessitent une amélioration.

Références bibliographiques

1. Le Laboratoire des études et recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion & les Migrations (GERM). Analyse du Sahel central sur le niveau de risque pour les enfants recrutés par des groupes armés, 2021, p.5.
2. Plan International. Les filles dans la crise : la voix du sahel, les filles sont traumatisées et vivent dans la peur. 2020, p.8-13.
3. UNICEF. Child protection from violence, exploitation, and abuse. (Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les abus).
4. Agence de coopération et de recherche pour le développement en collaboration avec Défense internationale pour l'enfance. Une Génération Perdue, Les Jeunes Affectés Par Les Conflits En Afrique. Résultats de l'étude, quelles étaient les formes de violences perpétrées contre les enquêtées, 2007.
5. Géopolitique. Comprendre la guerre du sahel en huit questions (en ligne), consulté le 09 mai 2024, disponible sur : <https://www.geo.fr/geopolitique/comprendre-la-guerre-du-sahel-en-8-questions-217646>
6. Le point. Sahel : comment les populations civiles subissent l'insurrection djihadiste (en ligne), consulté le 24 mai 2024, disponible sur : https://www.lepoint.fr/afrique/sahel-comment-les-populations-civiles-subissent-l-insurrection-djihadiste-18-04-2023-2516725_3826.php#11
7. JUNGEI et ODI. Mitigating Threats to Girls' Education in Conflict-Affected Contexts: Current Practice Octobre 2017, p.5, consulté le 13 juin 2024, disponible sur: http://www.ungei.org/Girls_in_Conflict_Review-Final-Web.pdf

8. Afrikajom center. Sécurité et droits humains en Afrique de l'Ouest et au Sahel : défis et perspectives, Cas du Mali, du Burkina-Faso et du Niger. 2020, p.17-24
9. Commission économique pour l'Afrique. Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences sur le développement. 2017, p.86
10. Global coalition to protect education from attack. Impact des attaques contre les femmes et les jeunes filles. 2019, p.37-50
11. Comité international de la Croix-Rouge. Les enfants touchée par des conflits armés ou d'autres situations de violence. 2011, p-32

Chapitre 4: Environnement et développement durable en milieu urbain au Sahel

L'urbanisation accélérée dans les villes du Sahel, couplée à des pratiques de consommation moderne, a entraîné des problèmes environnementaux complexes, dont la prolifération des déchets plastiques. Tombouctou, au Mali, est un exemple frappant, où l'accumulation des plastiques pose non seulement un défi esthétique, mais également une menace pour la santé publique et la durabilité écologique. Ces déchets jonchent les rues, obstruent les infrastructures de drainage et polluent les espaces naturels, amplifiant la vulnérabilité des groupes comme les enfants, les femmes et les personnes vivantes avec un handicap. La gestion inefficace des déchets par les autorités locales, aggravée par le manque de ressources et de coordination, a favorisé cette dégradation, malgré les efforts de sensibilisation et les initiatives communautaires menées par divers acteurs locaux, tels que les associations de femmes et de jeunes engagés dans des actions de nettoyage et de recyclage.

Dans ce contexte, il devient impératif de réévaluer les stratégies de gestion des déchets et de promouvoir des solutions inclusives et durables. La situation alarmante à Tombouctou révèle une prise de conscience croissante de la nécessité d'un engagement collectif. Les témoignages des résidents, notamment de figures environnementales locales, mettent en exergue une demande forte pour des interventions structurelles qui vont au-delà des efforts communautaires isolés. Face à cette crise, il est crucial de mobiliser les autorités, les décideurs et les habitants eux-mêmes pour adopter des pratiques écoresponsables et soutenir des infrastructures adaptées.

Ce chapitre, composé d'une section unique, explore les problématiques environnementales et de développement durable, particulièrement les déchets plastiques et la gestion de l'hygiène urbaine, en lien avec les impacts sociaux sur les jeunes et les populations précaires dans les villes du Sahel.

La prolifération des déchets plastiques à Tombouctou, Mali : Quelles solutions et perspectives ?

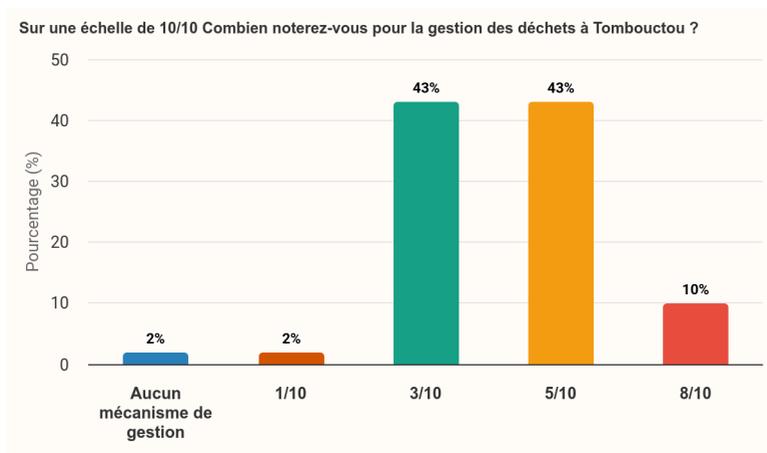
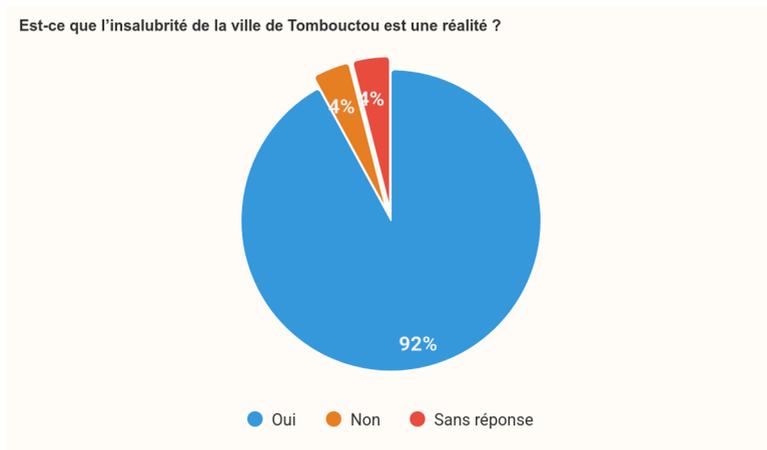
Par Bintou Mahamane Dicko

Introduction

L'évolution et la croissance de la société entraînent des enjeux économiques, sociaux et environnementaux majeurs. Ces enjeux comprennent, par exemple, la gestion des ressources naturelles, la lutte contre les inégalités sociales, et la préservation de l'environnement face à l'industrialisation et l'urbanisation croissantes. La crise environnementale actuelle nous incite à reconsidérer nos actions et à adopter une approche plus responsable envers l'environnement. Il est crucial de penser aux générations futures et à l'héritage écologique que nous leur laisserons.

Cependant, au Mali, précisément dans la localité de Tombouctou, on constate de plus en plus que les ruelles de la ville se transforment en dépotoirs avec une quantité importante de déchets plastiques. Ce phénomène est principalement dû à une gestion inefficace des déchets, impliquant à la fois les habitants et les autorités locales. Les politiques de gestion des déchets ne sont pas suffisamment rigoureuses ou bien mises en œuvre, ce qui entraîne des pollutions et des nuisances dans les espaces publics.

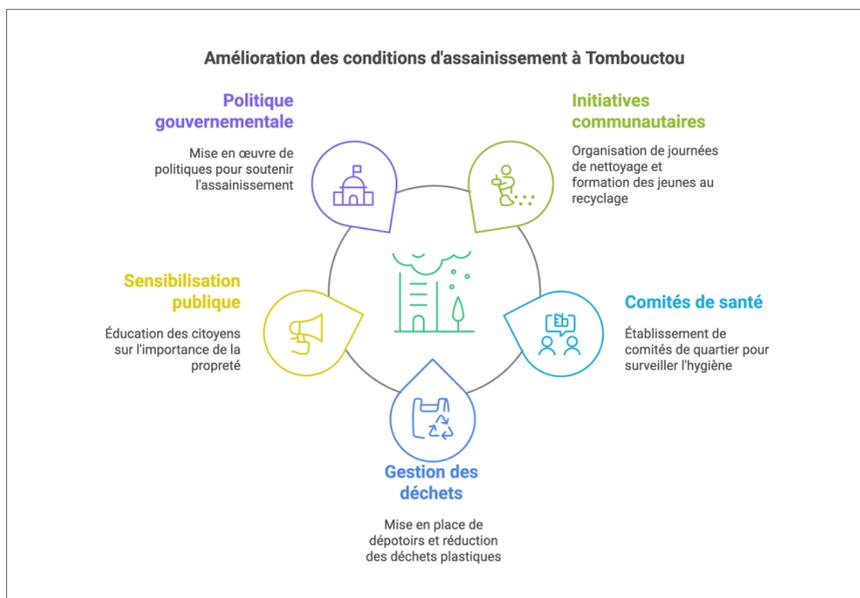
Les mécanismes de gestion des déchets dans la commune urbaine de Tombouctou sont jugés inefficaces par les habitants. Les figures suivantes en attestent éloquentement.



Témoignages des habitants sur la condition de l'insalubrité de la ville

Certes, il est vrai que la présence et les activités des êtres vivants, qu'ils soient humains ou non, laissent des traces sur les lieux qu'ils occupent. Cela inclut les pollutions et nuisances, la dégradation des habitats naturels et

l’empreinte écologique laissée par les infrastructures et les modes de vie modernes. Par conséquent, il est crucial de prendre des mesures pour minimiser ces impacts négatifs et promouvoir des pratiques plus responsables sur l’environnement. L’urgence d’y remédier est un défi collectif qui concerne tous les acteurs de la société, qu’il s’agisse de gouvernements, des entreprises ou des citoyens, d’où les réponses aux questions que nous avons posé à certains habitants.



Synthèse des réponses à la question: Pour vous, est ce nécessaire d'améliorer les conditions d'assainissement de la ville de Tombouctou ? Si OUI/NON Pourquoi ?

I. Analyse contextuelle

Les habitants du Mali en général et de Tombouctou en particulier, souvent par manque de sensibilisation ou d’alternatives pratiques, jettent leurs déchets plastiques dans la nature sans se soucier de leurs impacts néfastes sur la vie humaine et celle des autres êtres vivants. De leur côté, les autorités municipales manquent de ressources, de coordination ou de volonté politique pour mettre en place un système efficace de collecte et de traitement des déchets et plus principalement, les plastiques. Alors que ces pratiques par les populations étaient moins présents il y’a quelques années

de cela car l'urbanisation n'était pas aussi développée que ça cela. Il n'existait pas ces modes de vies modernes qu'a adoptés cette nouvelle génération. Pourtant, lorsque les acteurs acceptent d'adopter de nouveaux modes de vie, il est nécessaire de penser à adopter des nouveaux moyens, de prévenir l'impact néfastes que ces modes de vie sont susceptibles d'entraîner sur le milieu de vie.

Malgré les efforts considérables entrepris par divers groupes de jeunes et associations de femmes pour lutter contre la pollution, les rues et espaces publics de la ville de Tombouctou continuent d'être envahis par les déchets plastiques.

Ces initiatives incluent des campagnes de nettoyage, des ateliers de sensibilisation et des projets de recyclage. Cependant, ces actions, bien que louables et nécessaires, n'arrivent toujours pas à contrer et à maîtriser la prolifération des déchets plastiques dans les rues. Néanmoins, ces efforts sont souvent entravés par l'insuffisance de ressources et du soutien limité des autorités locales. Ces organisations se retrouvent souvent seules à lutter contre un problème systémique, nécessitant des interventions à plus grande échelle de la multitude d'acteurs concernés. Également, Le rapport sur l'environnement au Mali en 2005 indique que, sur 17 089 tonnes de déchets plastiques importés et produits du Mali, seuls 1355 à 1720 tonnes sont recyclées (soit moins de 10%).

Quelques témoignages de citoyens et acteurs corroborent bien cette analyse :

- **La grande environmentaliste Mme Hawa Touré détentrice d'un site de recyclage des plastiques s'exprime sur la situation d'assainissement de la ville de Tombouctou.**

« Lorsque je marche dans les ruelles de Tombouctou, je ressens un sentiment de désolation de de non satisfaction, c'est-à-dire malgré les différentes initiatives prises pour contrer les pollutions plastiques en créant un site de transformation et de recyclage des déchets plastiques, malgré les tonnes de plastiques transformer par semaines, malgré nos initiatives de nettoyages et de sensibilisation, nous arrivons toujours à remarquer l'accumulation des plastiques dans les recoins de la ville. Nous avons comme l'impression que nous ne travaillons pas. Ces défis sont entre autres : le manque d'assez de moyens, faute

d'accompagnement des autorités dans les initiatives des jeunes et des femmes et la culture d'utilisation des plastiques qui est difficile à délaissier aujourd'hui par les habitants. S'il y a bien un message que j'ai à lancer, à l'endroit des habitants, c'est que personne ne fera de ces lieux, un cadre de vie si ce n'est nous les habitants. C'est possible que lorsque nous l'aurons décidé et cette décision concerne chacun de nous sans distinction. Alors je reste convaincu que nous pouvons tous à notre manière contribuer à l'assainissement de notre chère ville ».

Les déchets plastiques jonchent de plus en plus les rues, les espaces publics et même les zones résidentielles. Ils obstruent les caniveaux, polluent les cours d'eau et créent des tas d'ordures qui défigurent le paysage urbain. Cette situation est exacerbée par le manque de systèmes efficaces de gestion des déchets et par une sensibilisation insuffisante de la population aux enjeux environnementaux.



Ces images illustrent la situation actuelle de presque toutes les rues de la ville : Des caniveaux bouchés par les plastiques, ruelles remplies des plastiques cumulés, un arbre dont à la place des feuilles, envahit par les plastiques délaissées dans la nature et emportées par le vent pour héberger sur les arbres.

De plus, il est important de noter que les enfants, les personnes vivant avec un handicap les femmes et les animaux sont particulièrement vulnérables face à ce phénomène.

Les enfants sont particulièrement affectés par la pollution plastique. Jouant souvent à l'extérieur, ils sont exposés à des environnements contaminés par des déchets plastiques. Cette exposition peut avoir des conséquences graves sur leur santé, y compris des infections et des maladies respiratoires. De plus, les enfants ont un rôle crucial en tant que futurs leaders et protecteurs de l'environnement. Leur éducation et leur

sensibilisation à ces enjeux sont essentielles pour promouvoir un avenir plus durable.

Les personnes vivant avec un handicap sont également très vulnérables face à ce problème. Elles peuvent rencontrer des difficultés supplémentaires pour éviter les zones polluées ou pour participer aux initiatives de nettoyage en raison de limitations physiques ou de mobilité. De plus, les infrastructures urbaines inadéquates et mal entretenues peuvent aggraver leur situation. Ces personnes jouent pourtant un rôle vital dans la société en apportant des perspectives uniques et en contribuant à une communauté diversifiée et inclusive.

Les femmes sont souvent en première ligne dans la gestion des déchets ménagers et la protection de l'environnement au sein de leurs foyers et communautés. Elles assument fréquemment la responsabilité de maintenir des environnements domestiques propres et sécurisés pour leurs familles. Cependant, cette responsabilité les expose directement aux risques liés à la gestion des déchets plastiques, comme les maladies et les blessures. Leur rôle dans la sensibilisation et l'éducation des enfants sur les pratiques environnementales durables est également crucial.

Les animaux jouent un rôle vital dans le maintien des écosystèmes et de la biodiversité, contribuant à la santé environnementale. Cependant, la pollution plastique représente une menace grave pour leur survie et le bon fonctionnement des écosystèmes. Réduire la pollution plastique est crucial pour protéger la faune et assurer la préservation de l'environnement.



La réalité des dépotoirs transitoires de la ville qui sont de moins en moins dégagés et qui a des conséquences grave sur la vie des habitants des alentours et particulièrement ce dépôt de transit en plus d'être collé au projet de jardinage, il est près d'un terrain de foot dont se sert une majorité des jeunes, dû à sa disponibilité et son accès pour y pratiquer du sport, il est derrière le plus grand lycée public de la ville de Tombouctou et à proximité du canal de Kadhafi qui sert de rivière à toute la population.

- **Témoignage d'un jardinier servant de surveillant d'un dépotoir anarchique**

Cette situation nous cause énormément de tort, chaque jour la situation devient de plus en plus insupportable, et d'ailleurs il y a que quelques jours, un incendie s'est produit en pleine nuit en anéantissant toutes nos cultures, nous n'interdisons pas à la population de ne pas déposer leurs ordures car c'est finalement la déchetterie la plus accessible aujourd'hui mais nous demandons aux autorités et les services techniques de revoir l'infrastructure à fin que nous puissions cultiver en toute tranquillité car le dépôt en plus de nuire à nos clôtures, regroupe les animaux qui nous fatigue beaucoup et les enfants qui y mettent du feu très souvent. Mr Hamma M'Bara, Jardinier.

Reconnaître la vulnérabilité de ces groupes face à la crise des déchets plastiques est essentiel pour développer des politiques et des initiatives plus inclusives et efficaces.

Les personnes enquêtées ont proposé les moyens suivant pour lutter contre la propagation des déchets plastiques à Tombouctou:

- *Informar la population sur les dangers des plastiques pour l'environnement.*
- *Organiser des campagnes de sensibilisation dans les écoles, marchés et lieux publics.*
- *Encourager un changement de comportement vis-à-vis de l'utilisation du plastique.*
- *Mettre en place une usine de recyclage des déchets plastiques.*
- *Encourager la réutilisation des plastiques à d'autres fins (décoration, transformation en objets utiles).*

- *Restreindre ou interdire l'utilisation des plastiques à usage unique.*
- *Sanctionner ceux qui continuent à utiliser ou jeter du plastique de manière irresponsable.*
- *Encourager l'utilisation d'emballages biodégradables et compostables.*
- *Responsabiliser les citoyens, notamment les femmes, souvent grandes utilisatrices de plastiques.*
- *Organiser des journées de salubrité pour le ramassage des déchets plastiques.*
- *Installer des poubelles publiques pour faciliter la collecte des déchets.*
- *Impliquer la mairie et les groupements d'intérêt économique (GIE) dans la gestion des déchets.*
- *Soutenir des projets visant à réduire les déchets plastiques.*
- *Améliorer la qualité et le prix des alternatives écologiques pour encourager leur adoption.*

Cette réflexion nous amène à reconnaître que nos pratiques actuelles doivent être modifiées pour assurer un avenir durable.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

II.1. Objectif principal

Contribuer à améliorer la qualité de vies des habitants en créant un environnement urbain où la présence des déchets, plus spécifiquement plastiques dans les ruelles est progressivement réduite.

II.2. Objectifs spécifiques

- Identifier des solutions pour réduire l'accumulation des déchets plastiques dans la ville ;

- Mettre en place des solutions innovantes et durables pour améliorer la gestion des déchets plastiques ;
- Susciter les responsables et autorités à prendre des dispositions pour faire face à la pollution des déchets plastiques ;
- Encourager les responsables et les autorités à prendre des mesures pour combattre la pollution due aux déchets plastiques ;
- Sensibiliser davantage la population à une utilisation plus rigoureuse des plastiques et les conscientiser sur les conséquences de la pollution plastique ;
- Encourager les acteurs et parties prenantes impliqués dans la production accrue de plastiques à adopter des comportements écoresponsables.

II.3. Résultats

Principal : La qualité de vies des habitants est améliorée à travers un environnement urbain où la présence des déchets, plus spécifiquement plastiques dans les ruelles est progressivement réduite.

Spécifiques :

- Des solutions pour réduire l'accumulation des déchets plastiques dans la ville sont identifiés ;
- Des solutions innovantes et durables pour améliorer la gestion des déchets plastiques sont mise en place ;
- Les responsables et autorités ont été suscité à prendre des dispositions pour faire face à la pollution des déchets plastiques ;
- Les responsables et les autorités ont été encouragé à prendre des mesures pour combattre la pollution due aux déchets plastiques ;

- La population est sensibilisée davantage à une utilisation plus rigoureuse des plastiques et les conscientiser sur les conséquences de la pollution plastique ;
- Les acteurs et parties prenantes impliqués dans la production accrue de plastiques ont été encouragés à adopter des comportements écoresponsables.

III. Approche méthodologique

Pour pouvoir toucher la cible, nous comptons inciter les décideurs à revoir leurs stratégies de gestion des déchets plastiques dans la ville.

- **Les autorités cibles** : La mairie et le gouvernorat de commune de Tombouctou.
- **Les populations cibles** : Les habitants de la ville de Tombouctou.

IV. Recommandations

- Plaidoyer auprès des autorités centrales et locales pour une meilleure prise en charge de la problématique (adoption et mise en œuvre de textes législatifs et réglementaire adéquats) ;
- Incitation des décideurs à plus investir dans les conditions d'assainissement de la ville ;
- Gestion efficace des dépotoirs transitoires de la ville et mise en place d'une structure adéquate pour la gestion des déchets solides et d'un dépotoir final ;
- Renforcement du dispositif technique d'assainissement dans la ville et mise en place des mécanismes pour une gestion efficace ;
- Sensibilisation dans les communautés ;
- Revalorisation et recyclage des plastiques ;

- Sensibilisation/équipement et renforcement de capacité des organisations de femmes et de jeunes ;
- Mise en place d'une école moderne d'assainissement

Références Bibliographiques

- Le plan Stratégique d'assainissement PSA Tombouctou, Rapport de recherche de DRACPN ;
- Le document stratégique de Plaidoyer pour l'amélioration de la gestion des déchets plastiques au Mali, Stratégie mondiale de l'OMS pour la santé et l'environnement ;
- Site de blogging de Benbere ;
- MEADD.

Conclusion

Les défis liés au développement social et environnemental au Sahel sont vastes et multidimensionnels, interconnectant les problématiques de précarité économique, d'inégalités de genre, de gestion des déchets et d'instabilité sécuritaire. Ces travaux mettent en lumière des dynamiques diverses mais convergentes à travers les pays sahéliens, particulièrement le Burkina Faso, le Mali, et le Niger, pour illustrer l'importance des solutions intégrées et multisectorielles.

Inclusion et intégration sociale des jeunes : un enjeu de cohésion sociale

Les études sur l'inclusion des jeunes dans les espaces urbains et numériques au Sahel, notamment à Ouagadougou, Bamako et Niamey, montrent comment les plateformes numériques influencent leur trajectoire sociale et éducative. Ces outils technologiques, bien que porteurs d'opportunités, exposent également les jeunes à des risques de désinformation et de cybercriminalité, compromettant leur intégration sociale. Les jeunes chercheurs soulignent l'urgence de politiques publiques visant à éduquer et sensibiliser les jeunes à un usage responsable du numérique, en favorisant des campagnes d'éducation aux médias pour encourager une cohésion sociale et un développement personnel sain dans un contexte sécuritaire fragile.

Accès aux soins et protection des populations vulnérables : l'insécurité sanitaire en contexte de crise

Les crises sécuritaires au Sahel créent un contexte défavorable à l'accès aux soins, particulièrement pour les femmes, les enfants et les personnes déplacées. Les analyses mettent en exergue les obstacles liés à la gestion sanitaire dans des centres sous-équipés, où l'insuffisance d'hygiène et de ressources limite l'efficacité des soins. Les études mettent en avant le besoin d'une approche humanitaire intégrant des stratégies de genre et de santé publique. En recommandant une collaboration renforcée entre gouvernements et ONG, les auteurs plaident pour des investissements dans les infrastructures de santé et des formations en hygiène, visant à stabiliser

le bien-être des populations vulnérables et à promouvoir la résilience face aux crises.

Défis environnementaux et gestion des déchets : le cas des déchets plastiques à Tombouctou

L'étude sur la prolifération des déchets plastiques à Tombouctou illustre un problème environnemental critique aux impacts sanitaires et socio-économiques graves. Le manque de gestion efficace des déchets expose les communautés à des risques de pollution, fragilisant la santé publique et l'écosystème urbain. Bien que des initiatives locales existent, elles restent insuffisantes face à l'ampleur du problème. L'étude recommande la mise en place de programmes de recyclage, des campagnes de sensibilisation pour un changement de comportement et un soutien renforcé aux initiatives de jeunes et de femmes, afin de créer une gestion des déchets plus durable. L'implication des autorités locales et des acteurs communautaires dans une gestion responsable est cruciale pour améliorer le cadre de vie des résidents urbains sahéliens.

Protection humanitaire et éducation des réfugiés : garantir les droits des enfants en milieu de crise

Les conditions de vie des réfugiés dans des camps tels que Ouallam au Niger montrent les carences en matière d'éducation pour les enfants déplacés, qui représentent une majorité de la population réfugiée. Les défis d'accès à l'éducation, combinés aux contraintes de sécurité, risquent de nuire à l'avenir de ces jeunes. L'étude insiste sur l'importance d'investir dans des infrastructures éducatives et des cantines scolaires, et de mobiliser les ONG pour fournir des solutions éducatives adaptées aux enfants réfugiés. Assurer un environnement scolaire sécurisé pour les jeunes réfugiés et leur fournir un soutien psychosocial est essentiel pour prévenir les risques d'exclusion sociale et de déviance, favorisant ainsi un avenir plus stable et inclusif.

Les conclusions tirées des études mettent en avant la nécessité d'une action coordonnée et d'une approche systémique dans la gestion des défis du Sahel. La précarité sociale et environnementale ne peut être transmise efficacement sans une réponse intégrée et un engagement à long terme de

la part des autorités locales, des communautés, des ONG et des partenaires internationaux. À travers des investissements accumulés dans l'éducation, la santé et la gestion durable de l'environnement, les gouvernements sahéliens pourraient améliorer les conditions de vie de leurs populations tout en renforçant la résilience face aux crises.

Ces études appellent donc à une mobilisation collective pour transformer les défis actuels en opportunités de développement durable, en intégrant les jeunes, les femmes et les communautés locales comme acteurs de premier plan dans la construction d'un Sahel résilient et prospère.

Annexe : Plans d'action de plaidoyer

1. Plan d'action thématique : Utilisation des réseaux sociaux par les jeunes au Burkina Faso : Cas d'étude de Ouagadougou et de Gourcy

RESULTAT	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Sensibilisation des jeunes	Sensibiliser sur les dangers et avantages des réseaux sociaux	Jeunes, parents, éducateurs	Campagnes digitales, ateliers éducatifs, conférences	Nombre de jeunes sensibilisés et pourcentage de jeunes impliqués dans la campagne	3 mois	Ministère de l'Éducation, ONG locales et internationales association
Formation à la sécurité en ligne et initiation à la culture numérique	Former sur la sécurité et la protection des données	Jeunes	Sessions de formation, création de matériel pédagogique	Nombre de formations réalisées, effet boule de neige (faire impliquer ceux qui ont été formés dans des activités de sensibilisation à leur tour pour qu'il puissent être des ambassadeurs)	6 mois	Organismes de protection des données, écoles, association de jeunes
Promotion de la cohésion sociale et la paix sur les réseaux sociaux	Utiliser les réseaux sociaux pour véhiculer des messages de paix et de cohésion sociale. Faire des jeunes Burkinabé des ambassadeurs de la paix sur les réseaux sociaux	Jeunes, communauté	Panel conférence, campagnes en ligne	Projets réalisés, engagement en ligne, nombre d'ambassadeur crée	3 mois	Autorités locales, associations de jeunes

2. Plan d'action thématique : Insertion sociale des enfants en situation de rue au Burkina Faso

Résultat	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
La population, les autorités et les leaders s'efforcent pour intégrer les enfants de la rue et encourager les familles à jouer leur rôle.	Augmenter de 20% la perception positive de la population envers les enfants de la rue, selon une enquête de satisfaction menée d'ici à 2030.	Les populations	Réalisation des Spots radio et télé Organisation d'ateliers de dialogue Conception d'affiches	Nombre de spots radio et télé, nombre d'affiches nombre d'ateliers de dialogue	Janvier 2025-juillet 2027	Ministère de l'action sociale
	Former 80% des autorités locales et des leaders religieux sur les droits de l'enfant et les mécanismes de protection d'ici à 2030.	Les autorités locales Les leaders religieux Les chefs traditionnels	Organisation d'atelier de formation	Nombre de séances de formation Nombre de participants Les pré-tests et post-tests	Décembre 2024-décembre 2027	Ministère de l'action sociale
les enfants de la rue se sentiront appartenir à une communauté où ils seront épanouis	90% des enfants participant aux causeries éducatives exprimeront un sentiment d'appartenance et d'espoir en leur avenir d'ici à 2030.	Les enfants en situation de rue	Organiser des causeries éducatives avec les enfants en situation de rue	Nombre d'enfants présents à la causerie	1 fois/2mois A partir de janvier 2025-juillet 2030	Unicef

	Récolter 10 000 000 FCFA lors du dîner de charité en mars 2025.	Les entreprises, les ONG, les investisseurs, les ministres, les personnes de bonne volonté	Organiser un dîner de charité	La somme récoltée	Mars 2025	Save the Children, Aicha NONKANE
	Distribuer des kits de survie (nourriture, vêtements, produits d'hygiène) à 500 enfants chaque semestre à partir de janvier 2025.	Les enfants en situation de rue	Faire des dons dans les centres d'accueil et aux enfants toujours dans la rue (médicaments, habits, chaussures, la nourriture...)	Nombre de bénéficiaires Nombre de kits distribués	1fois/6 mois janvier 2025-juillet 2030	UNICEF, mécènes
	Scolariser 500 enfants en situation de rue d'ici à 2030.	Les enfants en situation de rue	Scolariser les enfants au moins une dizaine par année scolaire y compris ceux qui veulent rejoindre des centres de formation	Nombre de bénéficiaires	Chaque octobre à partir de 2025-2030	Ministère de l'action sociale, Ministère de l'éducation, UNICEF, Save the Children, Mécènes,

3. Plan d'action thématique : Optimisation de l'espace numérique pour les jeunes de 17-24 ans au Mali

Résultat	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Données sur les perspectives et perception	Récolter les perspectives et perceptions sur le sujet de recherche	Institutions gouvernementales Étudiants de 17-24ans Éducateurs d'université	Collecte des données	Justificatifs des données collecté	14 JOURS	LALA DIALLO
Élaboration d'un manuel adapter pour la jeunesse de 17-24ans, afin de réduire les effets du désordre informationnel et l'insécurité des données personnel en ligne, pour favoriser la responsabilité numérique	Trier et classer les motivations, aspirations, attentes et les craintes liée à au désordre informationnelle et à l'insécurité des données personnel en ligne	Institutions gouvernementales Étudiants de 17-24ans Éducateurs d'université	Analyse des données	Outils d'analyse des données (Tableau comparatif des motivations, aspirations, attentes, et crainte liée au thème de recherche	1 MOIS	LALA DIALLO
	Campagne digitale via WhatsApp et LinkedIn avec le manuel élaborer suite à l'analyse des données collecter	Jeune de 17-24ans	Diffusion en ligne du contenu du manuel d'optimisation de l'espace en ligne pour les jeunes de 17-24 ans au Mali	Statistique LinkedIn, témoignage WhatsApp Cliquez Ici	14 JOURS	LALA DIALLO

4. Plan d'action thématique : L'hygiène dans les hôpitaux publics à Ouagadougou : cas des centres de santé et de promotion sociale (CSPS)

Résultat	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Renforcement des sensibilisations à l'hygiène dans les CSPS	Sensibiliser les communautés aux bonnes pratiques d'hygiène	Patients, population communautaire, visiteurs	Organiser des ateliers et des formations sur l'hygiène, distribuer des brochures et les emmener à coller des affiches	Nombre de personnes formées, nombre de brochures distribuées et d'affiches collées, retour de réponse de la communauté	3 mois	Direction régionale de la santé et de l'hygiène publique du centre
	Renforcer les capacités du personnel soignant dans les actions de sensibilisations	Personnel soignant	Parler activement de l'importance de l'hygiène aux patients durant une journée (une fois par mois)	Retour de réponses des cibles, retour de réponse de la communauté	3 mois	Major des CSPS
Amélioration des infrastructures et des équipement de nettoyage dans les CSPS	Assurer la disponibilité des équipements	Mairie, Direction des CSPS	Fournir des équipements de gestion de déchets, de nettoyage et de désinfection adéquats	Disponibilité des équipements	6 mois	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
	Assurer la disponibilité des matériels d'hygiène et renforcer le nettoyage	CSPS	Fournir du matériel d'hygiène, de nettoyage, assurer l'entretien régulier des installations	Disponibilité des produits d'hygiène et de nettoyage, constat de la propreté des installations	6 mois	Direction régionale de la santé et de l'hygiène publique du centre

5. Plan d'action thématique : Incidence de la crise multidimensionnelle sur l'accès des femmes et jeunes filles à la santé au Mali

Résultat	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Renforcement des sensibilisations à l'hygiène dans les CSPS	Sensibiliser les communautés aux bonnes pratiques d'hygiène	Patients, population communautaire, visiteurs	Organiser des ateliers et des formations sur l'hygiène, distribuer des brochures et les emmener à coller des affiches	Nombre de personnes formées, nombre de brochures distribuées et d'affiches collées, retour de réponse de la communauté	3 mois	Direction régionale de la santé et de l'hygiène publique du centre
	Renforcer les capacités du personnel soignant dans les actions de sensibilisations	Personnel soignant	Parler activement de l'importance de l'hygiène aux patients durant une journée (une fois par mois)	Retour de réponses des cibles, retour de réponse de la communauté	3 mois	Major des CSPS
Amélioration des infrastructures et des équipement de nettoyage dans les CSPS	Assurer la disponibilité des équipements	Mairie, Direction des CSPS	Fournir des équipements de gestion de déchets, de nettoyage et de désinfection adéquats	Disponibilité des équipements	6 mois	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
	Assurer la disponibilité des matériels d'hygiène et renforcer le nettoyage	CSPS	Fournir du matériel d'hygiène, de nettoyage, assurer l'entretien régulier des installations	Disponibilité des produits d'hygiène et de nettoyage, constat de la propreté des installations	6 mois	Direction régionale de la santé et de l'hygiène publique du centre
Amélioration de l'Accès aux Soins de Santé	Accroître l'accès aux soins de santé pour les femmes déplacées.	Femmes déplacées dans les zones ciblées (Bamako et Koro).	- Développer des programmes de soins gratuits. - Établir des cliniques mobiles dans les zones de déplacement.	- Nombre de femmes recevant des soins gratuits. - Taux de couverture des cliniques mobiles.	6 mois	Ministère de la Santé ONG partenaires

Renforcement des Infrastructures Sanitaires	Améliorer les infrastructures sanitaires dans les zones de déplacement.	Sites de déplacement à Bamako et Koro.	- Rénover les centres de santé existants. - Construire de nouveaux centres de santé si nécessaire.	- Évaluation de la qualité des infrastructures.	6 mois	Ministère de la Santé et Agences internationales
Renforcement des Programmes Ciblés	Mettre en place des programmes spécifiques pour les femmes et jeunes filles déplacées.	Femmes et jeunes filles déplacées.	- Élaborer et mettre en œuvre des programmes de soutien psychologique et de protection. - Fournir des services d'éducation et de sensibilisation.	- Nombre de programmes mis en œuvre. - Nombre de bénéficiaires des services.	6 mois	ONG locales Agences internationales
Sensibilisation et Mobilisation Communautaire	Augmenter la sensibilisation et l'engagement communautaire pour soutenir les déplacés.	Communautés locales et déplacées.	- Lancer des campagnes de sensibilisation. - Organiser des ateliers de formation pour les communautés locales.	- Nombre de campagnes de sensibilisation menées. - Participation des communautés aux ateliers.	3 mois	ONG locales Communautés locales
Coordination des Interventions Humanitaires	Assurer une coordination efficace entre les différents acteurs humanitaires.	Partenaires humanitaires et agences de développement.	- Organiser des réunions de coordination régulières. - Développer un mécanisme de suivi des interventions.	- Nombre de réunions organisées. - Évaluation de la coordination des interventions.	6 mois	Agences internationales Ministère de la Santé

6. Plan d'action thématique : La protection et l'assistance humanitaire des réfugiés dans l'espace de L'Alliance des Etats du Sahel au Niger: (Camp des réfugiés de Ouallam)

Résultat	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Mettre en lumière les avantages de l'éducation	Amener davantage les parents à inscrire et à maintenir les enfants à l'école	Les parents des élèves réfugiés et les élèves	Campagne de sensibilisation dans le camp de réfugié sur l'importance de l'éducation	Nombre de réfugiés concernés par la sensibilisation, le nombre de nouveaux inscrits	3 semaines	Une équipe spécialisée des conseillers techniques en éducation.
	Lutter contre les obstacles socioculturels à la scolarisation.	Les parents des élèves réfugiés	Campagne de sensibilisation dans le camp pour montrer le danger de ces obstacles, et organiser des sketchs pour bien illustrer	Nombre de réfugiés concernés par la sensibilisation, le sentiment d'un recul des obstacles.	3 semaines	Une équipe spécialisée de conseillers en protection de l'enfance et du genre.
Environnement d'apprentissage sûr et bien équipé	Garantir un repas équilibré pour chaque élève	Les élèves réfugiés	Construction d'une cantine et le ravitaillement des trois autres	L'inscription des nouveaux élèves, l'épanouissement des élèves	3mois	Les partenaires financiers et les ONG internationales
	Assurer d'une quantité suffisante d'infrastructures et de matériels	Les élèves réfugiés	Construire et équiper les salles de classe	Matériels pédagogiques à suffisance, accueil des nouveaux élèves	6mois	Les partenaires financiers et les ONG internationales

7. Plan d'action thématique : Genre et protection des personnes déplacées internes au Sahel : cas du Niger

Résultat	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsables
Sécurité accrue et bien-être des femmes et des filles déplacées	Renforcer les capacités des acteurs locaux et internationaux pour intégrer la dimension genre dans leurs interventions	Ministère de la Promotion de la Femme, Ministère de l'Action Humanitaire, ONG locales, acteurs humanitaires internationaux	Organiser des sessions de formation et des ateliers de sensibilisation; Créer des plateformes de coordination; Fournir des formations continues sur les questions de genre	Nombre de sessions de formation organisées; Nombre d'acteurs formés; Qualité de la coordination inter-agence	1 mois	Coordonnateur du projet, Responsable des formations
Accès amélioré aux services de santé reproductive et de soutien psychosocial	Assurer l'accès des femmes et des filles déplacées à des services essentiels et adaptés à leurs besoins	Ministère de la Santé, ONG internationales, Centres de santé locaux	Développer des programmes de santé reproductive et de soutien psychosocial; Sensibiliser les femmes et les filles sur l'accès à ces services	Nombre de femmes et de filles accédant aux services de santé reproductive et de soutien psychosocial; Taux de satisfaction des bénéficiaires	1 mois	Responsable santé, Coordinateur des programmes
Autonomisation économique des femmes déplacées	Développer des programmes spécifiques pour l'autonomisation économique des femmes déplacées	Ministère de l'Action Humanitaire, ONG internationales, organisations locales de femmes	Mettre en place des formations professionnelles; Offrir des initiatives de microcrédit; Faciliter l'accès aux services financiers	Nombre de femmes participant aux formations; Montant des crédits accordés; Nombre de nouvelles entreprises créées	2 mois	Responsable des programmes économiques, Coordinateur des initiatives de microcrédit

8. Plan d'action thématique : « Abandon Du Parcours Scolaire Et Académique Au Profit Des Petits Métiers : » Quelles solutions pour le maintien à l'école des enfants et des jeunes ?

RESULTAT	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE	RESPONSABLE
Réduction du taux de déscolarisation	Sensibiliser les communautés sur l'importance de l'éducation	Parents, leaders communautaires	Campagnes de sensibilisation (affichage, spots radio/TV, réunions publiques), distribution de matériel éducatif (livres, fournitures scolaires)	Nombre de campagnes réalisées, taux de participation, changement d'attitudes mesuré par des sondages, taux de participation aux réunions publiques, enquêtes de perception sur l'importance de l'éducation	Trimestre 1	Organisation A, leaders communautaires
Amélioration des infrastructures scolaires	Assurer un environnement d'apprentissage adéquat	Gouvernements locaux, ONG, entreprises	Rehabilitation des écoles (réparation de toits, rénovation des salles de classe), construction de nouvelles classes, fourniture d'équipements scolaires (tables, chaises)	Nombre d'écoles réhabilitées, nombre de nouvelles classes construites, quantité d'équipements fournis	Trimestres 2 et 3	Organisation B, gouvernements locaux
Renforcement des capacités des enseignants	Former les enseignants sur des techniques pédagogiques efficaces	Enseignants	Ateliers de formation (sur la gestion de classe, enseignement inclusif), séminaires thématiques, mentorat individuel	Nombre d'ateliers/séminaires organisés, nombre d'enseignants formés, évaluation des compétences après formation	Trimestres 1 et 2	Organisation C, ministère de l'éducation
Promotion de l'enseignement technique et professionnel	Diversifier les options éducatives pour les jeunes	Adolescents, parents, écoles	Création de programmes d'apprentissage (formation en métiers techniques), partenariats avec entreprises locales pour des stages, organisation de foires éducatives	Nombre de programmes créés, nombre de participants, taux de placement en emploi ou stage	Trimestres 3 et 4	Organisation D, entreprises locales
Soutien financier aux familles défavorisées	Offrir des bourses et aides financières pour les élèves	Familles à faibles revenus	Identification des familles éligibles, allocation de bourses, création de fonds d'aide	Nombre de bourses distribuées, nombre de familles aidées, taux de scolarisation des bénéficiaires	Tout au long de l'année	Organisation E, associations de parents d'élève
Renforcement des politiques éducatives	Influencer les politiques publiques en faveur de l'éducation	Députés, ministères, décideurs politiques	Lobbying (rencontres avec les décideurs, rédaction de propositions de lois), rédaction de propositions de lois pour le renforcement de l'éducation, organisation de forums de discussion sur l'éducation	Nombre de propositions de lois rédigées, nombre de forums organisés, soutien obtenu de la part des décideurs	Trimestres 1 et 2	Organisation F, experts en éducation

9. Plan d'action thématique : Conflits armés et impact sur l'avenir des jeunes filles : état des lieux et perspectives, cas du Niger

RÉSULTATS	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODES	RESPONSABLES
Protection des droits humains, sécurité et bien-être social, réintégration sociale,	Repenser et mieux coordonner les politiques et stratégies sécuritaires au Sahel	Les communautés locales, les femmes, les jeunes filles	Créer des canaux d'échange avec les ailes politiques, les leaders des groupes armés pour amoindrir la violence civile	Nombre de décideurs politiques influencés par le message de plaidoyer	06 à 09 mois	La communauté internationale, les organisations de la société civile, le gouvernement, les organes de surveillance des traités des droits de l'homme de l'ONU
	Éradiquer les normes sociales et de genre néfastes afin de contribuer au processus décisionnel	Les communautés locales, les chefs de famille, les chefs traditionnels	Mener des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la prise de décision par les victimes	Nombre de personnes touchées par la campagne de sensibilisation, taux de participation aux actions	12 à 24 mois	Les autorités gouvernementales, les organismes internationaux,
Un système éducatif performant pour permettre une reprise scolaire aux jeunes filles	Mettre en œuvre des politiques éducatives plus ambitieuses et définir des finalités plus objectives de l'éducation	Les comités de parents, les apprenants, les enseignants et les autres personnels éducatifs	Renforcer le budget de l'éducation, recruter du personnel enseignant et les former, créer des comités de sécurité scolaire, familiariser les enfants aux idées entrepreneuriales	Pourcentage d'amélioration des résultats scolaires suites aux actions de plaidoyer, performance des enseignements, progrès des réformes éducatives	12 à 24 mois	Les autorités gouvernementales, le Ministère de l'Éducation Nationale
Des capacités humaines et financières des structures sanitaires pour une prise en charge rapide	Accroître l'accès à un soutien médical et psychosocial pour les victimes	Le personnel hospitalier, les femmes, les jeunes filles	Amélioration du système sanitaire, prévoir des interventions rapides en cas d'agression, instauration d'un cadre d'échange et de soutien	Nombre d'interventions médicales effectuées, taux de conformité aux protocoles de soins médicaux	12 à 24 mois	Les autorités gouvernementales, le Ministère de la Santé

10. Plan d'action thématique : La prolifération des déchets plastiques à Tombouctou, Quelles solutions et perspectives

RESULTATS	OBJECTIFS	CIBLES	ACTIVITÉS	INDICATEURS	PÉRIODE	RESPONSABLE
Les décideurs sont incités à une meilleure prise en charge des infrastructures de gestion des déchets.	Inciter les décideurs à une meilleure prise en charge des infrastructures de gestion des déchets.	La municipalité de la ville de Tombouctou	Plaidoyer auprès des décideurs à plus investir dans les conditions d'assainissement de la ville	Disponibilité d'une meilleure infrastructure de gestion des déchets à Tombouctou	7 jours	Bintou Dicko
Les habitants sont suscités à un changement de comportement pour une meilleure qualité de vie.	Susciter un changement de comportement des habitants pour une meilleure qualité de vie.	Habitants, de 18 à 35 ans, les commerçants/Consommateurs et les femmes de ménages à Tombouctou	Sensibilisation dans la communauté	Remarques d'un changement important en matière de condition d'insalubrité et de pollution	1 mois	Bintou Dicko et équipe
Les acteurs et les parties prenantes sont munis des outils nécessaires (matériels et compétences) pour une bonne condition d'assainissement urbaine.	Munir les acteurs et les parties prenantes des outils nécessaires (matériels et compétences) pour une bonne condition d'assainissement urbaine.	Les services techniques, la municipalité, les commerçants et les femmes de ménages et les écoles de Tombouctou.	Renforcement de capacité et équipement d'assainissement	Accessibilité à des outils appropriés pour prévenir et faire la promotion de culture de propreté de la ville	6 mois	Bintou Dicko
Un environnement durable est favorisé et soutenu à travers l'implication des élèves et les milieux scolaires.	Soutenir et favoriser une environnement durable à travers l'implication des élèves et les milieux scolaires.	Les écoles primaires et secondaires de la ville de Tombouctou	Réalisation d'une école modèle d'assainissement	Les milieux scolaires et les élèves beaucoup plus outillés et plus soucieux/impliqués dans le processus de la protection de l'environnement la ville	6 mois	Hawa Touré

